

PHILANTHROPIE

CAHIER SPÉCIAL D | LES SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 MAI 2024

LEDEVOIR

Rêver plus grand, viser plus loin



Selon les plus récentes données de Global Philanthropic, un donateur sur trois était âgé de plus de 65 ans en 2022 au Québec, et leur part avait augmenté de 10 % par rapport à 2018. Tandis que la génération du baby-boom — la première à avoir accumulé une certaine richesse au Québec — vieillit et prend ses dispositions testamentaires en prévision de sa fin de vie, les fondations font de plus en plus valoir les avantages du don planifié, tant pour le donateur — qui peut appuyer une cause qui lui tient à cœur tout en faisant faire des économies à ses héritiers sur le plan fiscal — que pour la fondation — les promesses de dons lui permettant de faire des projections à long terme et donc de planifier ses propres dons. Force est de constater que cette manière de procéder commence à décoller. Ce cahier, premier de la série Philanthropie pour l'année 2024, analyse cette nouvelle tendance tout en s'intéressant aux autres directions dans lesquelles le secteur tend et en mettant en avant quelques exemples d'activités philanthropiques ayant des retombées positives sur la société.

Préférez-vous payer plus d'impôts
ou soutenir la mission d'une
organisation qui vous tient à cœur ?

Planifiez vos dons.
Faites la différence.



Marquer le présent. Tracer l'avenir.

« Depuis plus de 115 ans, HEC Montréal contribue à l'avancement de notre société en formant une relève solide qui œuvre dans toutes les sphères de la gestion ! Voulant participer au développement de l'École et de tout le Québec, j'ai planifié un legs testamentaire ainsi qu'un don en assurance vie, qui offre un effet de levier substantiel à mon engagement. »



Jonathan Beauchesne
Diplômé HEC Montréal 2009 et 2013, entouré de ses parents.

Planifier un don pour HEC Montréal
est plus simple et avantageux que vous
ne pourriez l'imaginer.



Contactez-nous pour en savoir plus ou pour
élaborer votre projet philanthropique !
hec.ca/tracerlavenir

Partenaire de
**VOLONTÉ
DE FAIRE**

**Diplômés
Fondation**
HEC MONTRÉAL

Les dons planifiés ont le vent en poupe

Encore discrets il y a quelques années, les dons planifiés tendent à gagner en popularité au Québec, pour le plus grand bonheur des organismes de bienfaisance. Il reste tout de même encore quelques obstacles à lever afin de rattraper totalement le retard en la matière.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

Il fut un temps, pas si éloigné, où le Québec arrivait bon dernier dans la liste des provinces les plus charitables au pays. En 2013, les dons moyens les plus faibles se trouvaient dans la Belle Province (264 \$ par personne/an), alors que l'Alberta brillait tout particulièrement par sa générosité (863 \$ par personne), selon les chiffres communiqués par Statistique Canada. De nombreux observateurs l'expliquaient par le fait que les anglophones avaient tendance à s'orienter plus naturellement vers le don philanthropique que les francophones.

Depuis, le Québec a tranquillement mais sûrement remonté la pente. « La culture de la philanthropie a vraiment pris son envol ces 10 dernières années au Québec », constate Simon Proulx-Pinard, CPA et associé délégué chez BGY Services financiers intégrés. Aurait-on été subitement gagné par un fort élan de bienveillance ? « En réalité, les Québécois ont toujours eu le cœur sur la main », nuance M. Proulx-Pinard. « Les dons planifiés étaient moins présents auparavant, simplement parce que les gens n'avaient pas nécessairement d'actifs. »

Un mouvement qui s'amplifie

Côté anglophone, les richesses ont été accumulées bien plus tôt. Une différence notable qui s'est naturellement répercutée au niveau du développement de la philanthropie d'une province à l'autre. « Au Québec, on a eu des familles en affaires dans les années 1950-1970. Mais le phénomène a surtout grossi ces 30 dernières années », poursuit Simon Proulx-Pinard. « On arrive à la première génération où il y a des transferts de plus en plus importants de richesses qui se font. Et forcément, la culture du don se développe aussi. »

Ce n'est sans doute pas un hasard si l'Université de Sherbrooke (UdeS) a lancé il y a tout juste un an sa Grande Campagne, la plus ambitieuse de son histoire, visant à amasser 250 millions de dollars d'ici 2028. Placée sous le thème Choisir de changer l'avenir, l'audacieuse collecte de fonds vise notamment à récolter 60 millions de dollars en dons planifiés, des legs testamentaires aux dons par assurance vie.

« Depuis une dizaine d'années, il y a de plus en plus de programmes de dons planifiés mis en place par les fondations dans les universités ou les centres hospitaliers », constate M. Proulx-Pinard. « C'est un nouveau vecteur qui était peu développé avant. On voit le potentiel, et on veut l'exploiter à la manière de ce qui a pu être fait au Canada anglophone. Je pense que c'est un mouvement qui va continuer à prendre de l'ampleur. On n'est pas encore mature, mais il y a une belle progression qui se fait. »

Des barrières à lever

La notaire et fiscaliste M^e Andrée-Anne Potvin, qui a fondé le cabinet PNCF inc. à Montréal, a constaté aussi ce bel élan de générosité chez sa clientèle. « On voit de plus en plus de legs testamentaires dans lesquels on va avantager un organisme de bienfaisance, dit-elle. Quand j'ai commencé à pratiquer dans les années 2000, je n'avais pas de dons en legs particulier ou en legs universel. Mais il y a eu un changement important qui s'est opéré ces dernières années au Québec. Des patrimoines majeurs se sont constitués et la volonté philanthropique a suivi. »

Si on est sur la bonne voie, il reste néanmoins encore un bout de chemin à faire pour espérer rattraper le retard accumulé. Alors que la plupart des dons planifiés passent par un legs testamentaire, certaines barrières subsistent en ce domaine. « Au Québec, à peu près 50 % de la population n'a pas de testament. C'est une notion qui continue de faire peur, notamment financièrement, quand on pense au coût de la visite chez le notaire », déplore Daniel H. Lanteigne, consultant en philanthropie pour le cabinet BNP Performance philanthropique.

Il existe plusieurs options sur la table pour lever ce frein qui nuit à la planification du transfert de richesses au profit d'organisations. Aux États-Unis, la plateforme FreeWill offre, par exemple, la possibilité de faire son testament en ligne, gratuitement et rapidement. « Au Canada anglais, il y a aussi des fondations qui offrent ce service sur la plateforme Epilogue », ajoute M. Lanteigne. « Les fondations ont compris que le premier frein à un legs testamentaire, ce n'était pas le donateur lui-même, mais tout simplement son manque d'aisance à aller faire son testament. »

Au-delà du testament

Le testament reste la façon la plus simple de planifier un don. Mais il est tout à fait concevable, dans certains cas, de poser un geste philanthropique sans passer nécessairement par une planification successorale. « Le don planifié, c'est un peu s'adapter au donateur, faire du sur-mesure. L'idée est de voir comment on peut optimiser la démarche du donateur en fonction de ses volontés et de sa situation », explique Julie Roy, directrice du développement philanthropique pour les arts et la culture dans le cadre de la Grande Campagne menée à l'UdeS.

« Il faut se défaire de cette idée qu'un don planifié se concrétise forcément au décès », ajoute Simon Proulx-Pinard. « Il ne faut pas se limiter au legs testamentaire. Le don planifié, tel qu'il est défini par l'ACPD [Association canadienne des professionnels en dons planifiés], est celui qui va découler d'une démarche de réflexion importante du donateur et qui va être dans le respect de ses objectifs personnels, autant au niveau humain que financier et fiscal. Ce qui permet d'aborder la question du don du vivant qui offre souvent une satisfaction importante. »

Chez les jeunes philanthropes, les dons effectués à partir des polices d'assurance vie peuvent aussi représenter une piste intéressante. « C'est une stratégie qui permet de faire des dons importants à moindre coût », confirme Maude Caron-Morin, avocate-fiscaliste spécialisée en philanthropie chez TCJ. « Ça se voit de plus en plus chez nos jeunes, car ils n'ont pas nécessairement un patrimoine de base important. Comme ils sont en bonne santé, le coût des primes va être assez faible, et ils peuvent nommer un organisme comme bénéficiaire de cette police à leur décès. »

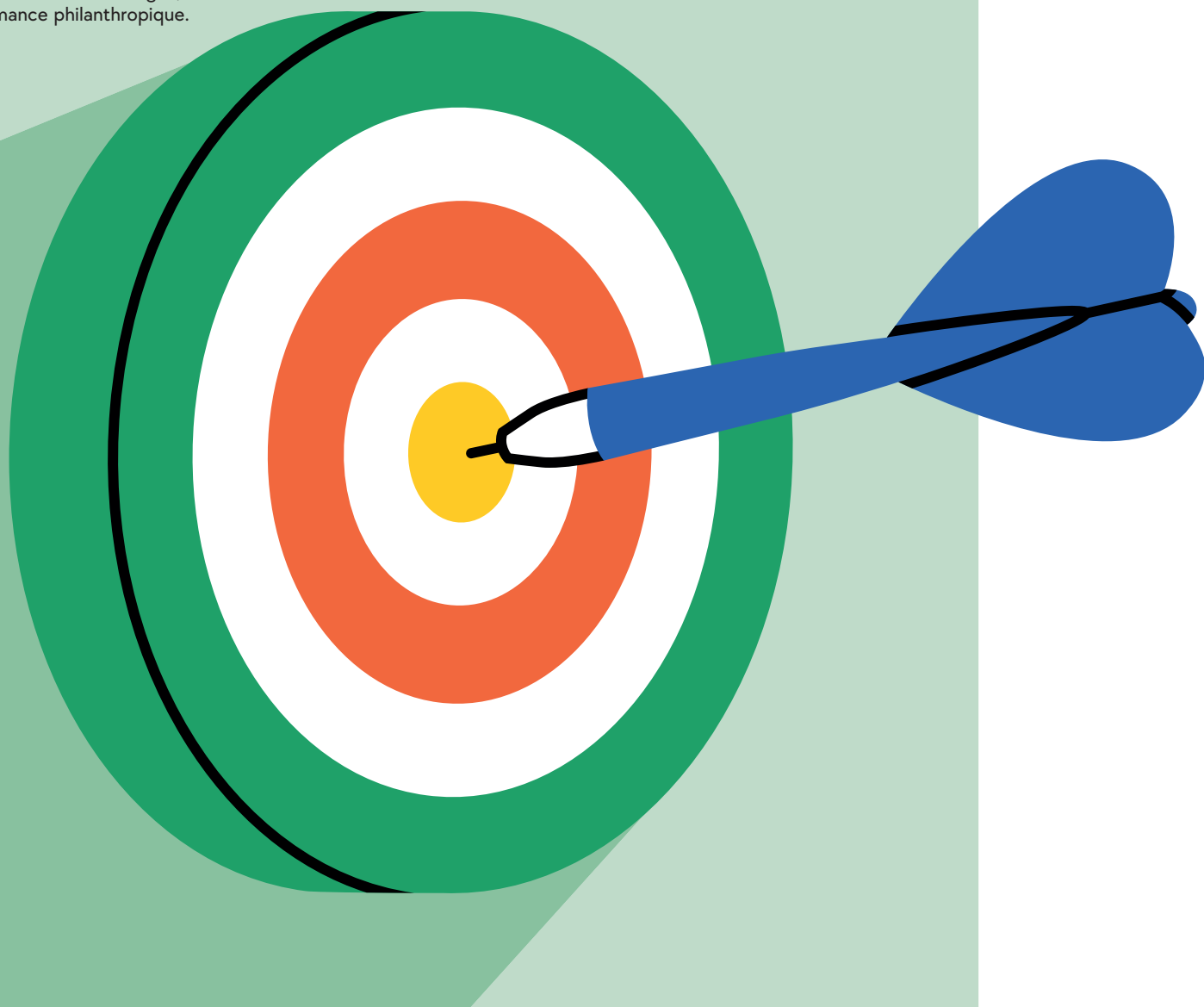
« Les fondations ont compris que le premier frein à un legs testamentaire, ce n'était pas le donateur lui-même, mais [...] son manque d'aisance à aller faire son testament », dit Daniel H. Lanteigne, de BNP Performance philanthropique. ISTOCK



Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. La rédaction du *Devoir* n'y a pas pris part.

« Les sollicitations pour des dons planifiés fonctionnent bien si on établit un lien de confiance dans le temps », estime Daniel H. Lanteigne, du cabinet BNP Performance philanthropique.

ISTOCK



De futurs grands donateurs à séduire

Un transfert de richesses sans précédent au Canada se profile à l'horizon avec des sommes astronomiques qui s'apprêtent à passer d'une génération à l'autre. Mais c'est maintenant qu'il faut s'activer pour permettre aux organisations de pleinement profiter de ce beau potentiel en matière de dons planifiés.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

On parle d'un gigantesque transfert de richesses intergénérationnel comme on n'en a jamais vu. D'après l'Institut canadien des comptables agréés (CPA Canada), pas moins de mille milliards de dollars seront prochainement légués par les baby-boomers à leurs héritiers des générations X et Y. Des descendants qui, pour beaucoup, ont été sensibilisés aux enjeux sociaux et environnementaux dès leur plus jeune âge, et qui sont appelés à devenir — on le souhaite — de futurs grands donateurs.

« Ce transfert va bénéficier à des générations qui ont le goût de changer le monde et de l'améliorer », confie Daniel H. Lanteigne, vice-président au talent, stratégie et impact au sein du cabinet BNP Performance philanthropique. Avec cette vague sans précédent qui se prépare à déferler sur le Canada d'ici 2026, il apparaît

primordial de sensibiliser dès aujourd'hui ces potentiels donateurs à la philanthropie. Et ce, même s'ils n'en sont pas encore à penser frapper chez le notaire pour faire leur testament.

Agir en amont

« Approcher des millénariaux pour parler de dons planifiés, on peut trouver ça un peu loufoque au premier abord. Mais il ne s'agit pas de venir leur parler de don testamentaire », poursuit M. Lanteigne. « Il faut commencer à séduire la prochaine génération, à leur présenter ce qu'est la philanthropie, parce que les sollicitations pour des dons planifiés fonctionnent bien si on établit un lien de confiance dans le temps. C'est précisément ce lien de confiance qui est au cœur de la philanthropie. »

Ces dernières années, les organismes de bienfaisance et autres acteurs du secteur philanthropique ont déjà fourni un travail important de sensibilisation au don planifié qui commence tout doucement à porter ses fruits. « Ça ne va pas aussi vite qu'on pouvait l'espérer. Mais à force de faire des présentations, on rejoint un bassin de différents groupes d'âge plus en amont. Ce qui était moins le cas auparavant », souligne Chantal Thomas, directrice principale Philantra et fondations privées chez Banque Nationale Trust.

Ce travail de sensibilisation consiste notamment à battre en brèche certaines idées reçues qui constituent autant de freins au développement de la philanthropie. Contrairement à ce que beaucoup de personnes pensent encore, il n'est pas nécessaire d'avoir fait fortune ou d'attendre l'âge de la retraite pour agir pour le bien de la communauté. Les dons planifiés sont à la portée de toutes et de tous, et disposent de suffisamment de déclinaisons (dons par testament, ou par une assurance vie ou des placements) pour s'adapter à la situation de chaque personne.

« Les organisations ont un travail à faire [...] pour démocratiser les dons planifiés, démontrer que ce n'est pas réservé aux ultrariches et qu'il n'y a pas de petits dons »

« Quelqu'un qui vend son entreprise n'a pas forcément 70 ans. Mais la cession d'une entreprise est un moment clé pour planifier un don pour des raisons de fiscalité. Cela concerne typiquement un groupe d'âge qui est plus jeune et qu'il faut sensibiliser sur la question », explique Chantal Thomas. « Quand on parle de dons planifiés, on pense souvent aux gens de 80 ou 90 ans parce qu'ils pourraient décéder plus tôt que tard. Mais à 90 ans, il est trop tard pour faire un testament et ouvrir un dialogue », ajoute Daniel H. Lanteigne.

Démocratiser les dons planifiés

La vente d'une entreprise n'est pas le seul tournant à ne pas manquer pour planifier adéquatement un don. « Les gens font des testaments après un mariage, un enfant ou l'achat d'une maison. C'est dans ces moments-là aussi qu'il faut aller les chercher. Car si on approche quelqu'un pour faire un don sur un testament, ça prend du temps », précise M. Lanteigne, ancien président de l'Association des professionnels en philanthropie (AFP). Pour ce dernier, il y a un vrai effort de communication à faire.

« Dans le vocabulaire, les mots "dons planifiés" font encore peur. On pense tout de suite au planificateur financier, conseiller financier, notaire... Il faut rendre ça le plus simple et accessible possible. Les organisations ont un travail à faire sur ce plan-là pour démocratiser les dons planifiés, démontrer que ce n'est pas réservé aux ultrariches et qu'il n'y a pas de petits dons », déclare Daniel H. Lanteigne. L'accent doit également être mis sur ce que peut rapporter la philanthropie à la société dans son ensemble.

« On aura beau faire des brochures et des sites Web pour expliquer tous les avantages fiscaux des dons planifiés, ça représentera peut-être 2 % de l'équation dans le processus de réflexion », explique M. Lanteigne. « Quand on parle de dons planifiés, il faut d'abord et avant tout s'assurer qu'il y ait une connexion de valeurs. Si on ne fait pas tout ça, les organismes de bienfaisance risquent de passer à côté d'un montant significatif. »

Le b.a.-ba d'une bonne stratégie philanthropique

Lorsque vient le temps de planifier un geste philanthropique, les comptables, fiscalistes, notaires et autres planificateurs financiers ont un rôle essentiel à jouer auprès des futurs donateurs. Au sein des organismes, des experts toujours plus nombreux proposent aussi de fournir de précieuses informations.

MALIK COCHEREL
COLLABORATION SPÉCIALE

formation des comptables, fiscalistes, notaires et planificateurs financiers sur toutes les questions liées aux dons planifiés. « Aucune de ces professions-là n'a accordé un espace à ce sujet dans leur formation de base », déplore Chantal Thomas. « Les comptables pourraient notamment recevoir des cours pour développer de meilleurs réflexes sur les dons planifiés. Leur pratique serait rehaussée et leurs clients les apprécieraient davantage. »

Directeur général de la Fondation communautaire Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Les Îles depuis 2017, Ronald Arsenaault dresse le même constat. « Tous ces professionnels ont un rôle important à jouer pour que la philanthropie se développe au Québec. Ils doivent être des acteurs clés dans l'émancipation des dons planifiés », confie-t-il. « C'est la raison pour laquelle on leur offre une formation accréditée dans nos séminaires sur le don planifié qui donnent droit à des UFC [unités de formation continue]. »

Une collaboration profitable

Depuis que la fondation qu'il dirige a mis en avant l'avantage fiscal important que pouvait représenter le don en actions, Ronald Arsenaault a vu la différence. « On a commencé à le mettre en valeur il y a trois-quatre ans auprès de notre gestionnaire de portefeuilles et de nos partenaires qui n'avaient pas le réflexe de le proposer à leur clientèle. Et on a assisté à une croissance exponentielle de ces dons », explique-t-il. « L'aspect fiscal est intéressant, mais les gens qui y adhèrent prennent aussi goût à donner. »

Au-delà des considérations financières, il est important que les professionnels mesurent bien les effets d'un don planifié, tout comme les besoins de la communauté. « Souvent, le donateur va donner à une cause qui l'a touchée personnellement. Mais il y a parfois d'autres priorités qu'il faut expliquer au donateur, des choses qui ne sont pas forcément associées à son parcours de vie », explique M. Arsenaault. La collaboration entre les professionnels et les organismes peut ainsi s'avérer profitable pour tout le monde.

Ce n'est pas parce qu'on laisse parler son cœur qu'il ne faut pas agir avec sa tête. En matière de philanthropie, le bon vieil adage illustre parfaitement l'importance de bien s'entourer et se renseigner au moment de prendre la décision de planifier un don. À ce titre, les conseillers financiers (comptables, fiscalistes, planificateurs financiers) et juridiques (notaires, avocats) doivent pouvoir répondre aux questions légitimes que se pose toute personne désireuse de faire un geste pour la communauté.

Malheureusement, ces experts ne sont pas toujours bien formés pour prodiguer des conseils adaptés à chaque potentiel donateur. « J'ai eu un client récemment qui a fait une vente d'entreprise et qui a réalisé après coup, faute d'avoir été informé à temps, qu'il avait loupé la période clé où il aurait pu économiser beaucoup d'impôts alors qu'il avait l'intention de faire un don », témoigne Chantal Thomas, qui occupe le poste de directrice principale Philantra et fondations privées chez Banque Nationale Trust.

Des réflexes à développer

Active depuis 30 ans en philanthropie, l'experte mène « une croisade » pour une meilleure



Au-delà des considérations financières, il est important que les professionnels mesurent bien les effets d'un don planifié, tout comme les besoins de la communauté. GETTY IMAGES

« Tous ces professionnels ont un rôle important à jouer pour que la philanthropie se développe au Québec. Ils doivent être des acteurs clés dans l'émancipation des dons planifiés. »

Une réflexion à accompagner

De plus en plus de fondations s'entourent, d'ailleurs, d'experts capables de pouvoir répondre aux interrogations, même les plus techniques, qui touchent aux dons planifiés. Leur vocation n'est pas de se substituer à des conseillers juridiques ou financiers, mais plutôt de s'assurer que les donateurs ont bien toutes

les clés en main au moment de prendre leur décision. Il s'agit de fait d'accompagner leur réflexion et de faciliter tous les aspects de leur démarche philanthropique.

Très active dans ce domaine, l'Université de Sherbrooke a mis sur pied le Comité averseur en dons planifiés. « On veut être sûr de pouvoir donner les meilleures réponses possibles à nos donateurs, notamment sur des questions plus complexes comme les dons en assurance vie », confie Julie Roy, chargée du développement philanthropique pour les arts et la culture dans le cadre de la Grande Campagne menée à l'Université de Sherbrooke.

« Dans le milieu universitaire ou hospitalier, les organisations ont déjà toutes un expert en dons planifiés », poursuit M^{me} Roy. « Mais on note une tendance grandissante à la professionnalisation de la gestion philanthropique des fondations, notamment à travers l'Association canadienne des professionnels en dons planifiés (ACPPD). Même les plus petits organismes peuvent aujourd'hui fournir des réponses ou aller chercher les ressources externes pour bien accompagner leurs donateurs. »

La philanthropie, ça s'apprend !

La philanthropie n'est pas qu'une affaire d'argent, elle se déploie aussi dans le bénévolat et dans le simple don de soi. Et elle s'apprend ! Au Québec et ailleurs dans le monde, il existe même des formations scolaires pour s'outiller dans ce domaine.

MARIE-JOSÉE R. ROY
COLLABORATION SPÉCIALE

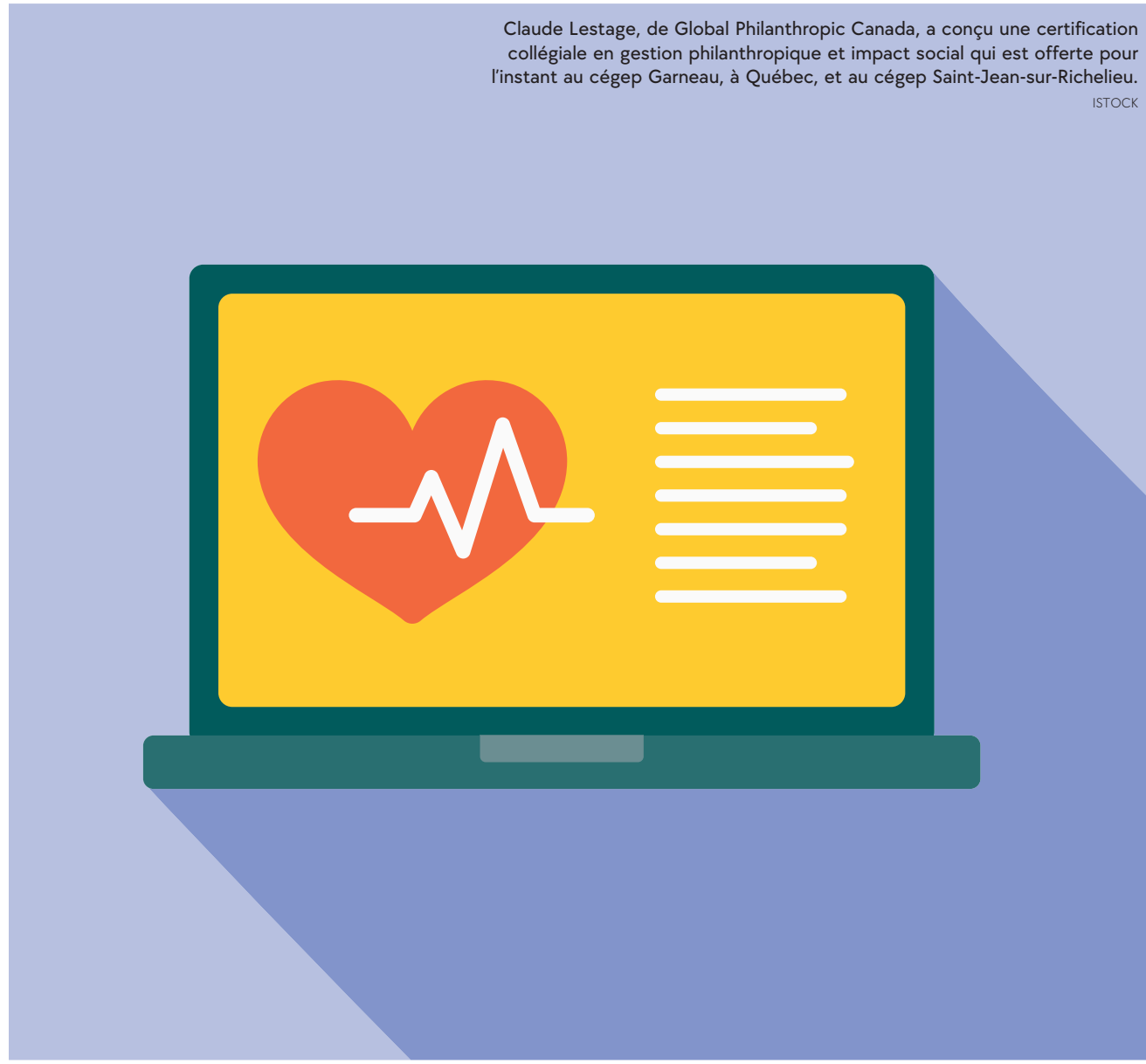
Claude Lestage, qui travaille dans le domaine depuis deux décennies, est consultant principal chez Global Philanthropic Canada. Cette organisation de consultants en gestion et développement accompagne les organismes de bienfaisance dans leur structure philanthropique (mise en place de programmes, organisation de campagnes annuelles de financement, implication sociale, etc.). L'homme promet dès qu'il en a l'occasion les vertus prônées par son entreprise : selon lui, il faut améliorer le réflexe philanthropique dans notre société.

« On a compris que la philanthropie est un facteur de rétention du personnel, explique-t-il. Par exemple, si deux garages offrent un même service, et que l'un des deux annonce qu'il versera une partie de ses profits à un organisme en particulier, les employés vont y adhérer davantage grâce à ses valeurs philanthropiques et ses retombées dans la communauté. »

Une formation générale

Dans cette veine, M. Lestage a conçu une certification collégiale en gestion philanthropique et impact social, qui est répartie sur 75 heures. Elle est composée d'une dizaine de modules dispensés virtuellement et nouvellement offerts pour l'instant dans deux institutions, le cégep Garneau, à Québec, et le cégep Saint-Jean-sur-Richelieu.

Ces cours fournissent une base de connaissances liées à l'action philan-



Claude Lestage, de Global Philanthropic Canada, a conçu une certification collégiale en gestion philanthropique et impact social qui est offerte pour l'instant au cégep Garneau, à Québec, et au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu.

ISTOCK

thropique, que l'on souhaite en faire un métier ou peaufiner un volet d'une entreprise ou d'une association. Des professeurs et enseignants l'histoire de la philanthropie, son rôle, ses différentes incarnations (collective, entrepreneuriale), le cadre juridique, la gouvernance, le leadership, la gestion financière et des ressources humaines, les commandites, les stratégies, l'éthique, l'analyse de données, le marketing, etc. Même la notion d'intelligence artificielle, désormais incontournable, y est abordée.

Et l'adhésion à l'initiative est très favorable, maintient M. Lestage.

« L'engouement est incroyable. Il y a une professionnalisation de la philanthropie, et les gens souhaitent obtenir une certaine qualification. On a besoin de personnel compétent dans les organismes. Les donateurs veulent générer de plus en plus d'impact avec leurs contributions. Notre public est donc vraiment large, et le fait que ça soit enseigné sur le Web permet d'avoir une plus grande accessibilité. »

Une relève stimulée

Historiquement, le principe même de la philanthropie est moins populaire auprès des francophones que des anglophones, remarque le consultant. Et cette réalité se reflète à l'égard de la formation. Au Québec, outre quelques institutions collégiales et universitaires, ce sont essentiellement les entreprises privées qui proposent des écoles du genre. Quelques universités canadiennes, américaines et européennes tendent aussi à exploiter le filon.

Et la relève répond « présente », se réjouit M. Lestage, qui travaille lui-même en compagnie de sa fille de 28 ans. Il perçoit un vif intérêt pour la philanthropie chez la jeune génération.

« Je vois qu'ils sont tellement impliqués ! Il y a de plus en plus de jeunes donateurs et de jeunes professionnels qui vont prendre une assurance vie au profit d'un organisme, par exemple, ou préconiser le bénévolat. C'est clair qu'il va y avoir une relève, et il y a des besoins grandissants au niveau de la philanthropie. »

« Il y a une professionnalisation de la philanthropie, et les gens souhaitent obtenir une certaine qualification. On a besoin de personnel compétent dans les organismes. »

Qui plus est, les projets hautement médiatisés, tels que les fondations chapeautées par des personnalités populaires (Véronique Cloutier, Martin Matte, Charles Laforêt et Sophie Prigent, Laurent Duvernay-Tardif et autres), créent des répercussions positives, observe-t-il. « C'est certain qu'il y a une relation de cause à effet. Il y a des gens qui ne seraient pas nécessairement portés à la philanthropie. Pour moi, ça part, par exemple, du bénévolat quand on est enfant. On regarde nos parents, on s'investit à notre tour comme bénévole, on constate les besoins, puis on s'implique soi-même financièrement... Certaines personnes n'ont pas ces habitudes. On doit développer le réflexe philanthropique », réitère-t-il.

« Un philanthrope, c'est quelqu'un qui fait un acte délibéré ayant une portée sociale et communautaire. Souvent, on entend que les philanthropes se limitent à donner de l'argent et qu'il faut être riche. C'est le cas. Mais c'est aussi accorder de son temps, de soi-même, aider un voisin, etc. C'est peut-être utopique, mais plus il y aura de philanthropes, plus il y aura de philanthropie et mieux l'on se portera ! » conclut M. Lestage.



Nicolas lors de son emménagement au Pavillon Robert-Lemaire



CONTENU PUBLICITAIRE

En 2019, lorsqu'il a appris qu'il lui restait peu de temps à vivre, Robert Lemaire a fait de la Maison du Père son légataire universel. Il a mandaté son amie Line Guevremont pour qu'elle veuille au respect de ses dernières volontés. Ce qu'elle a fait. Afin de mener à bien son mandat, M^{me} Guevremont a rencontré l'équipe au cours des trois années suivant le décès de M. Lemaire. La générosité de cet homme a ainsi contribué à la construction d'un immeuble de 54 logements destinés aux personnes qui se sont retrouvées en situation d'itinérance pour diverses raisons.

Le pavillon Robert-Lemaire a ouvert ses portes en décembre 2023. Alors que l'édifice héberge aujourd'hui des gens comme Nicolas, M^{me} Guevremont considère que son ami serait fier du legs qu'il a transmis à sa communauté : « [...] j'ai pu constater les réalisations exceptionnelles que l'argent de Robert a permis. Sa volonté a été intégralement respectée ; son héritage a été utilisé pour offrir un maximum de bénéfices à ceux qu'il voulait aider. »

Pour faire un don à la Fondation de la Maison du Père

La Fondation de la Maison du Père compte aujourd'hui sur la fidélité de milliers de gens qui ont à cœur la dignité des personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance ou de grande précarité.

Pour contribuer à la mission de la Maison du Père ou vous informer sur le sujet, contactez Manon Dubois (par courriel à l'adresse manon.dubois@maisondupere.org ou par téléphone, au 514-845-0168, poste 313).

Ces dons qui donnent vie à la mission de la Maison du Père

La Maison du Père parvient à aider durablement les personnes en situation d'itinérance ou de précarité grâce à l'altruisme de ses donateurs et donatrices.

Accueillir dans la dignité des personnes en situation de précarité ou d'itinérance, c'est la mission à laquelle se dévoue la Maison du Père depuis 55 ans. Le soutien qu'elle leur apporte ne se limite pas à l'hébergement d'urgence, loin de là. Parmi ses plus récentes initiatives, on compte le Pavillon Robert-Lemaire, un immeuble de 54 unités, qui loge des personnes autonomes qui se sont retrouvées en situation d'itinérance. Sa réalisation, rendue possible en partie grâce au legs de

M. Lemaire, réitère le rôle central des dons privés pour l'établissement.

Une durabilité qui repose sur les dons privés

Animée par le désir d'offrir des solutions durables aux gens dans le besoin, la Maison du Père a su développer de nombreux services. Ceux-ci comprennent de la prévention, une résidence pour aînés (RPA), des soins de santé spécialisés (oncologie, soins postopératoires ou palliatifs), de

l'accompagnement à la réinsertion sociale et au logement. Leur complémentarité met en lumière une conviction fondamentale : une aide structurante, pour les individus comme pour la communauté, requiert une approche globale.

Pour assurer la pérennité de ce soutien, l'organisme doit recueillir chaque année des fonds considérables. En 2023, par exemple, les frais liés à son fonctionnement s'élevaient à près de 11 millions. C'est principalement grâce à l'appui de donateurs et donatrices privés que l'établissement parvient à réaliser sa mission. Ces dons, qui proviennent majoritairement de la Fondation de la Maison du Père, représentent pas moins de 65 % de ses sources de financement.

Le Pavillon Robert-Lemaire : honorer la confiance et redistribuer la générosité

Tous les dons ont un impact concret sur la vie des gens soutenus par la Maison du Père. Mais ils témoignent d'abord et avant tout d'une grande confiance que l'organisme se fait un devoir d'honorer.

Mutualiser les ressources pour mieux soutenir la communauté

Une tendance grandissante dans le milieu philanthropique

LEÏLA JOLIN-DAHEL
COLLABORATION SPÉCIALE

« C'est une tendance que plusieurs fondations songent à prendre en compte, résume Anne-Marie Day, directrice générale de la Fondation Famille Léger. De plus en plus, les fondations privées cherchent des façons de devenir partenaires dans différentes causes. Elles partagent des informations pour avoir davantage d'impact auprès d'organisations à but non lucratif ou d'organismes de bienfaisance. » Si elle concède que la mutualisation n'est pas encore monnaie courante dans le monde philanthropique, elle estime que le phénomène est toutefois en croissance alors que la pandémie a multiplié les besoins et que les défis demeurent nombreux.

La mise en commun des ressources est « pleine de sens », pour Chantal Thomas, directrice principale à la Fondation Philantra et fondations privées de Banque Nationale Trust. Selon elle, cette façon de faire peut permettre à des organisations philanthropiques de survivre ou de maintenir des frais de gestion raisonnablement bas.

Chez Banque Nationale Trust, les clients cherchent davantage une formule moins onéreuse. « Ça devient moins dispendieux d'entrer dans un véhicule déjà prêt avec un partage

des coûts. On peut dire que c'est une sorte de mutualisation. C'est bien moins cher que d'administrer sa propre fondation privée. Et ça, c'est une tendance forte », croit-elle.

Avoir un impact malgré l'urgence

La Fondation Famille Léger a d'ailleurs coopéré avec d'autres fondations durant la pandémie. Ainsi, elle est venue en aide à la Cantine pour tous, un organisme à but non lucratif qui a mis sur pied un programme de repas à l'école.

« Ce que ça a apporté, c'est un soutien financier plus significatif pour l'implantation de ce programme. Ça a aussi permis de mobiliser le gouvernement afin qu'il investisse plus d'argent. Et aujourd'hui, ces efforts de la cantine portent leurs fruits et le soutien du gouvernement est vraiment plus concret », se réjouit M^{me} Day.

Ainsi, même si chaque organisation possède une mission distincte, le fait que plusieurs décident de collaborer dans des initiatives semblables fait en sorte qu'on peut avoir davantage de retombées, souligne-t-elle. Et même si la Fondation Famille Léger n'existe que depuis huit ans, elle a déjà uni ses forces à celles d'autres acteurs du milieu philanthropique.

« On a eu le privilège de se regrouper avec d'autres fondations, parfois dans des champs d'action qui sont similaires. Et ce, pour analyser ce qui



La Fondation Famille Léger a coopéré avec d'autres fondations durant la pandémie afin de venir en aide à la Cantine pour tous, un organisme à but non lucratif qui a mis sur pied un programme de repas à l'école. LA CANTINE POUR TOUS

se passe dans la société québécoise et trouver quels sont les projets mobilisateurs », ajoute M^{me} Day. Elle estime que la mutualisation permet aux institutions philanthropiques de contribuer de façon plus substantielle.

Elle indique également que, durant la crise sanitaire, plusieurs fondations ont uni leurs forces afin de faire don de tablettes électroniques à des personnes âgées afin qu'elles puissent communiquer avec leur famille en confinement. « On était dans l'urgence », rappelle-t-elle.

La pandémie a d'ailleurs mobilisé les organisations philanthropiques. Selon Anne-Marie Day, les situations d'urgence forcent les fondations à s'organiser afin de répondre rapidement à un besoin lors d'une crise. « Elles ont encore plus envie de se rassembler et de changer les choses », croit-elle.

Et même si la crise sanitaire est derrière nous, des fondations ont conservé des liens afin de pouvoir réunir leurs forces si l'occasion se présente. « De façon informelle, avec d'autres directeurs généraux de fondations privées, on se rencontre

régulièrement et on discute des projets et des demandes de dons qu'on reçoit. On essaie de voir quels sont ceux qui pourraient être porteurs et comment on pourrait y répondre efficacement », explique M^{me} Day.

« On a eu le privilège de se regrouper avec d'autres fondations [...] pour analyser ce qui se passe dans la société québécoise et trouver quels sont les projets mobilisateurs »

Rationalisation des coûts

Pauvreté, précarité, santé mentale... Chantal Thomas observe de son côté que les besoins sont criants dans plusieurs sphères de la société et forcent les philanthropes à assurer une

meilleure gestion de leurs fonds. « On va avoir des discussions sur la rationalisation des coûts, l'efficacité, alors que les fondations privées et leurs clients cherchent des formules raisonnables pour faire leur philanthropie. On a des carrefours ou des associations, des lieux de rencontres, il y a bien des choses pour les gens qui travaillent en philanthropie », énumère-t-elle.

Anne-Marie Day abonde en ce sens et constate davantage d'organisation au sein des fondations privées. Une organisation qui facilite la mutualisation.

« Avant, les fondations privées étaient souvent gérées par une famille qui était bénévole, conclut-elle. Maintenant, il y a beaucoup de professionnels en philanthropie qui sont au cœur de la structure et qui appuient la gouvernance des fondations privées. Cela fait en sorte qu'on peut mieux échanger entre nous. De plus en plus, on voit des initiatives comme celles-là. C'est certain que, si on se parle dans cinq ans, le portrait sera vraiment différent. »



MISSION INCLUSION

La rente viagère de bienfaisance, un don généreux et payant

Face aux injustices sociales de plus en plus marquées, ici comme à l'international, nous sommes nombreux à nous sentir impuissants. Pourtant, nous pouvons tous agir, et ce, peu importe notre budget. En effet, pas besoin d'être fortuné pour devenir philanthrope ! Un bel exemple : la rente viagère de Mission inclusion, qui permet aux petits comme aux grands épargnants de se doter d'un revenu stable tout en aidant les personnes en situation de vulnérabilité.

Vous souhaitez soutenir de façon substantielle une cause qui vous tient à cœur et vous avez besoin d'un revenu pour les années à venir ? La rente viagère de bienfaisance est une option à la fois généreuse et avantageuse, qui permet de donner de son vivant tout en s'assurant de rentrées d'argent sa vie durant. « C'est un type de don méconnu, déplore Daphné Mailloux-Rousseau, directrice

du développement philanthropique chez Mission inclusion. Pourtant, cela fait plus de 40 ans que l'organisation administre elle-même son fonds de rente viagère ! »

L'organisation laïque, qui poursuit la mission du cardinal Léger et de son frère Jules, est reconnue pour ses actions innovantes et mobilisatrices visant l'inclusion des personnes vulnérables ou marginalisées. Elle soutient des initiatives axées sur la

transformation sociale profonde et durable qui ont un réel impact sur la vie des gens, au Québec et ailleurs dans le monde. Depuis 75 ans, Mission inclusion est ainsi venue en aide à plus de 30 millions de personnes.

Un geste qui s'inscrit dans une saine gestion financière

Mission inclusion est l'une des seules fondations qui autogère ses rentes et offre l'accès à une équipe conseil complète en philanthropie ainsi qu'à une conseillère juridique. Étant indépendants des grandes institutions financières, ces experts peuvent proposer les choix les plus avantageux aux futurs donateurs, un peu à l'instar des courtiers d'assurance, et leur permettre de profiter des meilleurs taux du marché. De plus, aucuns frais de gestion ne sont appliqués aux dons reçus. C'est donc 100 % du capital et des intérêts générés qui sont investis dans les projets de bienfaisance.

C'est souvent lors d'un grand changement de vie, comme un héritage, la vente d'une entreprise, ou encore le moment où l'on commence à décaisser ses FERR, que l'on opte pour la rente viagère de bienfaisance. Principalement pour trois raisons : s'assurer un revenu à l'abri des fluctuations des marchés financiers, payer moins d'impôt et appuyer les causes qui nous sont chères, de notre vivant et longtemps après notre décès.

Le revenu obtenu dépend de l'âge et du montant investi. L'année du don, on reçoit un reçu fiscal d'au moins 20 % du capital cédé. Il est possible d'opter pour une rente réversible – au conjoint ou à la conjointe, par exemple – ; le taux sera alors ajusté en fonction de l'âge de cette personne. Au décès, le résiduel de la rente ira directement au champ d'action de Mission inclusion choisi par la personne qui fait le don.

« Imaginez le sentiment de sécurité que donne un revenu garanti à vie. Eh bien, c'est la même chose pour les organismes

que vous choisissez de soutenir. En leur permettant de miser sur le long terme, au lieu d'y aller de subvention en subvention, vous les sortez de la précarité ! » souligne Daphné Mailloux-Rousseau.

Des dons adaptés à chaque situation

La rente viagère, très avantageuse pour certains, notamment les personnes de 65 ans et plus, ne convient pas nécessairement à tout le monde. Les plus jeunes, par exemple, peuvent explorer d'autres formes de dons planifiés permettant de soutenir de façon importante les actions de Mission inclusion. Parmi celles-ci, on compte le don d'une police d'assurance vie, le don de valeurs mobilières et le don testamentaire. En fonction du budget, de la situation personnelle et des objectifs philanthropiques de chacun, l'équipe de Mission inclusion offre un accompagnement étape par étape, permettant aux donatrices et donateurs d'évaluer les meilleurs moyens de redonner à la société.

Pourquoi opter pour la rente viagère de Mission inclusion ?

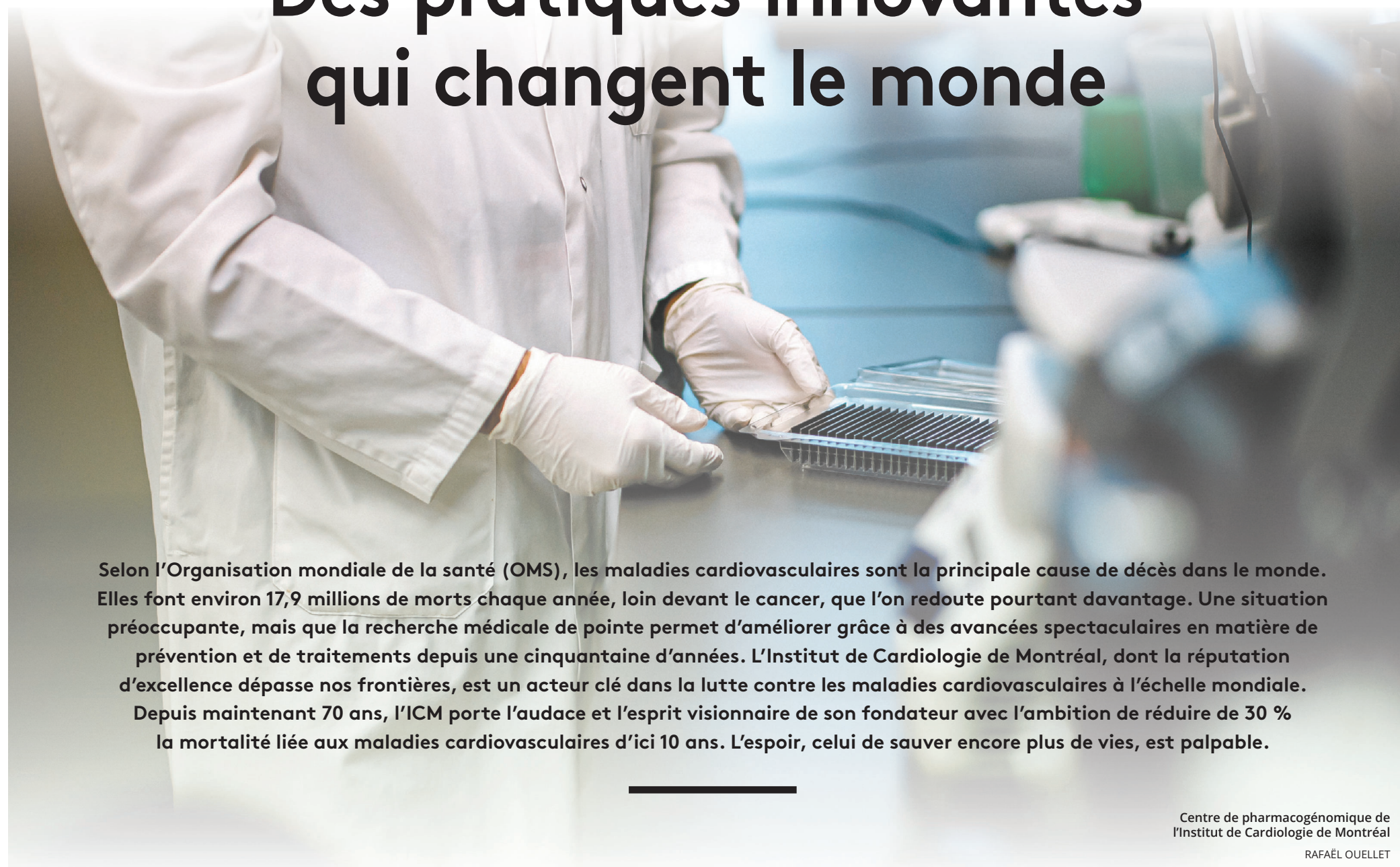
- Pour stabiliser vos revenus avec une rente garantie à vie.
- Pour profiter d'avantages fiscaux importants et minimiser vos impôts sur le revenu.
- Pour s'assurer la paix d'esprit en sachant que vos fonds sont et seront gérés avec rigueur et expertise.
- Pour contribuer à une cause qui vous tient à cœur et aider à long terme les personnes vulnérables et marginalisées.

Pour s'informer sur cette approche unique de philanthropie durable et rentable, et pour faire un don : missioninclusion.ca



FONDATION DE L'INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL

Des pratiques innovantes qui changent le monde



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies cardiovasculaires sont la principale cause de décès dans le monde. Elles font environ 17,9 millions de morts chaque année, loin devant le cancer, que l'on redoute pourtant davantage. Une situation préoccupante, mais que la recherche médicale de pointe permet d'améliorer grâce à des avancées spectaculaires en matière de prévention et de traitements depuis une cinquantaine d'années. L'Institut de Cardiologie de Montréal, dont la réputation d'excellence dépasse nos frontières, est un acteur clé dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires à l'échelle mondiale. Depuis maintenant 70 ans, l'ICM porte l'audace et l'esprit visionnaire de son fondateur avec l'ambition de réduire de 30 % la mortalité liée aux maladies cardiovasculaires d'ici 10 ans. L'espoir, celui de sauver encore plus de vies, est palpable.

Centre de pharmacogénomique de l'Institut de Cardiologie de Montréal
RAFAËL OUELLET

DE PIONNIER À CHEF DE FILE

Le sens de l'innovation est inscrit dans l'ADN de l'Institut de Cardiologie de Montréal (ICM). Fondé en 1954 par le D^r Paul David, l'Institut a enchaîné les projets audacieux et les réalisations inédites depuis ses débuts. Déjà, en 1968, le D^r Pierre Grondin y réalisait la première transplantation cardiaque réussie au Canada sous la direction du D^r David. Peu après, l'Institut a été le premier établissement de santé canadien reconnu par l'OMS pour ses actions en prévention.

Aujourd'hui, l'Institut de Cardiologie de Montréal est un chef de file mondial en médecine cardiovasculaire, grâce notamment à ce qui est devenu le plus important Centre de recherche en cardiologie au Québec et au Canada. Le centre se distingue par son maillage entre recherche clinique et fondamentale, qui crée une synergie parfaite et innovante pour l'étude des maladies cardiovasculaires et la pratique médicale.



LE CENTRE DE PHARMACOGÉNOMIQUE POUR PROPULSER LA MÉDECINE DE L'AVENIR

« Collecter, analyser, interpréter, prédire et agir », voilà l'ambition du Centre de pharmacogénomique Beaulieu-Saucier de l'Institut de Cardiologie de Montréal, créé en 2008. Son objectif? Comprendre la relation et l'influence du profil génétique d'un patient sur sa réponse aux médicaments afin de mieux adapter le traitement au profil génétique de celui-ci. « Il faut savoir qu'il y a encore peu de médicaments personnalisés pour les maladies cardiovasculaires. La pharmacogénomique répond à ce besoin en recherche pour trouver quels médicaments sont les mieux adaptés pour tel type de problématique chez tel type de patient. L'ICM est pionnière dans ce domaine, avec la conduite d'études cliniques en médecine de précision visant à démontrer la viabilité de cette approche en cardiologie et qui sont grandement facilitées par le financement provenant de la Fondation de l'ICM », explique D^{re} Marie-Pierre Dubé. Le Centre est doté d'une plateforme de recherche unique au Québec, répondant aux plus hauts standards de qualité nécessaires à la conduite d'études cliniques en médecine de précision.

Ce travail novateur étant réalisé à partir de profils génétiques collectés sous forme de données, la recherche au centre est grandement bonifiée grâce à une banque d'échantillons provenant des patients participants à la recherche et suivis sur de plus ou moins longues périodes à l'ICM. Cette Biobanque de l'ICM permet notamment des mises à jour des données de recherche à mesure de l'évolution de la situation des patients. Le projet CHIP-cardio investigate quant à lui les mutations génétiques apparaissant dans l'ADN au fil du temps avec l'âge, afin de mieux prédire et intervenir sur les maladies cardiovasculaires et anticiper la réponse aux médicaments. Pour la D^{re} Dubé, il ne fait pas de doute que les travaux réalisés au Centre de pharmacogénomique joueront un rôle déterminant pour réduire de 30 % la mortalité et la morbidité liées aux maladies cardiovasculaires d'ici dix ans.



Depuis 2008, une nouvelle entité s'est ajoutée à l'armada de lutte contre les maladies cardiovasculaires de l'Institut de Cardiologie de Montréal. Le Centre de pharmacogénomique Beaulieu-Saucier de l'ICM se voue à l'avancement du savoir et au domaine de la médecine de précision à l'aide de recherches pharmacogénomiques, une voie d'avenir. Pour sa directrice, la D^{re} Marie-Pierre Dubé, ce n'est rien de moins qu'une révolution dans le traitement et la prévention des maladies cardiovasculaires qui est à l'œuvre. « Le potentiel de ce qu'on appelle la médecine de précision est inouï. Déjà utilisée avec succès en oncologie, elle permet de comprendre non seulement l'impact des facteurs génétiques dans le développement des maladies cardiovasculaires, mais également de prédire les effets des traitements médicamenteux administrés aux patients grâce aux données collectées et analysées en continu. Nous pourrions donc prescrire le bon médicament à la bonne personne au bon moment avec une plus grande acuité et nous pourrions mieux identifier les individus à risque de maladies cardiovasculaires avant l'apparition des symptômes », explique-t-elle.

UN IMPACT INCONTESTABLE

Alain Gignac, président de la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal, parle avec fierté de 70 ans de progrès, tant en matière de compréhension des maladies cardiovasculaires que de traitement et de prévention. Pour preuve, les patients atteints d'une maladie cardiovasculaire dépassent aujourd'hui l'âge moyen de l'espérance de vie — au Québec — et la durée des hospitalisations à la suite d'une intervention a été réduite de 75 %. Mais ces résultats impressionnants, l'Institut les doit à toute une communauté de patients courageux, d'experts audacieux, d'alliés et de contributeurs généreux, dont certains des plus grands philanthropes que le pays a connus. Nommons notamment Jean-Louis Lévesque, un financier montréalais, qui aura contribué à la hauteur de 10 millions jusqu'à son décès survenu en 1995.

Après 400 millions amassés et investis dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires depuis 1977, M. Gignac insiste sur l'importance de la bienveillance concertée de tous les acteurs qui s'impliquent de près ou de loin dans les soins, la prévention et la sensibilisation. « Sauver une vie ne se conjugue pas au singulier. Derrière chaque cœur qui bat avant, pendant et après la maladie, c'est tout un écosystème qui s'orchestre. Au moindre changement de rythme, qu'un cœur batte trop vite, trop fort ou qu'il se fasse trop silencieux, c'est en s'accordant parfaitement les uns aux autres que le personnel soignant de l'Institut de Cardiologie de Montréal donne le tempo. »

UNE ALLIÉE INDISPENSABLE : LA FONDATION DE L'INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL

Créée en 1977, la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal recueille et administre des fonds pour soutenir la réalisation des projets novateurs et prioritaires de l'Institut dans la lutte contre les maladies cardiovasculaires. Ses événements philanthropiques et les contributions de ses donateurs lui ont permis de devenir le plus important centre de recherche en cardiologie au pays. Depuis sa création, la Fondation de l'Institut de Cardiologie de Montréal a reçu l'appui de 25 957 donateurs, sans qui les importantes découvertes qui ont changé la vie des personnes atteintes d'une maladie cardiovasculaire auraient été impossibles. Grâce à eux ainsi qu'aux spécialistes, professionnels et chercheurs de l'Institut, ce sont des dizaines de milliers de patients du Québec qui ont pu recevoir les meilleurs soins qui soient.

JE SOUTIENS L'ICM



Les dons de 20 \$ et plus sont essentiels, car ils assurent la pérennité des organismes, estime la firme d'experts-conseils en philanthropie Épisode.

GETTY IMAGES



L'apanage des plus fortunés, la philanthropie ?

Dans l'écosystème de la philanthropie, chaque catégorie de donateur est essentielle et joue un rôle particulier. Qu'il soit de grande envergure ou non, chaque don servira à financer certains besoins de l'organisme et aura des effets importants.

MARIE-HÉLÈNE DUFAYS
COLLABORATION SPÉCIALE

À partir de 20 \$, un don commence déjà à être significatif, affirme Amélie L'Heureux, conseillère principale et directrice des études chez Épisode, firme

d'experts-conseils en philanthropie. Ce montant impliquant l'émission d'un reçu, il permet ensuite de collecter « de l'information de qualité sur les donateurs » afin de les « faire évoluer dans une structure et une stratégie philanthropiques », ajoute Laetitia Shaigetz, présidente d'Épisode.

Les dons de 20 \$ et plus sont essentiels, car ils assurent également la pérennité des organismes. Un don plus considérable aura la « capacité de transformer et d'agir davantage comme un levier de changement », tandis que la somme des petits dons permet la « réparation en termes philanthropiques », soutient M^{me} Shaigetz. En outre, « plus le montant du don est élevé, plus il est consacré à quelque chose de spécifique, alors que les petits dons [permettent] d'offrir des salaires adéquats ou encore de payer les locaux », explique Amélie L'Heureux. Michelle Niceforo, directrice générale

de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), estime de son côté qu'il n'y a pas de « petit » don. Un don régulier de 5 \$ par mois pendant plusieurs années, « c'est extrêmement précieux », dit-elle.

La nouvelle édition de l'étude sur les tendances en philanthropie, produite par Épisode, révèle que « le nombre de donateurs est en baisse depuis 10 ans au Québec bien que l'argent dédié à la philanthropie s'accroisse », ce qui témoigne des « inégalités qui se creusent », confie la directrice des études d'Épisode. Cela signifie que moins d'individus déterminent ce qui est financé dans la société et c'est là que les plus petits dons prennent toute leur importance, poursuit-elle, car ils permettent de diversifier leur origine.

Par ailleurs, les organismes philanthropiques ayant les moyens financiers de « se mettre en avant » sont aussi ceux qui reçoivent le plus de dons, ce qui peut également accroître les inégalités, ajoute Amélie L'Heureux. Les « petits donateurs » ont justement le pouvoir non seulement de réduire cet écart, mais aussi de réduire le risque, affirme M^{me} Shaigetz, car « un grand donateur peut décider [à tout moment] de se tourner vers une autre cause ».

Le pouvoir du geste citoyen

En donnant à un organisme, on choisit de soutenir le secteur pour lequel il œuvre et « on contribue à la société », affirme M^{me} Shaigetz. Un don peut donc s'apparenter à un vote, poursuit-elle, bien que la majorité des individus n'ait pas conscience du pouvoir de cet acte citoyen, ni même « d'être philanthrope ».

Dans le milieu universitaire, les dons ont le pouvoir de « changer la société de demain », indique Michelle Niceforo. À la Fondation, précise-t-elle, les donateurs choisissent la faculté ou le projet pour lequel ils souhaitent effectuer un don. Ils peuvent ainsi accomplir un geste concret pour soutenir la recherche, créer une chaire, ou encore pour financer des bourses. Michelle Niceforo estime que les donateurs ont conscience des conséquences directes de leur don, qui peut, par exemple, permettre à des étudiants d'accéder aux études universitaires. C'est la raison pour laquelle ils « sont très attachés » aux bourses, car cela représente une aide concrète, en déduit la directrice générale de la Fondation.

Nombreux sont les donateurs réguliers de l'UQAM à être diplômés ou employés de l'Université. Certains professeurs ont d'ailleurs choisi de faire don de leur assurance vie, mais il existe une variété de dons, comme en témoigne la valeur du montant médian, qui s'élève à 60 \$. Cela

prouve que tous les montants comptent et permettent de réaliser des projets, conclut Michelle Niceforo.

C'est pourquoi la Fondation de l'UQAM est active notamment sur les réseaux sociaux, dit M^{me} Niceforo qui souhaite « que les gens se rendent compte que c'est possible et accessible » de donner et d'être philanthrope. Elle estime à cet égard qu'il est utile pour un donateur de prendre conscience de l'impact et de l'utilité de son don.

Les tendances philanthropiques au Québec

La 9^e édition de l'Étude sur les tendances en philanthropie au Québec, produite en 2024 par la firme Épisode en collaboration avec Léger, fait état des tendances émergentes pour l'année à venir.

Les résultats montrent qu'au cours des dix dernières années, les Québécois se sont montrés « plus généreux que jamais », avec un don moyen de 422 \$, soit une hausse de 114 \$. Bien que le don moyen ait diminué au Canada, il a augmenté au Québec, passant de 222 \$ en 2013 à 260 \$ en 2023. Cette générosité semble se manifester surtout chez les personnes « plus matures », qui représentent 69 % des donateurs, avec un don moyen record de 676 \$. Les immigrants de première et deuxième génération semblent également plus généreux que la moyenne. Pour le reste, 70 % des Québécois s'engagent dans d'autres actions philanthropiques que les dons pécuniaires. Seuls 4 % des Québécois ont réalisé un don planifié bien que la moitié n'ait pas connaissance de ce type de don et que le tiers souhaiterait en savoir davantage.

En ce qui concerne les causes qui leur tiennent à cœur, il semblerait que celles en lien avec les enfants, les aînés et les personnes en situation de handicap physique arrivent en tête. L'étude témoigne d'un intérêt croissant pour les groupes « nouvellement reconnus comme vulnérables », tels que les communautés autochtones et LGBTQ+, surtout auprès des jeunes donateurs.

Mesurer les effets du don

Un don ponctuel de quelques dollars, un don récurrent ou même un don planifié sont motivés par un objectif commun : agir pour améliorer les choses. Et si les choix sont souvent faits en fonction de nos émotions, il ne faut pas perdre de vue les éléments factuels communiqués par un organisme ou une fondation afin d'évaluer leur impact : rapports annuels, structure de gouvernance, composition du conseil d'administration, pérennité, etc.

CHARLES-ÉDOUARD CARRIER
COLLABORATION SPÉCIALE

« Un particulier a tendance à donner à des causes qui sont directement liées à son expérience de vie — hôpital, école, communauté locale », explique Clarence Epstein, directeur général de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman. « Une fondation comme la nôtre a décidé de donner la priorité à certains secteurs — l'environnement, l'entrepreneuriat, la culture et les services communautaires. L'équipe de notre fondation analyse ces écosystèmes afin d'augmenter les chances d'impact. Nous essayons d'être judicieux, innovants et proactifs. »

M. Epstein rappelle que, dans le monde de la philanthropie, on accorde beaucoup d'attention à l'analyse de l'impact sur la base d'indicateurs clés de performance ou de ratios de frais d'administration et, s'il est clair que l'efficacité budgétaire est essentielle dans les grandes organisations, elle l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de soutenir des causes à petite échelle. « Si vous décidez de soutenir



L'effet d'entraînement, le *ripple effect*, en philanthropie, est un concept selon lequel on s'attarde à l'effet cumulatif et en expansion d'une action philanthropique ou d'un don sur une communauté ou une cause.

GETTY IMAGES

des causes pendant de nombreuses années avec l'intention de faire le bien, il faut avoir confiance que votre « retour sur investissement » sera démontré. »

Voir plus loin que le simple don

Quand on veut faire une bonne action et choisir de faire un don, quel qu'il soit, il est intéressant de se pencher sur les effets à long terme et sur les ramifications secondaires d'une action philanthropique, au-delà des résultats immédiats.

Josée Darche, directrice générale de la Fondation J.-Louis Lévesque, fait référence à l'effet d'entraînement, le *ripple effect*, en philanthropie, un concept selon lequel on s'attarde à l'effet cumulatif et en expansion d'une action philanthropique ou d'un don sur une communauté ou une cause.

« Comme les ondes qui se propagent à la surface de l'eau lorsqu'on jette une pierre, les effets d'une action philanthropique peuvent se répandre bien au-delà de son point de départ initial », illustre-t-elle.

Les bienfaits d'un don ou d'une initiative philanthropique soigneusement choisie ne se limitent pas seulement à ceux qui en bénéficient directement, mais peuvent également toucher d'autres personnes ou aspects de la société de manière indirecte. Elle donne comme exemple un don pour soutenir l'éducation des enfants. « Il peut générer des répercussions positives sur la famille de l'enfant, sur sa communauté et même sur l'ensemble de la société à long terme, en contribuant à créer un cycle d'amélioration sociale et économique. »

Faire mieux, un don à la fois

En voulant bien faire, mais mieux, on encourage les philanthropes à adopter une approche holistique et à envisager les moyens les plus efficaces de maximiser leur contribution à un changement positif durable. « Une question pertinente à vous poser lorsque vous envisagez de faire un don, c'est si vous voulez que votre soutien permette de combler les lacunes des services existants ou si vous souhaitez orienter vos fonds vers des institutions qui ne font pas partie du filet social, précise M. Epstein. Quel que soit votre choix, les besoins sont grands. »

Rappelons qu'il existe des différences importantes entre l'acte de faire un don personnel, ce qu'on appelle la philanthropie de proximité,

et celui de passer par une fondation — dont l'objectif principal est le soutien philanthropique. La reddition de comptes, la bienveillance et la rigueur sont quelques-unes de ces différences.

« Notre fondation a décidé de soutenir en priorité les institutions et les communautés de Montréal. Il s'agit d'une décision personnelle de la famille Bronfman basée sur ses valeurs et ses ressources. C'est aussi une décision stratégique, car nous croyons que nous pouvons avoir une action plus concrète si nous agissons au niveau local », précise M. Epstein. D'autres donateurs peuvent privilégier des régions différentes ou des causes d'envergure locale, nationale ou internationale. « Peu importe, il est essentiel de s'informer sur les sujets qui vous intéressent et de prendre vos décisions en fonction de ce qui vous tient à cœur », conclut le directeur général.

« Si vous décidez de soutenir des causes pendant de nombreuses années avec l'intention de faire le bien, il faut avoir confiance que votre « retour sur investissement » sera démontré »

Les donateurs jouent un rôle beaucoup plus grand que le simple fait de donner une somme sous le coup de l'émotion : c'est une implication qui est en accord avec les convictions et à laquelle on doit réfléchir avec rigueur. « Prenez le temps d'aller voir le site Internet de la fondation, de connaître sa mission, parcourez les rapports annuels, participez aux événements, devenez partenaire de la cause, affirme à son tour Josée Darche. Ceux qui donnent peuvent grandir avec un organisme, voir avancer une cause. Une personne qui donne et qui se rallie à une cause fait partie de la solution. » C'est donc en laissant le cœur et la tête travailler ensemble, dans un souci de maximiser l'impact de son implication, que l'on pourra envisager un monde meilleur.

FONDATION CANCER DU SEIN DU QUÉBEC

Accompagner avant, pendant et après le cancer du sein



FONDATION CANCER DU SEIN

Depuis bientôt 30 ans, la Fondation cancer du sein du Québec veille au mieux-être des personnes atteintes de la maladie tout en finançant la recherche médicale pour améliorer leur taux de survie. En 2021 seulement, ce sont près de 3 400 personnes qui ont eu recours à l'un ou l'autre de ses services. Les besoins d'accompagnement sont constants, car, faut-il le rappeler, une femme sur huit recevra un diagnostic de cancer du sein au cours de sa vie, soit plus de 8 000 personnes au Québec annuellement. C'est la forme de cancer la plus répandue, et la deuxième principale cause de décès par cancer, chez les femmes au Canada. Mais grâce à la Fondation, c'est toute une communauté bienveillante qui s'active avant, pendant et après le diagnostic, pour informer, sensibiliser et soutenir les personnes atteintes et leurs proches aussi longtemps que nécessaire. Non seulement la Fondation est-elle la meilleure alliée des personnes atteintes du cancer du sein au Québec, c'est presque une deuxième famille.

LES CONTRECOUPS DE LA MALADIE

Un diagnostic de cancer du sein est toujours une nouvelle dévastatrice. Elle s'accompagne d'une foule d'émotions intenses, dont la peur et la tristesse ne sont pas les moindres. Le présent et l'avenir sont chamboulés, les repères familiers volent en éclats. La trajectoire qui s'amorce alors est remplie d'incertitudes et de multiples enjeux auxquels il faut faire face en même temps qu'à la maladie elle-même. Les questions relatives au travail, à la gestion quotidienne de la vie familiale, aux vacances qui étaient prévues depuis longtemps à tel moment, à l'atteinte de l'image corporelle, à la fertilité future, à la sexualité se succèdent jusqu'à une possible rémission et laissent bien peu de répit.

Comme l'explique Cédric Baudinet, directeur Investissements et promotion de la santé à la Fondation cancer du sein du Québec : « Que ce soit relativement à des questions sur des symptômes, à l'anxiété liée à l'attente des résultats, au maintien ou à l'amélioration de la qualité de vie pendant et après les traitements, il est primordial d'accompagner les personnes atteintes d'un cancer du sein sur l'ensemble de la trajectoire. » Sur l'ensemble de leur trajectoire, certes, et où qu'elles soient dans la province, car environ 60 % des cas de cancer du sein sont regroupés dans cinq grandes régions : Montréal, Montérégie, Capitale-Nationale, Laurentides et Mauricie-Centre-du-Québec, tandis que 40 % sont disséminés à travers les autres régions administratives. C'est pourquoi l'offre de service de la Fondation est en constante évolution, grâce à une écoute attentive de ce qui se passe sur le terrain.

UN SOUTIEN TOUS AZIMUTS

Comme pour bien des organisations caritatives, la mission de la Fondation cancer du sein du Québec est multiforme et englobe à la fois la recherche et l'innovation — qui représentent 50 % des investissements —, le soutien de la communauté, l'éducation et la sensibilisation, ainsi que la défense des intérêts des personnes touchées par la maladie. En plus de l'éducation et de la sensibilisation, qui ciblent autant le grand public que les personnes directement affectées par la maladie, l'ensemble des services de soutien aux personnes atteintes d'un cancer du sein couvre tous les aspects de la vie altérés par l'oncologie de la maladie. Il s'agit notamment de l'aide financière, de la ligne d'écoute par les pairs aidantes, du soutien psychosocial, du yoga oncologique, de la Clinique Virtuelle et du programme Ma Santé Active^{MC}. « Notre offre de service évolue avec la

réalité du cancer du sein au Québec et les besoins des personnes touchées. C'est pourquoi nous proposons chaque année plus de séances de yoga, un accès à la télémédecine par la Clinique Virtuelle, de l'écoute par les pairs et un montant global d'aide financière qui a augmenté de 35 % dans les 4 dernières années », précise la présidente-directrice générale de la Fondation, Karine-Iseult Ippersiel.

Afin de pallier certaines dépenses engendrées par la maladie ou par une diminution de revenus due à un arrêt de travail, la Fondation offre aux personnes admissibles un montant pouvant aller jusqu'à 1 250 \$ par demande. La ligne d'écoute sans frais accueille à la fois les demandes d'information en cas de changement inquiétant à la poitrine, le besoin de réconfort à la suite d'un diagnostic positif et les demandes de conseils de la part des proches. Il a été démontré que celle-ci réduit de 40 % l'inquiétude des appelantes entre le début et la fin d'appel. Le soutien psychosocial fournit une aide pour retrouver un équilibre quotidien grâce à des rencontres individuelles ou familiales, en personne, par téléphone ou par visioconférence. Le programme Ma Santé Active^{MC}, qui comporte cinq volets, propose des conseils nutritionnels de même que des activités physiques adaptées, dont une pratique du yoga encadrée, sécuritaire et basée sur les évidences scientifiques. Enfin, la Clinique Virtuelle, gratuite et accessible 24 heures par jour, 7 jours sur 7, offre des soins de première ligne à distance aux personnes touchées par un cancer du sein et à leur famille.

UNE ALLIÉE DE TOUS LES INSTANTS

La Fondation, qui fêtera cette année son 30^e anniversaire, défend les intérêts et veille au mieux-être des personnes atteintes du cancer du sein et de leurs proches avec détermination. Sa contribution exemplaire se mesure, entre autres, aux sommes qu'elle investit chaque année dans la recherche médicale et scientifique de pointe permettant des avancées importantes dont bénéficient les personnes atteintes de la maladie. Ses nombreux services et programmes de soutien, de la prévention à la guérison, ont fait une réelle différence dans la vie de milliers de personnes depuis 30 ans. Chaque jour, la Fondation s'emploie à augmenter le taux de survie et à améliorer la qualité de vie des personnes atteintes du cancer du sein, conformément aux différents axes d'intervention qui sont les piliers de sa mission. Elle vous invite à joindre son cercle vertueux grâce auquel plus de personnes sont sensibilisées et plus de vies sont sauvées.

CHIFFRES CLÉS 2022-2023

288 cours de yoga ont été offerts.

632 personnes abonnées à la Clinique Virtuelle ont obtenu réponse à leurs questions.

144 appelants à la ligne d'écoute ont été rassurés, informés et réconfortés.

541 demandes d'aide financière ont été acceptées.

1,45 million a été investi dans la recherche et l'innovation.



Fondation
cancer du sein
du Québec



Je fais un don
à la Fondation cancer
du sein du Québec

Les défis de la philanthropie de demain

Le monde de la philanthropie est directement touché par les grands changements de société. Le poids démographique, l'économie, les avancées technologiques ou les défis sociaux et politiques demandent aux acteurs de la philanthropie d'être stratégiques et innovants pour s'assurer de rester pertinents. En cette grande période de transformation, comment une fondation doit-elle s'adapter à tous ces changements ?

CHARLES-ÉDOUARD CARRIER
COLLABORATION SPÉCIALE

Après 9 ans à la Fondation du CHU Sainte-Justine, dont les deux dernières années à titre de présidente, Delphine Brodeur est à même de constater comment la dernière décennie a transformé le monde de la philanthropie. Sans surprise, elle rappelle que les besoins sont très grands. Les coûts explosent non seulement en recherche, mais partout ailleurs. Dans tous les secteurs, la science évolue à une vitesse effrénée : « Avec tout ce qui se passe, on se doit d'être là. [...] Quoiqu'on ne se substitue pas aux fonds publics, on les complète, on est la bougie d'allumage qui permet de soutenir des projets innovants. »

Mesure d'impact et transparence
« Dans le contexte dans lequel on évolue, on a vu un éveil quant à l'impact nécessaire de la philanthropie dans notre société. Le bassin de donateurs est de plus en plus jeune, et on les voit plus informés sur les effets réels qu'ils peuvent avoir », poursuit-elle et rappelant que les grands acteurs de la philanthropie ont dû effectuer des changements organisationnels importants pour répondre aux attentes et aux demandes des donateurs.

Plus que jamais, on s'attend à une gouvernance impeccable, à une plus grande transparence et à des mesures d'impact et d'efficacité qui témoignent du chemin parcouru par les dons. Pour y arriver, on doit maintenant prévoir des investissements en évaluation et en recherche pour que puissent être développées des méthodes plus précises de mesure de l'impact social.



Le président-directeur général de Fondations philanthropiques Canada, Jean-Marc Mangin, constate un manque à gagner en matière de bénévolat, mais également en attraction et en rétention de personnel, alors que les besoins des populations bénéficiaires augmentent rapidement. GETTY IMAGES

Choisir la collaboration

M^{me} Brodeur souligne également que les organisations seront de plus en plus appelées à collaborer et, surtout, qu'elles gagneront à le faire. De telles synergies entre les organisations pourront mieux les outiller à faire face à la complexité des défis sociaux à venir.

« On travaille davantage avec les parties prenantes externes, comme c'est le cas avec [l'hôpital] SickKids de Toronto. Si on peut décupler notre impact, pourquoi ne pas le faire ? Sainte-Justine et SickKids traitent 61 % de la clientèle pédiatrique canadienne avec des besoins tertiaires et quaternaires. Si on ne travaille pas ensemble, qui le fera ? Ça devient des projets de société. »

Diversité et représentativité

Jean-Marc Mangin est président-directeur général de Fondations philanthropiques Canada depuis 2019. Parmi les transformations en cours, M. Mangin note une plus grande diversité dans les équipes avec qui son organisation collabore. « Cela reflète de plus en plus la diversité des populations. On le voit dans nos rencontres, il y a plus de femmes, il y a un renouvellement

chez les cadres et le personnel. On voit arriver de nouveaux leaders, des gens qui ont des vécus et des réalités différents, qui émergent de l'action communautaire ou de la santé et qui comprennent les défis de communautés spécifiques. »

Toutefois, impossible de passer sous silence la fatigue sur le terrain, poursuit-il. « Le milieu est en changement, et il y a beaucoup de pression sur ceux qui font le travail dans nos communautés. Je ne parle pas des fondations elles-mêmes, mais des partenaires de la société civile, des partenaires clés qui contribuent au tissu social de nos communautés. » Il y voit un manque à gagner en matière de bénévolat, mais également en attraction et en rétention de personnel, alors que les besoins des populations bénéficiaires augmentent rapidement.

Virage technologique à venir

Quant aux outils technologiques et à l'arrivée de l'intelligence artificielle, M. Mangin reconnaît qu'il y a beaucoup de travail à faire pour remédier au scepticisme et au manque de connaissances concernant l'utilisation que l'on pourrait en faire en philanthropie. « Les transformations profondes sont à

faire, le virage n'est pas encore accompli », résume-t-il.

Pour sa part, la p.-d.g. de la Fondation Sainte-Justine rappelle que la dépendance croissante à la technologie soulève des questions quant à la cybersécurité et à la protection des renseignements personnels : « Maintenir le lien de confiance avec les donateurs est une priorité pour nous. » Toutefois, avec un cadre législatif et éthique bien établi, les nouvelles technologies et l'IA laissent entrevoir de belles occasions d'avancement, que ce soit en intelligence d'affaires, en gouvernance ou encore en analyse de données populationnelles.

Investir, penser à demain

Dans une perspective à long terme, certaines organisations utilisent dorénavant leur fonds de dotation pour faire des investissements responsables dans leur communauté ou d'autres qui ont un rendement positif, social, économique et écologique. « L'investissement d'impact représente une partie plus importante des portefeuilles, note le p.-d.g. de Fondations philanthropiques Canada. Le concept d'investissement responsable et à plus long terme fait du che-

min dans un portfolio diversifié et équilibré. [Il s'inscrit] dans la gestion des actifs d'une fondation pour répondre aux défis de demain. »

« Le milieu est en changement, et il y a beaucoup de pression sur ceux qui font le travail dans nos communautés »

La philanthropie, qu'elle soit plus inclusive, mesurable et transparente, joue un rôle de société majeur et essentiel. Dans les années à venir, on estime par ailleurs que les besoins seront encore plus grands, conséquence directe des défis économiques, sanitaires et climatiques qui exercent une pression sur les besoins humanitaires, sociaux et pour les arts. Si les ressources financières disponibles pour la philanthropie ne croissent pas au même rythme, l'innovation est une des solutions qui permettra de réduire l'écart.

Des campagnes sur les réseaux sociaux

En quelques années, les plateformes de dons en ligne et les cagnottes lancées dans les médias sociaux se sont multipliées. Les missions des organisations caritatives y gagnent en visibilité, tout en faisant face à davantage de concurrence pour attirer l'attention des gens. Leur utilisation fait en tout cas partie intégrante des nouvelles stratégies pour mesurer l'engagement suscité par une cause.

CAMILLE FEIREISEN
COLLABORATION SPÉCIALE

Selon Julien Pierre, professeur au Département de communication à l'Université de Sherbrooke, un changement majeur est survenu dans le rapport entre les donateurs et les organisations caritatives depuis que les médias sociaux sont entrés en ligne de compte. « Les mécanismes philanthropiques sont globalement toujours les mêmes : ce sont des personnes ou des organisations qui ont suffisamment de revenus pour s'engager dans un don. Par contre, les marques, les organisations, y compris les organisations informelles, vont profiter des médias sociaux pour gagner en visibilité autour de leur mission. Et ce, davantage que pour engendrer des fonds », explique-t-il.

En ce sens, il croit donc qu'on peut parler de microphilanthropie. « On aura des microfinancements, des microdons, dans de petites campagnes en ligne qui sont produites chaque fois et qui vont toucher plus de monde, souligne-t-il. Cela s'inscrit dans la fragmentation des stratégies de communication qu'on connaît aujourd'hui. »

Il y a ainsi de petites initiatives ici et là, mais il existe aussi, parallèlement, de plus grandes campagnes qui relèvent davantage de relations publiques et au cours desquelles des influenceurs sont ciblés. « Non pas des influenceurs

de médias sociaux, mais des gens au sein de leur communauté », précise M. Pierre. Aujourd'hui, les programmes de collectes de fonds des organisations à but non lucratif intègrent les deux stratégies. Ils combinent des dons individuels moindres, notamment par le biais des médias sociaux, et un nombre plus limité de sommes majeures provenant de personnes influentes, souvent lors d'événements plus importants et hors ligne.

Entre visibilité virale et engagement financier

Pour les organisations caritatives, il faut établir des stratégies, car ces campagnes éclairs peuvent se faire à moindre coût afin d'engager la communauté. Mais elles doivent également rester pertinentes, pour ne pas se fondre dans la masse de campagnes qui les précèdent. « Les organisations doivent veiller à la viralité et à la circulation de leur mission sur ces plateformes. Cela montre aussi qu'il y a un public et ça légitime le tout auprès de futurs donateurs pour ensuite demander des sommes plus importantes », précise M. Pierre. « Elles disent : "Regardez, on a 500 000 ou 1 million de personnes qui nous encouragent, donc, en vous ralliant à notre cause, vous pouvez rejoindre ce public" », illustre-t-il.

Pour les chargés de communication, comme Emilie White de la Fondation



Des membres de l'équipe de la Fondation McConnell ont pris part au rassemblement du centre culturel de Kwanlin Dün, au Yukon, en 2019. ALISTAIR MAITLAND PHOTOGRAPHY

McConnell, qui soutient des organisations qui œuvrent à la résilience des communautés, la réconciliation avec les communautés autochtones et les changements climatiques, les médias sociaux servent à mesurer le taux d'engagement et le succès d'une initiative. « En juin 2023, par exemple, on a annoncé un transfert de capitaux à des organisations dirigées par des Autochtones. C'est donc une somme de 30 millions de dollars, en commençant avec un transfert de capitaux de 10 millions de dollars l'année dernière au Fonds de résilience des peuples autochtones. Il y a eu une réelle résonance, Fondations

philanthropiques Canada et d'autres collaborateurs du milieu avaient relayé la nouvelle et on a pu voir que ça avait eu un impact. Il faudrait que plus de fondations fassent ce genre d'initiative », dit-elle. Même si, à proprement parler, le partage sur les médias sociaux n'a pas gonflé la cagnotte déjà fixée par le biais d'un fonds de dotation, cela a fait en sorte d'amener une visibilité à la cause et d'attirer de futurs donateurs.

De même, la Fondation publie régulièrement les nouvelles de ses partenaires pour amplifier leur voix et générer de l'enthousiasme sur les réseaux sociaux. En effet, qui

dit engouement et intérêt dit aussi futurs donateurs, petits ou grands. Cela permet de mettre des causes en avant auprès d'un large public et de voir le taux d'engagement. « On fait des rapports trimestriels, on regarde combien de personnes nous suivent sur nos différentes plateformes », souligne M^{me} White. Le nombre de partages et de mentions J'aime sert notamment à quantifier le taux d'engagement de la communauté pour une cause. Pour elle, il ne s'agit donc pas d'une stratégie instantanée visant à amasser rapidement des fonds, mais plutôt d'une vision à long terme.

LA FONDATION DU CHUM

Investir dans la médecine de demain pour agir plus vite que la maladie

La philanthropie joue un rôle essentiel pour le CHUM, dont les équipes accueillent plus d'un demi-million de patients annuellement.
LE CHUM



Avec sa campagne majeure de financement lancée en novembre dernier, la Fondation du CHUM et ses donateurs veulent donner une longueur d'avance aux médecins, chercheurs et soignants de l'hôpital.

Afin d'aller plus loin en matière de soins et surtout d'arriver plus vite, la philanthropie joue un rôle essentiel pour un établissement de santé comme le CHUM, où œuvrent plus de 18 000 professionnels dévoués.

« Le financement du réseau public paie les frais de fonctionnement, le salaire des équipes. Mais ça ne finance pas l'innovation et la recherche », explique Pascale Bouchard, présidente et directrice générale de la Fondation du CHUM. L'enseignement et la recherche pourtant, même si ce sont des missions secondaires, sont essentiels à la qualité des soins. À titre d'exemple, l'amélioration de cette dernière ne sera accessible que si les médecins et les infirmières demeurent à l'avant-garde des plus récentes connaissances, et s'il n'y a pas de recherche, jamais il ne sera possible de découvrir de nouvelles façons de traiter les patients.



Pascale Bouchard
LA FONDATION
DU CHUM

ACCÉLÉRATEUR ET LEVIER FACE À LA MALADIE

Les dons récoltés par la Fondation du CHUM agissent donc comme un accélérateur et propulsent l'innovation à vitesse grand V afin de générer les meilleures pratiques de demain. Ils soutiennent la recherche, mais aussi l'implantation de nouvelles façons de faire ou l'acquisition d'un équipement à la fine pointe de la technologie qui aurait le potentiel d'améliorer les soins. « La philanthropie permet notamment la mise en place de projets pilotes et d'initiatives qui permettent de valider de nouvelles pratiques. Ces apprentissages peuvent ensuite être partagés plus largement, au plus grand bénéfice des patients », observe M^{me} Bouchard.

L'argent des dons est également un levier puissant : « Il y a des données indiquant que 1 \$ en philanthropie investi en recherche permet d'aller chercher de quatre à dix fois plus », souligne Pascale Bouchard. La philanthropie sert par exemple à financer un projet de recherche dans ses balbutiements, qui pourra ensuite être soutenu par d'autres grands organismes subventionnaires.

QUAND LA MÉDECINE CLASSIQUE ATTEINT SES LIMITES

Si, généralement, les patients avec la même condition clinique sont soignés avec les mêmes médicaments, suivant les mêmes lignes de traitement, il reste que chaque patient est différent. Certains ne répondent pas aux traitements standards. C'est pourquoi le CHUM et sa Fondation travaillent main dans la main pour repousser les limites actuelles de la médecine.

La médecine de précision veut ainsi tenir compte des différences entre les individus, et pour y arriver, d'audacieux projets doivent être menés. Ceux-ci, dont les impacts seront transformateurs pour les patients, demandent de grands investissements puisqu'ils promettent d'établir les fondements de la médecine de demain, dès maintenant.

DES PROJETS AU POTENTIEL RÉVOLUTIONNAIRE

Le potentiel de la médecine de demain est immense et le CHUM, chef de file en matière de soins, dispose des infrastructures et du savoir-faire pour révolutionner les façons de faire, mais « de nombreux projets prometteurs n'attendent que le coup de pouce des donateurs de la Fondation du CHUM pour voir le jour ou pouvoir se poursuivre », souligne M^{me} Bouchard.

Parmi ces projets que la Fondation souhaite financer par l'entremise de sa campagne majeure de financement, citons notamment celui mené par le Dr Simon Turcotte, qui cherche à sauver des vies en développant des solutions d'immunothérapie pour les personnes atteintes de cancers solides de stades avancés. Son programme d'études cliniques utilise la thérapie TIL. Celle-ci consiste à obtenir d'un patient les cellules immunitaires appelées lymphocytes T, qu'on multiplie en très grand nombre, pour ensuite les transfuser comme traitement à cette personne. Cela déclenche une réponse immunitaire capable de cibler et d'éliminer les cellules cancéreuses dans le corps du patient. Pour ces patients, de telles avancées pourraient faire toute la différence.

L'intelligence artificielle changera la donne et jouera par ailleurs un rôle important dans la médecine de demain, en permettant de prévenir et de mieux prédire l'évolution des maladies susceptibles de survenir et en évitant ainsi certains soins pour les patients. Par exemple, pour mieux comprendre les maladies neurologiques et proposer des traitements plus personnalisés, le projet SERVO du CHUM, unique au Canada, fera appel à des données multimodales pour diagnostiquer plus précisément et rapidement les maladies neurologiques, identifier les traitements les mieux adaptés à chaque individu, détecter, surveiller, voire prédire la survenue de certains symptômes ou complications afin de pouvoir intervenir. « Concrètement, les objets connectés pourraient permettre,

Le potentiel de la médecine de demain est immense, et le CHUM dispose des infrastructures et du savoir-faire pour révolutionner les façons de faire.
LE CHUM



« Un dollar en philanthropie investi en recherche permet d'aller chercher de quatre à dix fois plus »

par exemple, d'avertir un proche aidant qu'un patient est en train de faire une crise d'épilepsie et peut-être même dans un proche avenir de prédire lorsqu'il est à haute probabilité de faire une crise, comme un météorologue peut prédire le temps qu'il fera », illustre M^{me} Bouchard. La plateforme d'objets connectés du projet SERVO permet ainsi un suivi hors les murs du CHUM.

DES RÉPERCUSSIONS SUR TOUS LES QUÉBÉCOIS ET LES QUÉBÉCOISES

Le CHUM est un centre hospitalier qui prend en charge des cas complexes, dont les soins ne peuvent être prodigués ailleurs au Québec. Les patients qui s'y rendent y viennent souvent en dernier recours. C'est aussi l'un des plus grands milieux de recherche au Canada, avec plus de 2 300 personnes impliquées directement en recherche dont les travaux entraînent des répercussions à l'international. En tant que pôle universitaire, le CHUM est également un centre d'enseignement important pour la province. « Comme le CHUM s'engage ardemment à partager ces avancées avec l'ensemble du réseau de la santé, donner à la Fondation du CHUM, c'est donc avoir un impact dans toute la province », souligne M^{me} Bouchard.

Pour revoir les standards de soins et rendre la médecine de précision accessible à tous, il reste encore beaucoup à faire, mais la Fondation et ses donateurs ont bien l'intention d'être là pour appuyer le CHUM et lui permettre de concrétiser sa vision.

Pour découvrir d'autres projets prometteurs financés par la Fondation du CHUM et ses donateurs, rendez-vous à agirplusvite.ca/la-campagne

CHUM
FONDATION

La bienfaisance veut peser dans le débat public

« Donner à des banques alimentaires, c'est bien. Mais peut-être aussi qu'il faut se demander pourquoi ça prend des banques alimentaires. » C'est en ces termes qu'Éric St-Pierre, directeur général de la Fondation familiale Trotter, explique pourquoi il était plus que nécessaire que le gouvernement fédéral autorise les organismes de bienfaisance enregistrés (OBE) à œuvrer à faire évoluer les politiques publiques.

JEAN-BENOÎT NADEAU
COLLABORATION SPÉCIALE

Jusqu'à 2018, la limite était sévère : un OBE ne pouvait pas consacrer plus de 10 % de ses ressources à une « activité politique », terme vague à souhait qui incluait aussi bien la politique partisane que la représentation auprès de ministères pour modifier le cadre légal ou réglementaire. Or, ce verrou a sauté depuis. À Ottawa, le gouvernement libéral a modifié la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR) pour autoriser l'action relative à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques, ce qui inclut aussi bien le plaidoyer que la manifestation ou les ateliers d'éducation populaire.

« Typiquement, un grand nombre d'organismes écologistes ou sociaux ont une action foncièrement politique. La seule restriction, désormais, concerne l'activité partisane, qui demeure interdite, mais un organisme qui veut peser dans le débat public a désormais les coudées franches », dit David Grant-Poitras, coordonnateur du PhiLab Québec, volet québécois du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab) et doctorant à l'UQAM.

« L'Association canadienne des producteurs pétroliers compte 52 employés inscrits comme lobbyistes. Les OBE doivent aussi pouvoir peser dans les débats démocratiques », dit Éric St-Pierre. La fondation qu'il dirige, forte d'un capital de 600 millions de dollars, est vouée à avoir des répercussions sur la société par la science, l'éducation, la santé et l'environnement. « Entre autres activités, nous avons aidé la Ville de Montréal à développer sa politique climatique et nous soutenons deux organisations qui poussent pour une Loi sur la finance climatique. »

Outiller les fondations

Cette modification de la LIR découlait d'un jugement de la Cour supérieure de l'Ontario en 2018 qui avait invalidé l'article de la loi concernant les « activités politiques » parce qu'il attaquait la liberté d'expression, rappelle David Grant-Poitras. La juge ontarienne avait alors donné raison à l'organisme Canada sans pauvreté, qui accusait le gouvernement de Stephen Harper d'utiliser la LIR à des fins de contrôle politique contre les organismes écologistes ou à vocation sociale.

« Plusieurs organismes avaient perdu leur statut de charité, et une douzaine d'autres, comme Equiterre, la Fondation Suzuki, Ecojustice, avaient subi plusieurs années de vérifications serrées qui ont coûté cher en temps et en honoraires d'avocats et de comptables, raconte Éric St-Pierre. Et Harper a gagné dans ce sens qu'il a effectivement nuï au mouvement écologiste. »

Selon une étude du PhiLab Québec, les modifications de 2018 n'ont pas provoqué la grande vague de militantisme philanthropique tant espérée des uns et tant redoutée des autres. « Seulement une dizaine de fondations canadiennes ont une activité réellement politique, mais ça percole », explique David Grant-Poitras.

Une demi-douzaine d'organismes comme le PhiLab, Fondations philanthropiques Canada, ou le Collectif de fondations québécoises contre les inégalités coopèrent et donnent des formations pour outiller leurs membres. « Les fondations commencent à comprendre comment amplifier leur message, dit David Grant-Poitras. Ils se développent des stratégies de plaidoyer. »

Les assouplissements de 2022

Ces organismes ont un gros travail de sensibilisation devant eux, car le



Depuis 2018, les organismes de bienfaisance enregistrés peuvent mettre plus de moyens dans des activités susceptibles de faire évoluer les politiques publiques, notamment en matière de lutte contre la pauvreté. GETTY IMAGES

« Un grand nombre d'organismes écologistes ou sociaux ont une action foncièrement politique. La seule restriction, désormais, concerne l'activité partisane [...], mais un organisme qui veut peser dans le débat public a désormais les coudées franches. »

gouvernement fédéral a introduit en 2022 de nouveaux changements qui visent à encourager davantage l'action des fondations en matière de politiques publiques.

Ainsi, les fondations sont désormais autorisées à distribuer des fonds à des « donateurs non reconnus », autrement dit à des OBNL qui ne sont pas des OBE ou des hôpitaux. « Cette ancienne limite privait de ressources les groupes d'aide aux populations autochtones ou aux minorités visibles, qui avaient beaucoup de mal à établir leur statut d'OBE », explique M. Grant-Poitras.

L'autre grand changement concerne la hausse du « contingent de versement », aussi appelé « quota de versement », qui est passé de 3,5 à 5 % du capital. En d'autres termes, toute fondation dotée d'actifs de plus de 1 million de dollars doit

désormais dépenser minimalement 5 % de son capital chaque année, au lieu de 3,5 %.

« Le statut charitable existe parce que l'argent soustrait au fisc doit revenir à la société », explique David Grant-Poitras. Mais dans quelle proportion, sachant que cet argent placé sur les marchés financiers produit des rendements parfois importants ? « C'est un gros débat philosophique et éthique. Certains disent qu'un plancher à 5 %, c'est trop, d'autres disent que ce n'est pas assez. »

« Nous, on pense que ce n'est pas le moment de lésiner », juge Éric St-Pierre. « Les fondations canadiennes gèrent 100 milliards d'actifs environ, dit-il. Si on les oblige à verser 5 % au lieu de 3,5 %, c'est 1,5 milliard de dollars de plus vers Centreaide, ou la Mission Old Brewery ou tout organisme de bienfaisance. »

Avec l'investissement responsable, les donateurs qui veulent contribuer de façon positive à la société ont l'assurance que leur argent servira leurs objectifs, et non le contraire.

ISTOCK



Virage majeur vers l'investissement éthique

Depuis deux ans, la Fondation du Grand Montréal repense sa façon d'investir et offre aux donateurs des fonds philanthropiques responsables

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Au cours des dernières années, la Fondation du Grand Montréal (FGM) a pris un virage majeur dans sa façon d'investir. Désormais, il est possible de créer un fonds philanthropique éthique qui respecte les

valeurs des donateurs, une première au Québec.

Avec l'investissement responsable, les donateurs qui veulent contribuer de façon positive à la société ont l'assurance que leur argent servira leurs objectifs, et non le contraire. C'est pourquoi certains secteurs sont désormais exclus d'emblée des investissements : le charbon, l'armement, les

jeux de hasard, la pornographie et le tabac. Dans le même ordre d'idée, la FGM, qui gère présentement 800 fonds philanthropiques pour un total d'environ 400 millions de dollars d'actifs, place ces capitaux en s'assurant de respecter certaines règles d'éthique.

Ainsi, l'argent investi doit l'être dans le respect des droits de la

personne et des peuples autochtones, en visant la réduction de l'empreinte carbone des placements, conformément à l'Accord de Paris, et en intégrant les notions de diversité, d'équité et d'inclusion. De plus, la FGM fait appel à des gestionnaires montréalais et québécois, et déploie une partie du capital en investissement à retombées sociales, ici, au Québec. On parle entre autres de logement social.

« Nous nous sommes engagés à mettre au moins 10 % dans des investissements d'impact comme le logement abordable, la réduction des GES et l'économie sociale », explique Karel Mayrand, président-directeur général de la FGM.

« Il a fallu du temps pour mettre le tout en place. Nous travaillons là-dessus depuis deux ans, ajoute-t-il. On peut maintenant proposer un fonds philanthropique qui favorise le développement social. Pour nous, un tel fonds doit s'aligner avec les valeurs des donateurs, comme la protection de l'environnement, la santé et la culture. On veut assurer une cohérence pour faire en sorte que les investissements soutiennent des causes importantes pour eux. Nous voulons appliquer les mêmes valeurs dans nos placements que celles des gens qui viennent créer des fonds chez nous, et ce, en poursuivant les mêmes objectifs de rendement. »

Ce faisant, l'argent des donateurs agit en double, affirme M. Mayrand.

« L'argent travaille deux fois, dit-il. Il travaille quand il est investi, et ensuite quand il est versé aux causes visées. Quand vous créez un fonds philanthropique, une partie des intérêts est versée chaque année aux causes de votre choix. Mais avec l'investissement éthique, l'argent placé travaille déjà dans le bon sens, avant même que l'on verse les subventions aux organismes soutenus. »

La main gauche et la main droite

L'influence des donateurs et une demande croissante pour de l'investissement responsable en philanthropie font partie des raisons ayant poussé la FGM à entreprendre ce virage majeur. Elisabeth Patterson, associée en droit relatif aux peuples autochtones chez Dionne Schulze, fait partie de ces donateurs soucieux des conséquences des investissements qui sont faits avec leur argent.

L'avocate raconte que sa famille, qui a créé un fonds philanthropique considérable il y a une douzaine

d'années, a toujours insisté pour que son argent soit investi de la façon la plus responsable possible.

« À l'époque où notre famille a créé son fonds philanthropique, la FGM n'était pas encore axée sur l'investissement responsable, mais nous avons demandé qu'elle fasse des efforts afin qu'un pourcentage de l'argent investi le soit, et pour que ce pourcentage augmente avec les années, dit M^{me} Patterson. Mes parents trouvaient que ça n'avait pas de sens de lutter contre l'itinérance d'un côté, alors qu'une partie de leur argent pourrait potentiellement être investie dans des placements immobiliers qui contribuent à générer des problèmes d'itinérance. Ce serait comme d'essayer de mettre un pansement sur un problème qui aurait été créé avec notre argent. »

« Avec l'investissement éthique, l'argent placé travaille déjà dans le bon sens, avant même que l'on verse les subventions aux organismes soutenus »

Pour cette avocate spécialisée en droit autochtone, il ne faut pas que la main gauche reprenne ce que donne la main droite. Elle donne également l'exemple de certaines compagnies forestières.

« Si vous êtes philanthrope et que vous faites des dons à un OBNL qui soutient la culture autochtone, mais que de l'autre côté, votre argent est investi dans des compagnies forestières qui agissent en territoire autochtone sans le consentement des nations concernées, ça n'a pas de sens. »

Avec l'investissement responsable, elle se sent rassurée.

« Mes parents se sont toujours intéressés aux causes sociales, dit-elle. Ça a aussi été le cas d'autres investisseurs, notamment les communautés religieuses, qui demandaient les mêmes choses que nous. Le milieu de la philanthropie est assez conservateur, alors je suis heureuse que des investisseurs comme nous aient été écoutés par la Fondation du Grand Montréal. »



GRANDE CAMPAGNE DE FINANCEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

150 façons de changer l'avenir

Amasser 250 millions de dollars pour propulser des idées audacieuses qui changeront l'avenir de notre société : c'est l'objectif de la Grande Campagne de l'Université de Sherbrooke (UdeS), la plus ambitieuse de son histoire. Survol des projets mis en branle pour relever les grands défis actuels et futurs.

A quoi ressemblera notre monde dans 10, 20, 30 ans ? Avec la campagne *Choisir de changer l'avenir*, lancée en mai 2023, l'UdeS propose plus de 150 projets résolument tournés vers demain, qui apporteront des solutions concrètes à de grands enjeux présents et futurs pour préparer notre société à devenir plus résiliente.

Cette levée de fonds sans précédent, qui s'articule autour de quatre thématiques d'avenir – diversité et inclusion, innovation, santé et environnement –, est à l'image de l'établissement d'enseignement visionnaire, dynamique et avant-gardiste qui repousse les frontières du savoir depuis sa fondation.

Grâce au soutien de ses donatrices et donateurs, la Grande Campagne financera des chaires de recherche, des observatoires, des fonds de dotation, des laboratoires, des pôles d'expertise et des bourses d'excellence qui propulseront des avancées dans des domaines de pointe touchant directement notre société.

Les retombées du vaste éventail de projets soutenus par l'UdeS profiteront tant à la communauté étudiante qu'à la société tout entière. En voici quelques-uns, qui abordent une préoccupation bien présente aujourd'hui et pour les années à venir : la prévention des risques et des crises qui menacent notre monde.

POUR AFFRONTER LES GRANDS DÉFIS DU XXI^e SIÈCLE

Le Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur les risques et les crises

Conflit Israël-Hamas, guerre en Ukraine, terrorisme, polarisation sociale, cyberattaques, migrations de masse, insécurité alimentaire, pandémies, feux de forêt et autres catastrophes écologiques : toutes ces perturbations, et bien d'autres, ont bouleversé le monde au cours de la dernière année. Ces crises qui menacent la sécurité des personnes ainsi que l'économie et le patrimoine naturel sont plus fréquentes et plus imprévisibles que jamais. Et dans un univers interconnecté, il est de plus en plus difficile pour les internautes de distinguer le vrai du faux.

La situation étant malheureusement appelée à empirer, il y a urgence d'agir. Parfaitement aligné avec l'objectif global de la Grande Campagne de l'UdeS, ce laboratoire de recherche dirigé par le professeur Adib Bencherif de l'École de politique appliquée de la Faculté des lettres et sciences humaines se penche sur la prévention des impacts des crises actuelles et futures sur l'activité humaine.

« Devant la complexité des enjeux, une réflexion interdisciplinaire est cruciale dès l'amorce de projets menés par des partenaires privés et publics, souligne le professeur Bencherif. Ce sont ces différents prismes qui produiront des solutions innovantes. »

L'objectif premier du Laboratoire est de développer une expertise unique en matière d'analyse de risque ainsi que des méthodologies innovantes pour prévenir, gérer et résoudre les situations de crise. Le maillage entre le milieu des praticiens et la recherche universitaire permettra de travailler en mode synergique et interdisciplinaire, et cette structure de recherche, propulsée par des partenaires et organismes subventionnaires, pourra par la suite rayonner à l'échelle provinciale, nationale et internationale.

POUR OPTIMISER NOS DÉFENSES CONTRE LES CYBERATTIQUES

Le Pôle d'expertises en cybersécurité
Selon Statistique Canada, 70% des Canadiens ont été victimes d'un incident de cybersécurité en 2022. Rançongiciels, tentatives d'extorsion, vols d'identité : la cybercriminalité, qui touche toutes les sphères de notre vie personnelle ainsi que nos entreprises et institutions, connaît une hausse fulgurante. Un phénomène exacerbé par le recours à l'IA, qui augmente de façon exponentielle la fréquence et la portée des attaques, ainsi que leur niveau de sophistication. Résultat : les malicieux sont plus redoutables et moins détectables que jamais.

Malgré leur prévalence, notre société n'est pas adéquatement outillée pour faire face aux cyberattaques. C'est pourquoi l'UdeS a réuni des experts de plusieurs disciplines, comme la

cybersécurité et les sciences quantiques, pour optimiser nos défenses et mieux protéger nos identités numériques. Au-delà des recherches scientifiques et techniques, les dimensions éducatives, législatives, éthiques, politiques et managériales de ce domaine crucial seront abordées par le Pôle. Cette approche pluridisciplinaire représente un véritable bond en avant dans la création d'une expertise de pointe capable d'avoir un impact sociétal d'envergure.

« Notre objectif est de former une relève hautement qualifiée, affirme le professeur Marc Frappier de la Faculté des sciences, qui est responsable du projet. L'accès à une mine d'informations permettra aux personnes étudiantes d'acquérir une compréhension approfondie du phénomène et de développer à leur tour une expertise qui sera mise à profit pour renforcer nos barèmes de sécurité. »

Le Pôle d'expertises, qui se définit comme un bouclier contre les cyberincidents, s'attaque à la prévention de la cybercriminalité et à l'optimisation de la cyberrésilience de notre société, notamment grâce à la conception de systèmes de défense, la conceptualisation d'un détecteur intelligent d'intrusion et l'élaboration d'un cadre cybersécuritaire pour les PME. Pour ce faire, l'équipe du professeur Frappier projette la création d'une chaire de recherche en cybersécurité ainsi que l'attribution de bourses d'études aux 2^e et 3^e cycles.



Le projet de chaire de recherche sur les stratégies net-zéro et le cycle de vie mise sur une approche interdisciplinaire audacieuse.



Les serres CORSÈVE analysent l'impact des changements environnementaux sur les végétaux.



POUR PRÉSERVER NOTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Complexe de recherche en sciences végétales et environnementales (CORSÈVE)

Même si le Québec ne manque pas de terres agricoles, les investissements en matière de souveraineté alimentaire revêtent une importance capitale puisqu'ils ont une incidence directe sur la santé et la qualité de vie des citoyens, tout particulièrement dans le contexte actuel de la crise climatique et des enjeux géopolitiques pouvant entraîner des problèmes d'approvisionnement.

C'est ainsi que la Faculté des sciences de l'UdeS s'est dotée du Complexe de recherche en sciences végétales et environnementales (CORSÈVE). Dans ces serres équipées de systèmes très perfectionnés permettant un contrôle précis du climat, il est possible d'analyser l'impact des changements environnementaux sur la croissance des végétaux et la production agricole.

« En simulant des environnements artificiels à l'intérieur de ces infrastructures, notre équipe pourra explorer de nouvelles avenues de recherche et approfondir ses analyses grâce à des outils spécialisés relevant de la haute technologie », note le professeur Peter Moffett du Département de biologie, qui dirige ce projet porteur.

Les chercheuses et chercheurs ont notamment recours à une plateforme de phénotypage qui permet de recueillir des informations sur les végétaux soumis à plusieurs conditions et à différents microorganismes (néfastes ou bénéfiques !). Et ce, en temps réel et de façon non invasive. Les équipes de recherche disposeront également d'un laboratoire mobile pouvant être transporté sur des sites stratégiques, qui offrira des formations sur le terrain aux personnes étudiantes.

La réalisation du projet CORSÈVE permettra aux scientifiques d'identifier et de mieux comprendre les organismes qui menacent les grandes cultures et les milieux forestiers afin d'améliorer la productivité et la résilience végétale. Elle formera également une relève qui jouera un rôle clé dans la protection et l'essor de notre agriculture.

POUR PROMOUVOIR LA GESTION RESPONSABLE

Le projet de chaire de recherche sur les stratégies net-zéro et le cycle de vie

Pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, les organisations doivent rapidement stabiliser et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), puis développer des solutions robustes de compensation. Or, la mise en œuvre rapide de telles stratégies peut engendrer des dommages collatéraux sur l'environnement, notamment sur la biodiversité. Sur le plan social, une collectivité pourrait devenir plus vulnérable aux changements climatiques qu'elle ne l'était auparavant. Comment anticiper de tels effets contreproductifs ? Une partie de la réponse passe par une approche interdisciplinaire audacieuse en recherche, alliant sciences sociales et modélisation environnementale.

« Faire de la recherche sur de grands enjeux de société implique de modéliser la complexité et de composer avec les incertitudes, commente le professeur Ben Amor de la Faculté de génie, qui copilote le projet. Cette chaire propose justement un changement de paradigme par rapport aux approches de modélisation classique pour répondre à ces questions complexes concernant notre société. »

Ses travaux visent donc à développer des stratégies net-zéro permettant non seulement l'atteinte de la carboneutralité en 2050, mais aussi l'anticipation des déplacements d'impacts et des effets rebonds en vue de leur évitement potentiel. Relevant de l'innovation responsable, une telle capacité organisationnelle d'anticipation et de réaction pour faire face à l'inattendu peut paraître exigeante, mais elle relève aujourd'hui de la lucidité managériale la plus élémentaire.

De façon concrète, comme l'explique Marie-Luc Arpin, professeure à l'École de gestion et copilote du projet, « la chaire répondra aux besoins des organisations qui comprennent à quel point l'objectif net-zéro est à la fois vital et exigeant, et qui sont prêtes à expérimenter des approches de gestion radicalement différentes ».

Un cabinet de campagne prestigieux

Depuis le lancement de la Grande Campagne, ces projets d'envergure et des dizaines d'autres ont retenu l'attention de nombreux donateurs, ce qui a permis à l'UdeS d'atteindre en à peine un an 60 % de ses objectifs de financement. Cela dit, il y a encore du chemin à faire ! Pour inciter les organisations et les donateurs – petits et grands – à offrir leur appui et à devenir à leur tour des agents de changement pour notre société, l'institution s'est dotée d'un cabinet de campagne hors pair.

Quatre personnalités en vue du milieu des affaires occupent la coprésidence d'honneur de la Grande Campagne de l'UdeS : Karinne Bouchard, administratrice de sociétés et membre du conseil d'administration d'Alimentation Couche-tard ; Matthew Cassar, cofondateur et cochef de la direction de Sherweb ; Julie Godin, coprésidente du conseil, vice-présidente exécutive, Planification et développement stratégique de CGI ; et Monique Leroux, administratrice de sociétés et ex-présidente du conseil et chef de la direction du Mouvement Desjardins.

Le cabinet est complété par dix coprésidences facultaires et de secteurs, occupées par des leaders qui rayonnent dans leurs domaines respectifs. Dans le cadre de ce reportage, nous nous sommes entretenus avec deux d'entre eux : Nicolas Marcoux, chef de la direction et associé principal de PwC Canada, et François Thibault, vice-président exécutif, chef de la direction financière et trésorier chez METRO.



Nicolas Marcoux, chef de la direction et associé principal de PwC Canada

LE DON D'UNE VIE

Diplômé de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke en administration des affaires, Nicolas Marcoux s'implique dans la Grande Campagne à titre de donateur et de coprésident facultaire pour l'École de gestion. « J'ai bénéficié d'une excellente formation à l'UdeS et j'y ai forgé des amitiés qui perdurent. De plus, redonner à la communauté fait partie de nos valeurs familiales. Nos trois enfants ont aussi choisi d'étudier à l'UdeS : notre fils aîné est diplômé de l'École de gestion, le deuxième de la Faculté de médecine, et notre fille est étudiante à la Faculté de génie. Alors, s'impliquer dans la campagne nous tenait à cœur. »

Il souligne que sa participation à la Grande Campagne a fait l'objet d'une réflexion familiale. « Je donne mon temps à titre personnel, mais c'est avec ma conjointe que nous avons décidé du montant de notre don majeur et ce sont nos enfants qui ont choisi les projets qu'ils souhaitaient soutenir. »

Des préoccupations majeures

Certains secteurs de recherche financés par la Grande Campagne retiennent tout particulièrement l'attention du chef de la direction de PwC Canada. « L'entrepreneuriat au féminin et la cybersécurité m'interpellent, tout comme la question environnementale. »

À cet égard, il ajoute que l'UdeS est un véritable leader en matière d'innovation environnementale et qu'elle forme des étudiants qui changeront le monde. « Mon rôle chez PwC m'amène à passer du temps avec des chefs de direction d'entreprises partout au pays. La question des changements climatiques revient toujours dans les conversations avec mes pairs. Autrefois, les organisations évaluaient les effets de leur modèle d'affaires sur la planète en mesurant l'empreinte carbone de leurs activités. Aujourd'hui, elles analysent aussi comment ce qui se passe sur la planète peut affecter leur modèle d'affaires. Ainsi, la construction d'une usine à proximité d'une forêt ou d'une rivière, donc dans une zone sujette aux incendies ou aux débordements, devient un pensez-y-bien, tout comme le fait de choisir un fournisseur situé sur la route potentielle d'un typhon. Une chose est certaine : la question climatique revêt une importance capitale pour les entreprises, aujourd'hui et dans un futur proche. »

Un message à la communauté des affaires

« Le Canada accuse un retard en matière de compétitivité et de productivité par rapport aux autres pays développés. Le pays doit reprendre sa place sur l'échiquier mondial, et cela passe par l'enseignement supérieur, par les institutions qui prônent l'innovation, par la recherche s'appuyant sur des données et des faits. C'est pour cette raison aussi que j'ai choisi de m'impliquer dans la Grande Campagne de l'UdeS. »

Le message de Nicolas Marcoux aux personnes qu'il approche dans le but de les inciter à contribuer à la

Grande Campagne est le suivant : lorsqu'on a été choyé, lorsqu'on a eu accès à certains privilèges, comme une éducation universitaire de qualité qui nous a inculqué de bonnes valeurs et qui a contribué à notre succès, c'est important de redonner. « Je leur parle aussi de ce que j'appelle le don d'une vie. Pas du don annuel qu'on fait à des organismes, mais d'un don majeur, pour lequel je ne les solliciterai qu'exceptionnellement, et qui changera le cours des choses pour l'Université comme pour l'avenir des prochaines générations. »



François Thibault, vice-président exécutif, chef de la direction financière et trésorier chez METRO

S'IMPLIQUER, C'EST GAGNANT

Également diplômé de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke en administration des affaires, François Thibault succède en 2019 à Serge Savard à la présidence de la Corporation études-sports de l'UdeS, qui remet des bourses aux étudiantes et étudiants-athlètes et finance les activités sportives sur le campus. « C'est donc tout naturel pour moi de redonner à une institution qui m'a permis de vivre de belles expériences et de recevoir une excellente éducation en me joignant au cabinet de la Grande Campagne de financement de l'UdeS à titre de coprésident du secteur Vert & Or pour lever des fonds, ainsi qu'en faisant un don à titre personnel. »

Parmi les projets visant à soutenir le Vert & Or, mentionnons l'Institut interdisciplinaire d'apprentissage, de recherche et de haute performance, ainsi que le Fonds de bourses Serge Savard. « J'ai joué au soccer pendant plusieurs années en Estrie et je peux confirmer que la pratique d'un sport de haut niveau favorise le développement de compétences comme la résilience, la persévérance et la discipline, qui seront mises à profit dans la vie professionnelle. En soutenant la Grande Campagne, on peut contribuer à offrir aux étudiantes et étudiants-athlètes les outils qui leur permettront de réussir tant sur le terrain que sur les bancs de l'école. »

L'octroi de METRO pour soutenir la résilience alimentaire

Dans le cadre de la Grande Campagne, METRO soutient deux projets d'envergure qui sont en lien avec sa raison d'être : nourrir la santé et le bien-être des communautés. « Le premier est l'initiative des serres CORSÈVE, qui permet d'évaluer les effets des changements climatiques sur la santé végétale et l'agriculture dans le but de soutenir l'approvisionnement alimentaire et de veiller au bien-être des personnes », explique M. Thibault. La contribution globale de METRO se chiffre à 750 000 \$, montant qui sera versé sur trois ans. « Une somme de 400 000 \$ sera dédiée à CORSÈVE, et la différence sera versée à l'Observatoire sur la gestion du développement durable, poursuit-il. Ce projet de l'École de gestion permettra de former des gestionnaires qui comprennent et maîtrisent le développement durable. »

Il souligne que ce maillage des savoirs et des compétences est critique dans le secteur alimentaire. « Il est impératif d'investir à la fois dans des initiatives scientifiques et dans de nouvelles stratégies de gestion pour trouver des solutions permettant d'adapter notre agriculture aux changements à venir. C'est ce qui rendra notre chaîne d'approvisionnement plus résiliente. »

Du sur-mesure pour les donateurs

Selon l'homme d'affaires, tous les donateurs peuvent trouver leur compte avec la Grande Campagne en soutenant une cause qui leur tient à cœur. « Les quelque 150 projets proposés généreront tous des impacts directs sur la société, la vie étudiante et sur une région que j'aime beaucoup. Tout ça est très prometteur ! » Notre monde change, la philanthropie aussi. « Donner de l'argent, c'est bien, mais ça ne suffit pas. Il faut investir dans des champs d'action qui peuvent faire une différence pour notre monde et nos communautés. »

Pour information : UDonS.ca



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UdeM)

Un milliard de dollars pour relever les défis de l'heure

Grâce à sa nouvelle offensive philanthropique, l'UdeM est en bonne position pour devenir la toute première université francophone à recueillir plus d'un milliard de dollars en dons. Survol d'une campagne qui va marquer l'histoire.

L'Université de Montréal voit grand avec *L'heure est brave*, sa plus ambitieuse campagne philanthropique à ce jour. L'établissement d'enseignement et de recherche s'apprête non seulement à battre tous les records de financement pour une université francophone, mais elle souhaite aussi être le déclencheur d'une nouvelle culture philanthropique au Québec.

Au moment de lancer la phase publique de la campagne, en février 2024, l'UdeM avait déjà récolté environ 60% de son objectif d'un milliard de dollars, soit près de 600 millions. C'est autant que la somme totale récoltée dans le cadre de la précédente campagne.

Si l'objectif est atteint, l'UdeM fera partie d'un club très sélect d'institutions pouvant recueillir une telle somme, aux côtés de l'Université McGill et de l'Université de Toronto, entre autres.

Michael Pecho, vice-recteur aux relations avec les diplômés et à la philanthropie, se dit très fier de ce qui a été accompli jusqu'à présent. Pour lui, c'est le signe que le Québec est prêt pour une nouvelle approche en matière de philanthropie. « On est en train de détruire le mythe voulant que les francophones ou la communauté francophile soient moins généreux. Notre constat : lorsqu'on présente des projets novateurs, qui ont un impact positif sur la société, les donateurs répondent à l'appel. En mettant en œuvre les meilleures pratiques dans le domaine de la gestion philanthropique, nous obtenons des résultats », souligne-t-il.

« Un changement de paradigme est en train de s'opérer, ajoute Claude Bernard, directrice générale de la stratégie et des opérations au sein du vice-rectorat. Ce qui nous permet d'affirmer que nous sommes en mesure d'atteindre un objectif d'un milliard de dollars, ce sont des exemples de générosité qu'on n'avait jamais vus au Québec, des dons exceptionnels qui viennent de la communauté francophone et dont nous sommes très fiers. » M^{me} Bernard cite notamment le don totalisant plus de 200 millions de dollars de la Fondation Courtois, qui constitue le plus important octroi destiné aux sciences naturelles de l'histoire du Canada.

Pourtant, historiquement, les Québécois font moins de dons charitables et leurs dons sont de moins grande envergure qu'ailleurs au Canada, selon les données de Statistique Canada et de l'Institut Fraser. M. Pecho croit que cette tendance peut être renversée, et pas seulement au bénéfice de l'Université de Montréal.

« Nous croyons que cette campagne pourra influencer tout le milieu philanthropique du Québec. Quand on a du succès à l'UdeM, c'est bon pour toutes les institutions reliées à l'université, tout comme pour celles qui ne le sont pas. »

En plus de l'argent recueilli, l'UdeM souhaite atteindre 200 000 « gestes significatifs » posés par ses diplômées et diplômés, qu'il s'agisse d'un don, mais également de bénévolat, de mentorat ou de toute autre action engagée pour l'amélioration de la société.

L'Université souhaite ainsi développer plus largement la culture philanthropique en misant sur les personnes qui sont passées par son enseignement. Elle les invite à s'engager encore plus activement en mettant leur temps et leur talent au service de la communauté, notamment de la relève, pour bâtir ensemble le monde de demain. Le projet est bien lancé, puisque 131 000 gestes ont déjà été faits.



« L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL EST UNE FORCE MOTRICE QUI DÉTIENT TOUS LES MOYENS ET LES TALENTS POUR PROPOSER DES SOLUTIONS CONCRÈTES À DES PROBLÈMES PRESSANTS. »

Michael Pecho, vice-recteur aux relations avec les diplômés et à la philanthropie

L'UdeM COMME LEVIER DE CHANGEMENT

La campagne *L'heure est brave* arrive à un moment crucial, puisque l'Université souhaite utiliser ses ressources et ses experts pour répondre à certains des besoins les plus criants du Québec, du Canada et de la planète tout entière.

« Nous sommes dans une période de l'histoire où l'humanité doit faire face à des défis gigantesques, souligne M. Pecho. On pense aux changements climatiques, à la croissance des inégalités, aux maladies – on vient de traverser une pandémie ! Notre campagne constitue un mouvement pour s'engager avec l'Université – qui a des solutions à offrir – plutôt que de se décourager. »

Pour y arriver, l'UdeM a besoin du soutien de tous. « Les universités sont en grande partie financées par le gouvernement, et l'UdeM reçoit aussi sa part des subventions en recherche, mais l'innovation passe par la philanthropie. L'argent qui est amassé grâce à une campagne comme celle-ci permet de soutenir des projets transformationnels pour l'avenir de notre société, qui ne pourraient pas être financés autrement », ajoute M^{me} Bernard.

Les dons recueillis cette année serviront à remplir les objectifs des quatre piliers de la campagne :

- Rehausser l'expérience des étudiantes et étudiants et développer leur plein potentiel.
- Créer, découvrir et innover pour servir le bien commun.
- Assurer la santé de la planète, des humains et des animaux.
- Favoriser l'épanouissement des communautés.

Ainsi, l'Université financera la création de nouveaux espaces étudiants, comme une agora. Des dons de Michael D. Penner et de la Banque Scotia ont aussi permis la création de l'Institut sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, et des dons de Québecor et de la Fondation Chopin-Péladeau ont permis de financer l'initiative Millénaire pour appuyer la relève entrepreneuriale.

M. Pecho souligne que le financement accru de l'UdeM par la philanthropie permettra à l'institution de consolider son rôle de vecteur de changement dans la société. « L'Université de Montréal est une force motrice qui détient tous les moyens et les talents pour proposer des solutions concrètes à des problèmes pressants. On parle de 67 000 étudiantes et étudiants par année qui passent par nos portes, et parmi lesquels on trouve les meilleurs cerveaux de la planète. Dans le top 100 des personnalités les plus influentes du Québec établi par le magazine *L'actualité*, il y en a 29 qui détiennent des diplômes de l'UdeM. »



« CE QUI NOUS PERMET D’AFFIRMER QUE NOUS SOMMES EN MESURE D’ATTEINDRE UN OBJECTIF D’UN MILLIARD DE DOLLARS, CE SONT DES EXEMPLES DE GÉNÉROSITÉ QU’ON N’AVAIT JAMAIS VUS AU QUÉBEC. »

Claude Bernard, directrice générale de la stratégie et des opérations, vice-rectorat aux relations avec les diplômés et à la philanthropie

LA FORCE DE FRAPPE DES DIPLÔMÉS

Pourtant, seulement 10 % des dons recueillis annuellement par l’UdeM sont générés par des diplômés, alors que, dans certaines universités, la proportion peut atteindre jusqu’à 50 %, voire 60 %. M. Pecho et M^{me} Bernard souhaitent mobiliser davantage la force de frappe des diplômés en leur rappelant l’apport de leur *alma mater* dans leur développement personnel et professionnel.

Ainsi, les quatre coprésidentes et coprésidents de la campagne – Ravy Por, associée, intelligence artificielle et données chez Deloitte Canada, Marie-Josée Gagnon, présidente et fondatrice de CASACOM, Nicolas Duvernois, fondateur et PDG de Duvernois Esprits Créatifs, et Louis Gagnon, chef de la direction (Canada) chez Intact Corporation financière – ont fait des études à l’UdeM.

« C’était incontournable pour nous que des diplômés président la campagne. Ces quatre leaders brillent dans des milieux d’affaires influents, jouent un rôle clé de représentation et de mobilisation auprès des bénévoles et contribuent à nos prises de décisions stratégiques. Leur histoire de cœur avec l’UdeM, nous le souhaitons, inspire d’autres diplômés », commente Claude Bernard.

L’UdeM peut compter sur un impressionnant réseau de près de 150 bénévoles pour son Cabinet de campagne. Mais *L’heure est brave* est aussi propulsée par le pouvoir d’influence de 14 ambassadrices et ambassadeurs de premier plan, tous diplômés de l’UdeM : l’autrice Kim Thuy, les journalistes Michel Jean, Marc Laurendeau et Marie-José Turcotte, la pianiste Alexandra Strélski, la D^{re} Claudel Pétrin-Desrosiers et le D^r Mathieu Nadeau-Vallée, le vétérinaire et animateur Sébastien Kfoury, l’auteur Stéphane Laporte, les animateurs Sophie Furon et Sébastien Benoît, le président de la CCMM Michel Leblanc, la directrice générale adjointe des Canucks de Vancouver Émilie Castonguay et le directeur général du Lightning de Tampa Bay Julien BriseBois.

ENSEMBLE VERS UN MONDE MEILLEUR

L’UdeM se tourne vers l’ensemble de sa communauté de diplômés et vers le grand public pour l’aider à atteindre la cible d’un milliard de dollars et ainsi déployer pleinement ses capacités de recherche, d’enseignement et d’impact sur la société.

NICOLAS DUVERNOIS Un nouveau visage de la philanthropie québécoise

Nicolas Duvernois a fait une entrée éclatante dans l’imaginaire québécois en 2009 lorsque son produit PUR Vodka a remporté le prix de la meilleure vodka du monde. Grâce à ses idées et à son travail acharné, il est passé de parfait inconnu à l’un des exemples les plus appréciés de l’esprit entrepreneurial québécois. En 2024, il souhaite récidiver en coprésident pour la première fois une campagne philanthropique majeure.

Selon M. Duvernois, il est important de s’impliquer jeune comme donateur et bénévole afin de continuellement revigorer les initiatives philanthropiques.

« Il ne faut pas attendre d’arriver au cliché de la philanthropie de vieux riches. On a quelque chose à offrir à toutes les étapes de notre vie. Certains peuvent faire de gros chèques, d’autres peuvent être des influenceurs. Il faut avoir un *mix* pour atteindre des objectifs d’envergure », dit-il.

M. Duvernois cite en exemple Barack Obama, qui a financé le quart de sa campagne de 2012 avec des dons de moins de 200 \$. « C’est fou ce qu’on peut faire avec des 5 \$ et des 10 \$. Il faut sortir de nos vieilles pantoufles. Il faut réinventer, renouveler la philanthropie. »

Lorsqu’il a été approché pour coprésider la campagne *L’heure est brave*, il s’est immédiatement senti interpellé. « Ce serait la première fois qu’une université francophone recueille un milliard de dollars. Avec cette ambition, on envoie le message que l’UdeM joue dans les ligues majeures », souligne-t-il.

Selon Nicolas Duvernois, les personnes qui ont étudié à l’UdeM sont les mieux placées pour comprendre l’importance de l’éducation qu’ils ont reçue dans le développement de leur carrière. Il souligne que ses propres études en sciences politiques lui ont été d’un grand apport dans son cheminement entrepreneurial, même si ce n’est pas le parcours habituel d’un entrepreneur.

« On peut se fier à la générosité de notre communauté diplômée parce que nous voulons laisser un legs », conclut-il.



« Il faut sortir de nos vieilles pantoufles. Il faut réinventer, renouveler la philanthropie. »

Nicolas Duvernois, fondateur et PDG de Duvernois Esprits Créatifs et coprésident de la campagne *L’heure est brave*

JULIEN BRISEBOIS Marquer des buts en philanthropie

Alors qu’il songeait à faire un don majeur, Julien BriseBois s’est posé une question toute simple : comment s’assurer que ce geste ait la plus importante force de frappe possible ? Sa réponse était d’investir dans les leaders de demain.

M. BriseBois est vice-président et directeur général du Lightning de Tampa Bay et diplômé en droit de l’UdeM. Sa conjointe, qui est également diplômée de l’établissement, et lui ont offert un don de 500 000 \$ dollars dans le cadre de la campagne *L’heure est brave*. Cette somme a servi à créer des bourses d’études pour la maîtrise en recherche sur le leadership, ainsi qu’à financer l’accompagnement juridique pour jeunes entrepreneurs offert par la Clinique juridique de l’Université.

« Je souhaite que ce don ait le meilleur rayonnement possible, explique M. BriseBois. Miser sur le leadership, c’est faire en sorte qu’un petit geste ait une grande portée. Avec de meilleurs leaders, on peut avoir un plus grand impact sur la société en général. »

L’Université de Montréal est, selon lui, une pépinière extraordinaire pour les jeunes leaders. « Pour préparer la société de demain, il faut investir dans la jeunesse étudiante d’aujourd’hui. Cette société, elle se prépare à l’UdeM, un des plus grands établissements d’enseignement et de recherche francophones au monde », dit-il.

L’accent mis sur l’expérience étudiante dans le cadre de cette campagne a pesé dans son choix de don. Le fait d’offrir des cas pratiques concrets à de jeunes étudiants en droit, par le biais de la Clinique juridique, lui plaît beaucoup. « J’ai eu accès à des expériences de ce genre quand j’étais à l’Université. Ça a été précieux pour moi par la suite, et je pense que c’est une occasion extraordinaire pour toute la communauté étudiante de vivre des expériences concrètes. »

Grâce à son implication, Julien BriseBois espère inciter d’autres personnes à faire un don en argent ou à offrir de leur temps afin d’atteindre l’objectif de 200 000 gestes significatifs de l’UdeM.



« Miser sur le leadership, c’est faire en sorte qu’un petit geste ait une grande portée. Avec de meilleurs leaders, on peut avoir un plus grand impact sur la société en général. »

Julien BriseBois, vice-président et directeur général du Lightning de Tampa Bay et ambassadeur de la campagne *L’heure est brave*

VOS DONNÉS PEUVENT TOUT CHANGER ! Comment contribuer à la campagne *L’heure est brave*

Joignez vos forces à l’offensive philanthropique la plus ambitieuse de l’histoire de l’Université de Montréal. Par un don ou un geste d’engagement, vous donnez à l’UdeM les moyens de mener à bien ses initiatives transformatrices pour la société.

Pour faire une contribution en argent, vous pouvez opter pour un don unique, un don périodique en échelonnant les paiements ou un don planifié de votre vivant ou après votre décès.

Pour poser un geste d’engagement en tant que diplômé de l’UdeM, vous pouvez devenir bénévole ou mentor, organiser une campagne de financement, devenir membre d’une instance de l’UdeM, et plus encore.

Pour vous informer et faire un don, visitez LheureEstBrave.ca

L’HEURE EST BRAVE Une occasion de laisser son empreinte grâce à un don testamentaire

Vous souhaitez que votre don ait un impact durable ? Vous envisagez la possibilité de transmettre les valeurs qui vous tiennent à cœur en prévoyant un don à l’Université de Montréal dans votre testament ? Joignez-vous à l’offensive philanthropique la plus ambitieuse de l’histoire de l’UdeM. Votre geste d’aujourd’hui permettra de soutenir des générations futures d’étudiants et de chercheurs.

Notre équipe peut vous aider à concrétiser vos aspirations philanthropiques.

Communiquez avec :
Marie-Noëlle Guay, LL.B.
Directrice des dons planifiés
514 343-2206
marie-noelle.guay.1@umontreal.ca

La Terre est plate sans université



L’heure est brave.

Grande campagne philanthropique

Université de Montréal et du monde.

PHOTO DE NICOLAS DUVERNOIS : JOËLLE SIMARD-LAPOINTE
PHOTOS DE MICHAEL PECHO ET DE CLAUDE BERNARD : AMÉLIE PHILIBERT

L'heure est brave.

Face aux défis de l'heure, quatorze personnalités décident de s'engager. Ces ambassadrices et ambassadeurs de *L'heure est brave*, la Grande campagne philanthropique de l'Université de Montréal, expliquent le sens de leur action.

Université 
de Montréal
et du monde.

« Deux loups s'affrontent en chacun de nous », raconte un grand-père à son petit-fils. « L'un n'est que peur et colère; l'autre est espérance et courage. » Après un temps de réflexion, l'enfant demande finalement: « Mais quel loup gagne grand-père ? »

« Celui que tu choisis de nourrir mon petit... »

La fable est connue, mais l'époque lui donne une nouvelle résonance.

Dérèglement climatique, dérives technologiques, maladies, pénurie énergétique... Où que nous regardions, sur toutes les chaînes et sites internet, peu importe l'heure du jour ou le sujet abordé, les motifs d'inquiétude sont légion et demain a rarement paru aussi incertain.

Une campagne philanthropique historique

Face à ce futur oppressant, chacun nourrit un loup différent. Les uns se sentent submergés par l'amertume et l'anxiété, quand d'autres se réfugient dans l'espoir d'une découverte féconde et d'un retour à la normale.

Nous – artistes, journalistes, médecins ou chefs d'entreprise – croyons que, pour avancer et changer le cours des choses, les deux loups doivent être nourris à égalité. Car il n'y a pas de vrai courage sans peur salvatrice, pas d'espérance sans affliction préalable.

Autrement dit, il faut reconnaître que l'heure est grave pour pouvoir répondre: « Alors, l'heure est brave. »

L'heure est brave. En nommant ainsi sa nouvelle campagne philanthropique – la plus grande jamais menée par une université francophone – l'Université de Montréal appuie là où ça fait du bien.

Ce *g* qui se retourne en *b* comme on renverserait la table, cette gravité qu'on empoigne pour la transformer en bravoure... C'est un cri de ralliement qui nous pousse à faire, à faire face, à faire corps. Mais on y entend aussi tout ce qui peut distinguer l'espoir de l'espérance.

Car l'espoir est juste le sentiment de celui qui subit une situation en attendant qu'elle s'améliore. Alors que l'espérance est un choix conscient, une décision de braver son propre pessimisme. D'agir plutôt que d'espérer.

C'est ce choix que nous avons fait en devenant ambassadrices et ambassadeurs de cette campagne pour l'UdeM.

Joignons nos forces

Quel meilleur endroit que l'Université pour passer à l'action? Comment mieux changer le monde qu'en investissant dans la génération qui va l'habiter et le modeler? Si le progrès prend toujours un accent brave, on peut aussi l'écrire de mille façons: alors donnons à l'UdeM les moyens de les imaginer!

Nous, diplômés et diplômées de cette université, savons de quoi elle est capable. Nous savons la diversité des talents qui arpentent ses couloirs. Nous savons que la science la plus pointue y côtoie la conscience la plus aiguë.

On pourrait aussi vanter sa place parmi les meilleurs pôles d'enseignement, son rayonnement international, ses accomplissements en intelligence artificielle comme en recherche clinique... Mais tout ce qu'elle porte comme solutions, est encore supérieur à la somme de ses parties!

Et c'est pourquoi nous l'appuyons.

Consciente qu'aucun monde meilleur ne pourra s'édifier sur un seul pilier, l'Université de Montréal se propose de le bâtir sur quatre: la qualité de l'expérience étudiante; la création et l'innovation pour servir le bien commun; la santé de la planète, des humains et des animaux; l'épanouissement des communautés.

Voilà les causes essentielles que nous endossons et porterons au cours des prochaines années. Nos chercheurs et étudiants ont la passion, les projets, les connaissances nécessaires... Ne leur manquent que les moyens d'aller plus loin.

Combien? L'ambition de *L'heure est brave* est à la hauteur de l'adversité qu'elle entend combattre: l'Université de Montréal vise non seulement la somme record de **1 milliard de \$**, mais aussi **200 000 gestes d'engagement** de la part de ses diplômés. Parce que donner du temps, donner de soi c'est aussi une manière de nourrir l'espérance.

Ces objectifs sont atteignables; tout dépend maintenant de notre désir collectif de joindre nos forces.

L'heure est brave. Et nous?

- Sébastien Benoit, animateur, Rythme FM, Zeste et TVA – Faculté de droit
- Julien BriseBois, vice-président et directeur général, Club de hockey Lightning de Tampa Bay – Faculté de droit
- Émilie Castonguay, directrice générale adjointe, Club de hockey Canucks de Vancouver – Faculté de droit
- Sophie Fouron, animatrice télé, radio et productrice au contenu – Faculté des arts et des sciences
- Michel Jean, auteur, journaliste d'enquête et animateur – Faculté des arts et des sciences
- Dr Sébastien Kfoury, vétérinaire. Président, Vet et nous. Animateur Les poilus, Dr Sébastien et Qu'est-ce qui se passe quand...? – Faculté de médecine vétérinaire
- Stéphane Laporte, auteur et réalisateur – Faculté de droit
- Marc Laurendeau, journaliste, documentariste, enseignant, auteur et ex-humoriste – Faculté des arts et des sciences
- Michel Leblanc, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal métropolitain – Faculté des arts et des sciences
- Dr Mathieu Nadeau-Vallée, médecin résident sénior en anesthésie. Docteur en sciences biomédicales et en pharmacologie – Faculté de médecine
- Dre Claudel Pétrin-Desrosiers, médecin de famille. Responsable santé planétaire, DMFMU, UdeM – Faculté de médecine
- Alexandra Strélski, compositrice et pianiste – Faculté de musique
- Kim Thúy, écrivaine – Faculté des arts et des sciences et Faculté de droit
- Marie-José Turcotte, communicatrice, guide, ex-animatrice et journaliste – Faculté des arts et des sciences

LheureEstBrave.ca



Décarboner la santé

Le système de santé québécois représente 3,6 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la province. Pour réduire ce pourcentage à zéro d'ici à 2040, la firme de conseils Dunsy Énergie + Climat a élaboré des recommandations compilées dans une feuille de route « clés en main », grâce au financement de la Fondation familiale Trottier.



L'an dernier, la Fondation familiale Trottier a annoncé un investissement de 10 millions de dollars sur cinq ans pour décarboner les hôpitaux et améliorer leur résilience face au réchauffement de la planète.

ISTOCK

PASCALINE DAVID
COLLABORATION SPÉCIALE

Partout, les conséquences des changements climatiques se font déjà sentir. Une étude réalisée en Colombie-Britannique démontre que la hausse des températures, la sécheresse et les inondations, entre autres, peuvent entraîner « des défaillances majeures du système de santé, des perturbations de l'offre de soins, des évacuations temporaires et même des fermetures, créant des urgences sanitaires pour les patients et la communauté en général ». Regarder la santé à travers le prisme du climat et vice versa est donc important pour anticiper les problématiques en cours et à venir, mais aussi pour réduire les GES.

L'an dernier, la Fondation familiale Trottier a annoncé un investissement de 10 millions de dollars sur cinq ans pour décarboner les hôpitaux et améliorer leur résilience face au réchauffement de la planète. Le financement de la feuille de route, commandée par l'Association pour la santé publique du Québec (ASPO), s'inscrit dans la lignée de cet engagement. « On remarque qu'il y a beaucoup de lacunes dans le système de santé quand ça touche aux questions de changements climatiques, car ce n'est pas une priorité gouvernementale, lance Eric St-Pierre, directeur général de la fondation. On comprend complètement, parce qu'il y a déjà des problèmes immenses dans la santé au Québec, mais il faut quand même s'y intéresser. »

Si plusieurs initiatives existent à petite échelle, des mesures plus structurantes sont nécessaires pour limiter les émissions de carbone, selon M. St-Pierre. Le rapport préparé par Dunsy Énergie + Climat révèle en effet que les bâtiments du secteur de la santé sont responsables d'environ 65 % des émissions de GES des infrastructures de l'État. Et ce, alors qu'ils représentent un peu plus du tiers de la superficie. L'écrasante majorité des émissions directes sont liées aux énergies fossiles utilisées pour chauffer l'air et l'eau sanitaire. Le transport d'urgence des patients par ambulance, navette et avion compte quant à lui pour 7 % des émissions.

Des recommandations ciblées

Les hôpitaux sont les plus importants émetteurs, à cause de leur « intensité énergétique » plus grande que celle des autres bâtiments. Ainsi, leur fort taux d'activité, mais surtout « un taux de ventilation élevé pour se conformer aux normes sanitaires », en font des infrastructures plus gourmandes.

Parmi les mesures suggérées, la réduction de la consommation d'électricité en ayant recours à un éclairage à diode électroluminescente (DEL)

qui utilise l'énergie de façon plus efficace. La récupération de chaleur est également au programme, alors que des pertes importantes sont constatées dans les édifices médicaux. Enfin, le rapport conseille de remplacer le gaz naturel — une énergie fossile — par des énergies renouvelables dans les immeubles, et d'électrifier les véhicules ainsi que les ambulances dès 2024.

« Une fois qu'on évite l'énergie consommée pour rien, la décarbonation nécessite de remplacer les énergies fossiles par d'autres, renouvelables, dont les technologies électriques comme la géothermie, en priorité, confirme Audrey Yank, consultante chez Dunsy Énergie + Climat. Des bâtiments de la santé décarbonés empêcheraient des émissions de l'ordre de 450 000 tonnes de GES par année. » La géothermie est une technique qui, grâce à un système de pompes, utilise l'énergie du sol pour chauffer ou refroidir un édifice.

Pour atteindre son objectif, la firme Dunsy Énergie + Climat estime que Québec devra investir 3,8 milliards de dollars. Toutefois, un tel plan permettrait aussi d'économiser 787 millions de dollars. Par exemple, l'électrification progressive et complète des ambulances et du parc de véhicules du réseau de la santé pourrait générer des économies de 80 % en coût d'énergie et de 50 % en coût d'entretien. « Ce ne sont pas les citoyens ni les entreprises qui peuvent agir à la place du gouvernement, ça prend un leadership provincial pour fixer un budget et montrer l'exemple en décarbonant ses propres infrastructures », affirme M. St-Pierre.

Créer un élan

La Fondation familiale Trottier continue d'investir à l'intersection du climat et de la santé. Elle a notamment entamé une collaboration avec Synergie Santé Environnement, courtier en solutions environnementales. Une subvention est consacrée au calcul du bilan carbone d'institutions montréalaises comme le Centre universitaire de santé McGill et plusieurs CIUSSS de Montréal. « On lance le message que le gouvernement devrait avoir ces inventaires de GES là », ajoute Eric St-Pierre.

Elle a également rassemblé une douzaine d'autres bailleurs de fonds canadiens afin de mettre le sujet à l'ordre du jour, espérant ainsi créer un élan dans le milieu philanthropique, dont elle voit déjà poindre les frémissements. L'une des deux coprésidentes de la 3^e édition du Sommet climat Montréal — en partie financée par la Fondation Trottier — n'est d'ailleurs nulle autre que la D^{re} Mylène Drouin, directrice de santé publique pour la région de Montréal.

LOGEMENT

Pour un grand Montréal inclusif et sans pauvreté



Le 19 avril dernier, la Ville de Montréal a dévoilé son plan directeur pour un quartier carboneutre dans le quartier Namur-Hippodrome, dont fait partie le site de l'ancien Hippodrome de Montréal. VILLE DE MONTRÉAL

Selon le président et directeur général de la fondation Centraide, Claude Pinard, le futur écoquartier Namur-Hippodrome est la preuve de l'efficacité de la philanthropie pour rassembler, mobiliser et faire passer la société civile à l'action afin de participer à résoudre des problématiques sociales de plus en plus complexes.

AURÉLIA CRÉMOUX
COLLABORATION SPÉCIALE

Le 19 avril dernier, la Ville de Montréal a dévoilé son plan directeur pour un quartier carboneutre dans le quartier Namur-Hippodrome. Les études pour développer ce secteur ont été menées par le Groupe d'accélération pour l'optimisation du projet de l'Hippodrome (GALOPH), composé de représentants de la société civile rassemblés au départ grâce au travail et à la persévérance de

la fondation Centraide. En plus d'un réseau de transport collectif, de nouveaux espaces publics et d'équipements divers, la Ville a annoncé la création de 20 000 nouveaux logements, dont la moitié à l'abri de la spéculation. Parmi eux, 4800 logements sociaux ou communautaires sont prévus, dont 60 % seront dotés de trois ou quatre chambres.

Une philanthropie « par, pour et avec »

En arrivant à Centraide du Grand Montréal et après avoir pris cons-

science de la crise du logement, Claude Pinard a décidé qu'il allait faire de l'accès au logement abordable son cheval de bataille.

Après avoir participé à l'étude ayant mené au rapport *Signes vitaux du Grand Montréal* en 2023 avec la Fondation du Grand Montréal (FGM), sur la situation du logement dans l'agglomération de Montréal, il a compris que pour agir, « il fallait changer le modèle » et entamer une « collaboration radicale ». Selon lui, il était nécessaire d'adopter une nouvelle approche de la philanthropie

« par, pour et avec », plus axée sur le communautaire. « Centraide est le deuxième investisseur sociocommunautaire, après le gouvernement, sur l'île de Montréal, affirme-t-il. Cela nous donnait une certaine crédibilité au niveau du monde des affaires et du communautaire. »

C'est ainsi qu'il a participé à la création de GALOPH, un groupe de travail composé d'une quinzaine de partenaires experts dans leur domaine, issus du milieu des affaires, de l'immobilier résidentiel, du financement privé et institutionnel et du milieu communautaire, entre autres. Parmi eux, on retrouve notamment l'urbaniste Clément Demers, qui a participé au développement du Quartier des spectacles ou encore Laurence Vincent, présidente de Prével et du comité Affaires métropolitaines et urbaines de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Il explique qu'au cours du processus, les intérêts des entreprises ou des groupes qui représentaient les participants ne devaient pas entrer en jeu. « Les seuls intérêts qui comptent, ce sont les personnes qu'on essaie de loger, soutient-il. Ce qui fait en sorte que lorsque tu rentres en réunion, tu laisses le chapeau de ce que tu représentes de côté pour te mettre au service de la société. »

Le GALOPH est coprésidé par le président et chef de la direction de Claridge, Pierre Boivin. « Claude Pinard est venu me voir et on a formé un comité représentant toutes les sphères de la société civile et publique », indique-t-il. Ensemble, ils ont créé six sous-groupes qui ont notamment travaillé en lien avec le communautaire, sur les dossiers de la mobilité, de l'environnement, des infrastructures et de la construction.

« On ne voulait pas arriver avec un plan pour ensuite aller chercher l'acceptabilité sociale, explique M. Boivin. Il fallait travailler absolument main dans la main avec les groupes communautaires. »

Il précise que plus de cent bénévoles ont participé au projet et que plusieurs entreprises ont même réduit leurs taux habituels de 50 % pour effectuer leurs travaux. Cela a permis de trouver des solutions concrètes en quelques mois bien que leur budget s'élevait seulement à 500 000 \$.

« [Les groupes communautaires] nous ont dit qu'ensemble, ils ont progressé vers plus de solutions

concrètes en huit mois qu'ils ne l'avaient fait dans les dix dernières années », confie-t-il.

Pour que le processus aboutisse, affirme le coprésident du GALOPH, il était nécessaire que tout le monde soit « passionné par les possibilités du projet et s'engage ».

« En philanthropie, c'est une chose de faire un chèque, c'en est une autre de s'engager et de donner du temps précieux, constate M. Boivin. Le don de soi est aussi important que le don financier. »

Un modèle prometteur

Montréal, Ottawa et Québec ont chacun annoncé le 19 avril un investissement de 2 millions de dollars dans ce projet. Une somme qui permettra notamment de construire les infrastructures municipales qui n'existent pas encore sur le site et qui pourraient coûter 1,4 milliard de dollars.

« En philanthropie, c'est une chose de faire un chèque, c'en est une autre de s'engager et de donner du temps précieux. Le don de soi est aussi important que le don financier. »

« Ce budget va nous permettre de faire les études détaillées pour optimiser les coûts, se réjouit Pierre Boivin. C'est quand même un projet d'une très grande envergure. »

Il affirme que ce nouveau modèle est très intéressant pour les différents ordres de gouvernement, qui sont tous concernés par la crise du logement : « [Ce genre de collaboration] est unique au Canada. »

Le président de Claridge espère que cela inspirera d'autres projets à Montréal, comme dans le secteur du bassin Peel, où des projets de logements sociaux et abordables ont été annoncés le mois dernier.

« On a montré que notre super-pouvoir, c'est vraiment de rassembler et d'agir pour un grand Montréal inclusif et sans pauvreté », se réjouit Claude Pinard.

Mise en scène par Virginie Brunelle et Jean-Simon Traversy, *Royal* symbolise le dynamisme de la compagnie et de la Fondation Duceppe.



Pour ses 40 ans, la Fondation Duceppe se dote d'une nouvelle approche

Sept ans après le repositionnement artistique du Théâtre Duceppe, la Fondation du même nom revisite ses pratiques de financement avec des propositions novatrices et audacieuses, à l'instar de ce qui se passe sur scène. Nouvelle campagne, nouveau *membership* exclusif, nouvelle infolettre, nouveaux objectifs... sans oublier les possibilités de revenus créées par l'ouverture prochaine du Centre de création. Le tout dans l'optique de faire fleurir l'une des plus importantes institutions du monde dramaturgique du Québec.

Ensemble, créons le théâtre de demain. C'est le message clé qu'a envoyé la Fondation Duceppe à la population et au milieu des affaires à l'occasion du lancement de sa campagne majeure. Présidée par Pierre Miron, vice-président exécutif et chef de la croissance des opérations canadiennes chez iA Groupe financier, la campagne a pour objectif d'investir dans les forces vives de la culture et de pérenniser les meilleures pratiques de création via les activités de son Centre de création. Déjà, la campagne porte ses fruits. L'objectif de 2 millions de dollars, soutenu entre autres par Power Corporation, la Fondation Sandra et Alain Bouchard, la Fondation J. Armand Bombardier, la Banque Nationale et Lachelle Groupe Conseil, est atteint à 90 %.

UNE NOUVELLE CARTE QUI A DE L'IMPACT

Le 24 avril dernier, on annonçait le lancement de la carte Impact, nouvelle offensive qui offre des avantages exclusifs aux donateurs. Elle propose tous les bénéfices offerts par la carte Duceppe régulière, son prix s'élève à 500 \$ et elle donne accès à des activités inédites qu'apprécieront au plus haut point les mordus de théâtre. Bien sûr, un reçu de charité sera délivré.

Selon Antonine Salina, directrice, affaires publiques et financement stratégique chez Duceppe, l'idée était d'introduire de nouvelles pratiques de financement afin d'intéresser de nouveaux donateurs. « Quand je suis arrivée en poste il y a un an, tout le monde parlait du repositionnement qui avait eu lieu chez Duceppe en 2019. La nouvelle codirection a réussi à créer une recette gagnante et à susciter un nouvel intérêt de la part du public, mais ce repositionnement n'avait pas encore été fait du côté philanthropique », explique-t-elle en entrevue. Quatre décennies après son audacieuse création comme entité indépendante de la compagnie par Raymond Paquin, la Fondation était prête pour un nouveau souffle.

« La philanthropie est un grand mot et il peut sembler intimidant; il faut changer cette perception. Nous travaillons donc à démocratiser ce concept et à relayer des informations pour que les donateurs potentiels puissent en apprendre davantage sur la question », dit-elle. Fidèle à l'approche démocratique, inclusive et rassembleuse si chère à Duceppe, la Fondation songe déjà à offrir d'autres versions de la carte Impact dans le but de répondre aux besoins de groupes plus diversifiés. « Nous allons observer l'accueil de la carte pour évaluer comment la décliner en fonction de plusieurs paliers de donateurs », commente M^{me} Salina.

L'idée est de créer de l'engouement auprès des personnes qui ne s'identifient pas a priori comme des philanthropes. « Nous préférons leur dire "Venez faire partie de quelque chose" plutôt que "Nous avons besoin de votre argent". Il faut transformer le message pour que les gens aient envie de faire partie d'un grand projet. »

Dans le contexte de cette transformation, M^{me} Salina et son équipe ont constaté que de nombreux donateurs potentiels manquaient d'information pour passer à l'action, notamment en ce qui a trait aux avantages

fiscaux offerts lors d'un premier don majeur en culture (voir encadré). La Fondation a donc lancé L'impact, une infolettre philanthropique qui démystifie le processus et les avantages du don.

UNE CAMPAGNE QUI VOIT LOIN

Les sommes recueillies par la Fondation lors de sa campagne majeure soutiennent les activités du nouveau Centre de création, qui ouvrira officiellement ses portes cet automne.

En plus d'améliorer l'espace de répétition des artistes qui se produisent chez Duceppe, le Centre de création promet de donner un nouveau souffle à l'écosystème dramaturgique du Québec. Il constituera un véritable laboratoire de recherche et d'exploration pour propulser des œuvres en création, tout en mettant à profit de nouvelles technologies. Le Centre accueillera également des artistes de la relève en résidence, qui se verront octroyer des bourses de création.

« Ce qui est chouette, c'est que la campagne actuelle ne finance pas de la brique et du mortier. Elle parraine plutôt des activités nous permettant d'accueillir de jeunes artistes, de fournir des techniciens et de soutenir les créations qui sont montées au centre. L'idée est d'allonger les cycles : en amont, pour mieux créer, et en aval, pour diffuser plus longtemps, comme nous le faisons avec la série *En rappel*. Cette flexibilité nous permet de moderniser notre rôle de pilier artistique, en permettant aux personnes initiées au théâtre ou non d'avoir accès à des œuvres de grande qualité », conclut M^{me} Salina.

L'INCONTOURNABLE «SOIRÉE B»

N'oublions pas la traditionnelle soirée-bénéfice annuelle de la Fondation Duceppe. Menée par Louis Vachon et Gilles Duceppe, elle a permis de récolter 307 000 \$ en avril dernier lors de l'avant-première de la pièce *Royal*. Pour la prochaine édition, qui aura lieu le 10 avril 2025, Antonine Salina compte récidiver en visant particulièrement les femmes intéressées à devenir philanthropes.

Lors de l'avant-première de *Janette*, le spectacle hommage à Janette Bertrand avec Guylaine Tremblay, qui sera présenté au cours de l'événement, les femmes seront invitées à participer au comité de la soirée-bénéfice, sous la présidence d'honneur de Sarah-Émilie Bouchard, première vice-présidente, Stratégie, Affaires gouvernementales et cheffe de cabinet à la Caisse de dépôt et placement du Québec. « En philanthropie, trop peu de femmes osent s'impliquer, fait remarquer M^{me} Salina. Nous voulons ouvrir cette scène en offrant une première expérience à celles qui souhaitent contribuer à l'avancement de la culture. »

Le Théâtre Duceppe a célébré son 50^e anniversaire au cours de la saison 2022-2023 sans avoir pris une ride, bien au contraire! Plus dynamique et engagée que jamais, l'institution culturelle se projette dans les 50 prochaines années grâce au soutien de ses généreux donateurs et de ses fidèles spectateurs. Ensemble, ils jouent un rôle de premier plan dans l'écriture d'une nouvelle page d'histoire pour le théâtre québécois.

Trois façons de soutenir Duceppe

1

Acheter la carte Impact

Vous souhaitez soutenir les activités du Théâtre Duceppe tout en profitant d'avantages exclusifs? Offerte au coût de 500 \$ par saison (donnant droit à un reçu fiscal de 440 \$), la nouvelle carte Impact permet aux amateurs d'arts vivants de soutenir les productions du Théâtre Duceppe tout en profitant d'un accès privilégié à ses créateurs et créatrices. En échange de votre généreuse contribution, vous pouvez participer à des activités exclusives comme des déjeuners-causeries avec des artistes de la saison 2024-2025, assister à la toute première répétition de *Janette* en janvier 2025 et, enfin, participer à la soirée bénéfice du 10 avril 2025 à moindre coût.

2

Faire un premier don majeur

Vous disposez de revenus discrétionnaires? Sachez qu'un don substantiel au Théâtre Duceppe peut offrir des crédits d'impôt étonnants en fonction du revenu imposable. En effet, lorsqu'on fait un premier don individuel en culture se chiffrant entre 5 000 \$ et 25 000 \$, les gouvernements offrent un remboursement qui équivaut à 70 % du montant versé. Ainsi, un don qui ne vous coûtera que 1 600 \$ rapportera à la Fondation 5 000 \$. Idem pour un don de 25 000 \$, qui ne coûtera en réalité que 6 700 \$.

Mais ce n'est pas tout : les gouvernements provincial et fédéral appaireront votre don, de 50 % en moyenne, ce qui signifie que la Fondation disposera de 7 500 \$ pour un don de 5 000 \$, et de 37 500 \$ pour un don de 25 000 \$, soit sept fois le coût réel du don! Voilà une occasion à saisir – une seule fois dans sa vie – pour contribuer à l'essor culturel du Québec.

3

Participer à la «Soirée B»

C'est le rendez-vous incontournable des philanthropes! Dans la tradition Duceppe, l'événement démarre avec un cocktail dînatoire, suivi de la grande première d'une production. L'édition 2025 mettra en scène le spectacle *Janette*, qui rend hommage à la grande Janette Bertrand. Un rendez-vous à ne pas manquer!

Information : duceppe.com/nous-soutenir

Les communautés noires ne reçoivent pas leur juste part

Un rapport a mis en lumière le sous-financement historique des organismes qui les soutiennent, mais la situation tend à s'améliorer



Selon la Fondation du Grand Montréal, pour s'assurer d'apporter aux communautés marginalisées ce qui leur est nécessaire, il faut s'allier aux organismes qui œuvrent sur le terrain. CENTRAIDE

AURÉLIA CRÉMOUX
COLLABORATION SPÉCIALE

En 2020, le rapport *Non financé. Les communautés noires, les oubliés de la philanthropie canadienne*, publié par le Réseau pour l'avancement des communautés noires et le programme Philanthropy and Nonprofit Leadership de l'Université Carleton, révélait que les organismes destinés aux communautés noires étaient sous-financés. En effet, le financement qui leur était accordé représentait 0,7 % des fonds versés pour l'ensemble des fondations analysées, pendant les années financières 2017 et 2018. Les personnes noires représentaient à ce moment-là 3,5 % de la population canadienne.

Ce rapport a également mis en lumière le fait que le financement reçu

par les organismes soutenant aux communautés noires était « à court terme et non adéquat [...], ce qui empêchait les organismes d'adopter des approches stratégiques et d'aborder les problèmes dans toute leur complexité ».

Pour Linda Tchombé, directrice du développement philanthropique de la Fondation du Grand Montréal (FGM), ce résultat est le fruit d'une méconnaissance. « Les gens vont naturellement avoir tendance à soutenir les organismes ou les communautés qu'ils connaissent », indique-t-elle, ajoutant que la manière dont les dons sont effectués n'a pas vraiment changé dans les dernières décennies, alors que le tissu social canadien, lui, a évolué. « Cela creuse les inégalités entre les communautés », note-t-elle.

Une lente évolution

Afin de répondre à une des recommandations du rapport, l'un de ses auteurs, Liban Abokor, a cofondé en 2020 la Fondation pour les communautés noires (FPCN). « Au lieu d'essayer de changer le comportement de l'ensemble du secteur philanthropique, explique-t-il, nous avons reconnu qu'il fallait créer une fondation qui se consacrerait aux communautés noires en tant que filet de sécurité. »

La FPCN a d'ailleurs depuis réuni 200 millions de dollars de dons provenant de divers organismes comme Sun Life, Canadian Tire ou encore de la Fondation Chagnon.

Selon lui, plusieurs événements sont à l'origine de l'augmentation des investissements envers les communautés noires entre 2020 et 2021.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le contingent des versements pour les organismes de bienfaisance du pays est passé de 3,5 à 5 % pour la portion de la valeur des biens excédant 1 million de dollars. De plus, les modifications apportées à la législation permettent désormais aux organismes de bienfaisance enregistrés d'effectuer des versements admissibles à des organismes qui ne sont pas des donateurs reconnus, « comme c'est le cas de beaucoup d'organisations noires », indique M. Abokor.

Tout comme la directrice de la FGM, ce dernier constate que le meurtre de George Floyd par un policier en 2020 aux États-Unis a amené une certaine prise de conscience. « Les fondations philanthropiques, les organisations, les entreprises et même le gouvernement [...] ont fait

face à la question de savoir comment répondre au racisme systématique qui existe dans notre société », précise Liban Abokor.

Il ajoute que la population noire a été plus affectée que la moyenne de la population par la pandémie de COVID-19, ce qui a aussi amené une prise de conscience sociale.

Refléter la diversité montréalaise

Selon le site Web du gouvernement canadien, les personnes nées à l'étranger font en moyenne plus de dons aux organismes de bienfaisance que celles qui sont nées au pays. « Dans les communautés ethnoculturelles, [la philanthropie] fait partie de la manière dont les gens vivent », explique Linda Tchombé. Elle ajoute qu'aux États-Unis, dans les communautés noires, de grands fonds de cercles de donateurs et de donatrices sont affiliés à des fondations ethnoculturelles : « Ils vont soutenir des initiatives pour leurs communautés. Et ça, ça change la donne. »

La FGM travaille d'ailleurs avec l'Observatoire des communautés noires du Québec sur un état des lieux de la philanthropie au sein des communautés ethnoculturelles de la province, qui sortira au printemps 2025. Selon M^{me} Tchombé, pour s'assurer d'apporter aux communautés marginalisées ce qui leur est nécessaire, il faut s'allier aux organismes qui œuvrent sur le terrain. « Le modèle traditionaliste, où le bailleur de fonds verse des subventions en donnant un long cahier des charges à respecter, ne fonctionne pas forcément, parce que les besoins au sein des communautés sont différents », explique-t-elle, soulignant que la FGM a fait un certain travail pour que « la diversité montréalaise » soit plus reflétée dans ses actions. « On s'assure [désormais] qu'au moins 50 % de nos subventions discrétionnaires aillent aux communautés qui sont historiquement marginalisées. »

Quant au rapport *Non financé. Les communautés noires, les oubliés de la philanthropie canadienne*, il sera prochainement mis à jour avec des données récentes. « Les années 2020 et 2021 [qui montrent une augmentation des dons] ne sont pas un bon indicateur parce qu'elles répondaient à des stimuli sociopolitiques, explique M. Abokor. La question est de savoir si ce progrès s'est maintenu au cours du temps. »

0,7 %
C'est la part des fonds philanthropiques accordée aux organismes ethnoculturels durant les années financières 2017 et 2018, selon un rapport publié en 2020

Une approche visant une redistribution des pouvoirs

Grâce à l'initiative du Fonds collectif pour une équité sociale de la Fondation du Grand Montréal (FGM), 16 organismes communautaires voués au soutien des personnes demandeuses d'asile, réfugiées ou migrantes, qu'elles soient sans statut, à statut temporaire ou précaire, recevront un soutien financier leur permettant de poursuivre leur œuvre.

ROSE CARINE HENRIQUEZ
COLLABORATION SPÉCIALE

Cette aide vise à soutenir et à pérenniser les efforts des acteurs communautaires qui œuvrent sans relâche avec des moyens de plus en plus limités. « On lance nos initiatives sur la base des informations que l'on reçoit des milieux », explique Marie-Andrée Farmer, directrice des initiatives stratégiques et des partenariats communautaires à la FGM. On sent vraiment une pression sur le milieu communautaire. »

Endiguer les inégalités

L'approche adoptée par la Fondation du Grand Montréal pour la distribution du fonds s'appuie sur la philanthropie basée sur la confiance. Selon Fondations communautaires du Canada, cette méthode s'attaque aux déséquilibres de pouvoir existants entre les bailleurs de fonds, les organismes à but non lucratif et les communautés qu'ils desservent. Privilégiant l'écoute et les relations de confiance, la FGM

souhaite ainsi mieux répondre aux besoins réels des organisations. « Nous sommes passés d'une approche très transactionnelle à une approche beaucoup plus relationnelle », précise Marie-Andrée Farmer.

C'est par ce processus d'écoute que trois axes nécessitant une aide ont pu être déterminés. Ceux-ci concernent principalement le soutien administratif et juridique. « En ce moment, presque toutes les organisations aident [les personnes demandeuses d'asile] à remplir des formulaires de demande d'asile, d'emploi, à inscrire les enfants à l'école », souligne Marie-Andrée Farmer. Outre ce volet, le financement vise aussi à renforcer l'influence sur les politiques publiques et à soutenir les initiatives permettant aux personnes concernées de renforcer leur pouvoir d'action individuel ou collectif.

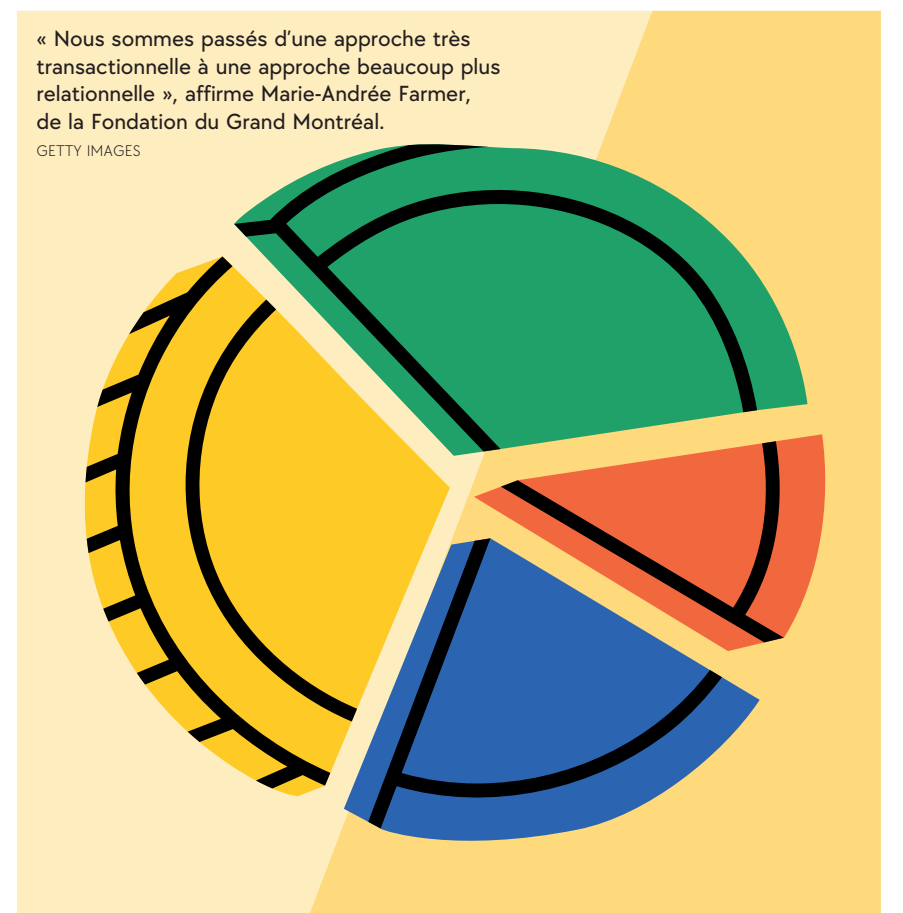
Pour une plus grande autonomie

La mission de l'organisme à but non lucratif Femme en or, bien qu'officiellement enregistré seulement depuis 2023, prend racine dans des activités

informelles commencées en 2012. Son projet, Femme immigrante face à l'exclusion sociale et familiale, fait partie du nombre des projets lauréats du Fonds collectif pour une équité sociale. La fondatrice, Laure Henriette Ella, tire ses motivations de son histoire personnelle. Divorcée, remariée, et ayant elle-même été victime de violence conjugale, elle se consacre aujourd'hui à aider d'autres femmes à surmonter des défis similaires. « J'ai pris la cause des femmes à bras-le-corps, j'ai traversé des périodes de ma vie assez sombres et ça m'a donné l'envie de venir en aide à d'autres femmes, je ne pourrais l'expliquer autrement », raconte-t-elle.

Femme en or, qui compte sur l'aide d'une vingtaine de bénévoles, tente d'offrir un espace sécurisant et de confiance où les femmes peuvent s'exprimer librement sur des sujets souvent considérés comme tabous dans leurs cultures d'origine. « Ces femmes ont besoin d'un climat de confiance pour pouvoir parler de choses assez difficiles, confie Laure Henriette Ella. Je voulais aider les femmes qui viennent de pays où c'est un tabou d'exposer sa vulnérabilité. »

L'organisme aborde aussi les défis multiples auxquels font face les femmes immigrantes qui arrivent au Canada sans ressources financières. Pour stimuler l'entrepreneuriat parmi ces femmes, Laura Henriette Ella organise des groupes de discussion pour favoriser le partage d'idées et encourager la création d'entreprises. « Femme en or est un cadre où l'on



peut venir s'exprimer, elles ont de l'écoute, de l'accompagnement », précise-t-elle.

Cependant, malgré tout l'accompagnement offert, la fondatrice remarque un problème persistant : « Il y a peu de femmes qui arrivent à se trouver un emploi. Et celles qui trouvent sont dans la précarité. Cela révèle un problème beaucoup plus profond, un problème de société. » Face à cette réalité, Laure Henriette Ella est déterminée à renforcer l'autonomie des femmes, en particulier à travers la maîtrise de la langue française. « La langue est un pouvoir, avance-t-elle. Si on a accès à la langue, on a aussi accès à l'emploi, à une vie sociale. Mon vœu le plus

grand est qu'on m'aide à aider ces femmes qui se révèlent bourrées de talents, des battantes. »

La FGM ne désire pas se contenter de financer les organismes, mais exprime le souhait de les accompagner dans une sorte coopérative d'apprentissage durant les trois années à venir afin de créer des liens entre les organismes communautaires. « Ça nous encourage de savoir que le bailleur de fonds n'est pas juste un chèque, c'est quelqu'un qui nous accompagne, qui veut voir ce qu'on fait réellement et même participer à la solution, témoigne Laure Henriette Ella en faisant référence à la venue d'une membre de la Fondation à l'un des événements de Femme en or.



Un bénéficiaire au programme pour jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme avec son chien Mira.
PHOTO : FONDATION MIRA

mira

Fondation Mira : soutenir la mission grâce aux dons planifiés

Si les dons ponctuels ou mensuels sont plus connus, les dons planifiés présentent plusieurs avantages, autant pour ceux qui donnent que pour ceux qui reçoivent. Alors que de nombreux baby-boomers s'apprêtent à planifier leur succession, ces legs sont une façon d'avoir un impact concret et durable pour la Fondation Mira, dont la mission est d'accroître l'autonomie et l'inclusion sociale des personnes vivant avec un handicap visuel ou moteur ainsi que des jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme, en leur offrant gratuitement des chiens guides et des chiens d'assistance spécialement entraînés pour répondre à leurs besoins.

« Les donateurs typiques des dons planifiés sont des amoureux des chiens, ou des gens qui veulent aider les personnes vivant avec un handicap », explique Michel Aubin, directeur des dons planifiés à la Fondation Mira. Du legs particulier (un montant déterminé à l'avance) au legs universel (qui peut couvrir l'ensemble des biens et actifs de la personne décédée), les déclinaisons d'un don planifié sont nombreuses, et s'adaptent à une variété de situations. « Chez Mira, nous avons eu des dons planifiés allant de 2000 \$ à 1,2 million », souligne M. Aubin. Il est important de rappeler qu'il n'y a pas de « petit don » et qu'ils comptent tous pour Mira, qui en dépend directement pour poursuivre son importante mission.

ACCOMPAGNER LES DONATEURS

Montant fixe, pourcentage de la valeur de la succession, don d'actions, don au moyen d'une assurance-vie ou même d'un bien immobilier : un don planifié peut effectivement prendre plusieurs formes. De quoi en perdre son latin ! Bonne nouvelle : la Fondation Mira offre un service clé en main et accompagne les futurs donateurs pour explorer les voies fiscales optimales. « Je fais la planification avec eux avant qu'ils passent chez leur notaire ou leur planificateur financier », résume M. Aubin.

Celui-ci procède d'abord à un inventaire afin de déterminer les solutions les plus avantageuses pour tout le monde. « Nous suggérons de léguer les biens qui auraient une incidence fiscale autrement », souligne M. Aubin. Entre une maison unifamiliale et un REER, par exemple, M. Aubin conseillera de laisser le bien immobilier à la famille, et de léguer les REER à la Fondation Mira. « Lorsque Mira encaisse les REER, il n'y a pas d'impôts à payer », fait-il valoir.

L'accompagnement se poursuit au-delà de la planification, puisque la Fondation Mira peut agir à titre de liquidateur testamentaire, s'occupant de faire respecter les dernières volontés. « Certaines personnes sont seules, isolées, et ne savent pas qui nommer comme liquidateur. Pouvoir nous désigner comme tel représente un grand soulagement », explique M. Aubin, qui agit lui-même à titre de liquidateur. « Ça comprend aussi de s'occuper des obsèques de la personne », précise-t-il. En plus d'aider les donateurs, cette façon de faire permet à Mira d'économiser des frais qui peuvent facilement atteindre 10 000 \$ à 25 000 \$ lorsque le mandat de liquidateur est confié à un professionnel. Résultat ? Plus d'argent revient à Mira, qui peut ainsi changer plus de vies.

DES OPTIONS MULTIPLES

Le don en actions est vraiment gagnant, autant pour le donateur que pour l'organisme. Vendre des actions qui auraient pris beaucoup de valeur avec les années implique de devoir payer de l'impôt sur le gain en capital, potentiellement très important. « Je me souviens d'un donateur qui voulait nous donner des actions d'une banque. Ça faisait tellement longtemps qu'il les avait que son certificat d'action était en papier ! » évoque M. Aubin. En donnant ses actions à Mira, c'est à celle-ci que revient la tâche de les vendre, ce qui représente une économie en impôt sur le gain en capital. Plutôt que de vendre des actions et de faire un don en argent, avec ce procédé, on s'assure que la totalité de la valeur des actions est offerte à l'organisme, qui est exempt d'impôts.

Le don au moyen d'une police d'assurance-vie est une autre façon intéressante de faire un don planifié. En désignant la Fondation Mira comme bénéficiaire et propriétaire de la police, le donateur reçoit un reçu fiscal pour le montant des



À ce jour, plus de 3800 chiens guides et d'assistance ont été remis gratuitement depuis la création de Mira en 1981.
PHOTO : FONDATION MIRA

primes qu'il verse chaque année. La Fondation, elle, reçoit le montant de l'assurance-vie lors du décès. On peut aussi désigner Mira comme bénéficiaire d'une police d'assurance-vie.

L'AIDE PRÉCIEUSE DU PUBLIC

Ces dons permettent d'assurer la pérennité de la Fondation Mira, premier centre francophone d'entraînement pour les chiens guides au Canada et première école au monde à donner des chiens guides à des enfants de moins de 15 ans. L'organisme fait face à une demande qui ne déroute pas, et ce, à travers tous ses programmes qui se sont beaucoup élargis et spécialisés au cours des 40 dernières années. Mira souhaite d'ailleurs agrandir ses installations d'ici 2026 pour aider encore plus de bénéficiaires.

À ce jour, plus de 3800 chiens guides et d'assistance ont été remis gratuitement depuis la création de Mira en 1981. L'organisme procure également, depuis 2010, des chiens d'assistance aux jeunes de 21 ans et moins présentant un trouble du spectre de l'autisme. Chaque chien guide et d'assistance représente un investissement moyen de 35 000 \$ pour Mira, qui se finance principalement grâce aux dons du grand public, du secteur privé et d'activités de financement. « Tous nos chiens sont remis gratuitement. C'est grâce à la générosité du public que nous continuons à changer des vies, un chien à la fois », rappelle M. Aubin.

Pour plus d'informations sur les dons planifiés, visitez mira.ca ou contactez Michel Aubin (maubin@mira.ca ou 514-994-8395)



Des chiens-guides en formation avec leur instructeur Mira.
PHOTO : THIERRY DU BOIS PHOTOGRAPHE

Des études en droit plus accessibles pour des jeunes de la DPJ



Anne-Marie Poitras, cheffe de la direction de la Fondation du Barreau du Québec, évoque la grande résilience et la motivation inébranlable qui découlent des épreuves souvent traversées par les jeunes accompagnés par la DPJ. FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC

Grâce à la Fondation du Barreau du Québec, de jeunes adultes provenant de communautés moins favorisées, sous l'aile du Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), bénéficient d'un salvateur soutien financier dans la poursuite de leurs études en droit et voient ainsi leur persévérance scolaire récompensée. « On croit en vous », voilà le message que lance la Fondation du Barreau à ses étoiles de demain.

MARIE-JOSÉE R. ROY
COLLABORATION SPÉCIALE

« Ces études sont exigeantes et demandent du temps, expose en entrevue Anne-Marie Poitras, cheffe de la direction de la Fondation du Barreau du Québec. Si on peut enlever ce stress à des jeunes provenant de milieux moins favorisés, ou de communautés ethnoculturelles sous-représentées dans la communauté juri-

dique, ça fait partie de la mission première de la Fondation du Barreau. »

Les objectifs de la Fondation du Barreau du Québec s'appuient en fait sur deux principaux piliers : l'avancement du droit (par le biais de subventions pour des projets de recherche, de concours juridiques, de midis webconférences) et le soutien aux études juridiques.

C'est dans ce second programme de bourses que niche le partenariat avec la Fondation des jeunes de la

DPJ, mis en place en 2021, à l'issue d'une prise de contact entre la Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, et la Fondation du Barreau, dans la perspective de mise en œuvre d'outils en droit de la jeunesse. Quand les discussions entre la Fondation du Barreau et la Fondation des jeunes de la DPJ (offrant des services complémentaires à ceux de la DPJ, favorisant notamment la transition vers l'autonomie) ont écloré, à l'automne 2021 et à l'hiver 2022, trois jeunes étudiants en droit ont été ciblés et ont ainsi pu accéder à une formation scolaire sans stress financier.

« On a décidé de s'allier pour les soutenir afin de payer leurs frais de scolarité, leur transport en commun, leurs livres, leur alimentation, leur médication, leur loyer... » explique Anne-Marie Poitras.

Grande fierté

Cette première entente de trois ans entre les deux entités arrivant à

échec cette année, la Fondation du Barreau a l'intention de la renouveler. « C'est très porteur et significatif pour nous. On aura donné, après trois ans, 44 500 \$ en bourses pour ces jeunes qui étudient le droit. Ce qu'on donne ne couvre pas l'entièreté des frais engagés par ces jeunes-là, mais la Fondation des jeunes de la DPJ vient compléter pour assurer un soutien financier complet. »

« Ce qu'on a entendu, c'est que ces jeunes ont une très grande fierté d'être soutenus par la Fondation du Barreau du Québec. Pour eux, c'est très significatif, parce que c'est la communauté qu'ils aspirent à intégrer après leurs études et leur École du Barreau. Ça les aide à se préserver, à éviter le surmenage, le stress et l'anxiété, parce qu'ils savent qu'un soutien financier leur permettra de se concentrer sur leurs études, leurs devoirs et leurs examens. Ça leur procure une tranquillité d'esprit », poursuit M^{me} Poitras.

Une certaine perception préconçue veut que les études en droit soient plus faciles d'accès à une certaine élite sociale et financière. Malgré leur bagage particulier, même s'ils n'arrivent pas nécessairement « de la même place » que d'autres camarades beaucoup plus favorisés ayant déjà côtoyé juges et avocats dans leur giron familial, Anne-Marie Poitras évoque néanmoins la grande résilience et la motivation inébranlable qui découlent des épreuves souvent traversées par les jeunes accompagnés par la DPJ.

« On a décidé de s'allier pour les soutenir afin de payer leurs frais de scolarité, leur transport en commun, leurs livres, leur alimentation, leur médication, leur loyer... »

« Nous, ce qu'on cherche à reconnaître, c'est la persévérance scolaire. C'est l'accompagnement qu'on veut leur donner jusqu'à la fin de l'École du Barreau, notamment. Leur bagage de résilience et de courage leur permet d'aspirer à ces études-là, surtout si on leur enlève les préoccupations financières pour y arriver. Si certains voulaient aller à la maîtrise, on pourrait les soutenir. »

Cœur philanthropique

Dans une missive de remerciements publiée par la Fondation du Barreau du Québec, l'un des candidats ayant reçu cet appui a chaleureusement fait part de sa grande reconnaissance à l'organisme l'ayant épaulé dans son cheminement universitaire. « Votre soutien est essentiel pour garantir l'accès à l'éducation et assurer la formation de la future génération de juristes et d'avocats compétents », a écrit A., dont l'anonymat doit être préservé pour des raisons de prudence.

Anne-Marie Poitras souligne que la Fondation du Barreau est portée, depuis plus de 45 ans, uniquement par des dons privés, de gouverneurs ou de donateurs (individuels, ponctuels, ou des entreprises...). D'où « l'appel au cœur philanthropique » de la communauté juridique, crucial dans l'élaboration d'initiatives comme la collaboration avec la DPJ.

« On veut avoir une relève juridique la plus diversifiée possible. C'est ce qui fera la richesse de la communauté juridique, qui va faire en sorte que le droit va contribuer de façon utile et pertinente aux défis de société qui se dressent devant nous », conclut Anne-Marie Poitras.

St-Hubert ouvre grand les bras aux personnes autistes

Au mois d'avril, les Rôtisseries St-Hubert ont fêté le premier anniversaire de leurs salles à manger inclusives. Treize restaurants de la chaîne offrent tous les dimanches midi un cadre adapté aux besoins des personnes atteintes du trouble de l'autisme (TSA). En partenariat avec la Fondation Autiste & majeur, cette initiative s'accompagne d'un autre projet inclusif : l'embauche d'adultes autistes dans l'usine de l'entreprise.

ISABELLE DELORME
COLLABORATION SPÉCIALE

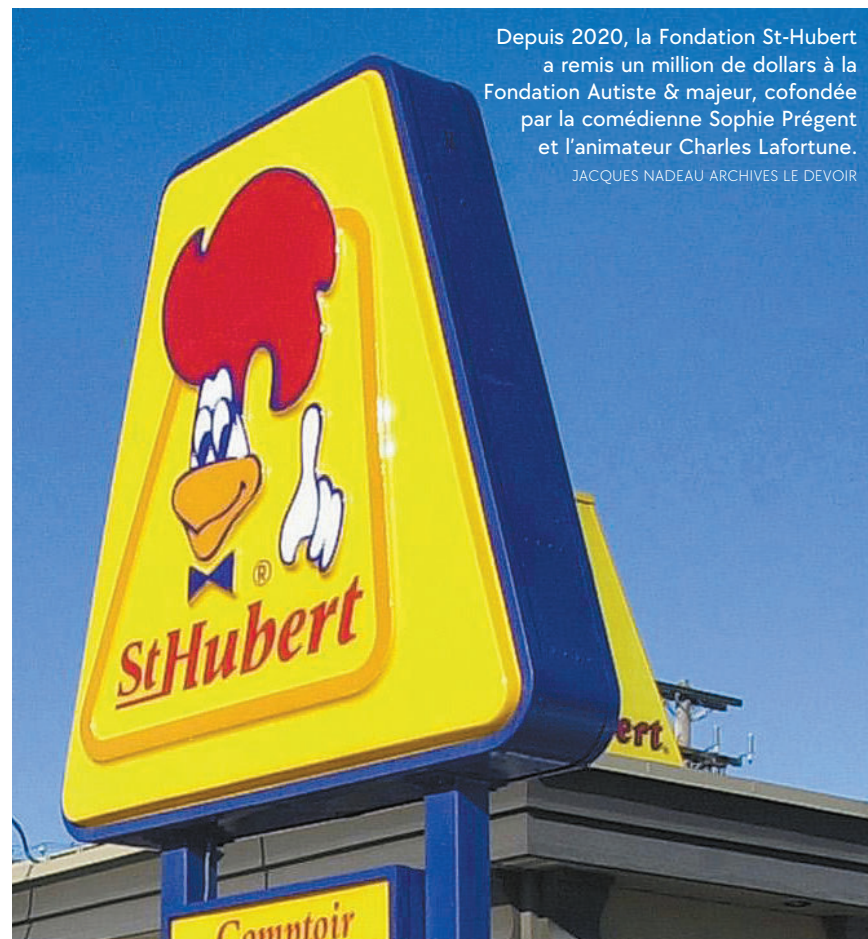
« La Fondation St-Hubert existe depuis 12 ans. Au fil de ces années, nous avons noué des ententes avec des organismes caritatifs divers. Toutefois, nous cherchions au profit de quelle cause nous pourrions nous développer davantage », indique Josée Vaillancourt, directrice des communications du Groupe St-Hubert et de la Fondation St-Hubert. Depuis 2020, cette dernière a remis un million de dollars à la Fondation Autiste & majeur, cofondée par la comédienne Sophie Prigent et l'animateur Charles Lafortune. Le couple est parent de Mathis, un jeune adulte autiste.

En février 2024, la Fondation St-Hubert a annoncé un don supplémentaire de 1,5 millions de dollars pour les cinq prochaines années à cette organisation qui aide les jeunes adultes ayant un TSA. Plus qu'un simple donateur, elle en est devenue

partenaire. « La Fondation Autiste & majeur nous permet de tisser des liens avec des experts dans leur domaine, comme la Fondation Autisme Laurentides. C'est avec elle que nous avons réalisé notre projet d'embauches de personnes autistes dans notre usine, et le centre d'autisme À pas de géant. Ce dernier nous a accompagnés pour développer notre programme de rôtisseries inclusives pour les personnes autistes et leur famille », détaille M^{me} Vaillancourt.

Des clients bienvenus

« Les restaurants ne sont généralement pas l'endroit de prédilection pour les personnes autistes, car il y a souvent trop de bruit et trop de monde. C'est difficile de les intégrer, mais St-Hubert le fait avec beaucoup de bonne volonté », souligne Sophie Prigent, qui a elle-même fréquenté l'une des succursales participant à l'initiative avec son compagnon et leur fils. « La majorité des familles qui étaient là avaient un enfant



Depuis 2020, la Fondation St-Hubert a remis un million de dollars à la Fondation Autiste & majeur, cofondée par la comédienne Sophie Prigent et l'animateur Charles Lafortune. JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

autiste, ce qui nous dédouanait, d'une certaine manière. Si Mathis se salissait ou levait le ton, ce n'était pas grave ! » raconte-t-elle.

Dans les 13 rôtisseries de la chaîne incluses dans le programme, les personnes ayant un TSA et leur entourage sont accueillies tous les dimanches de manière adaptée. « Lorsque nous avons lancé notre projet pilote à Saint-Eustache, une maman d'un enfant autiste nous a confié qu'ils n'étaient jamais sortis au restaurant de leur vie auparavant. Elle nous a demandé de prendre une photo pour prouver à sa famille qu'elle était bien allée au restaurant avec son enfant. Nous avions les larmes aux yeux », se rappelle M^{me} Vaillancourt, qui a également vu certains jeunes autistes de plus en plus à l'aise au fil de leurs passages à la rôtisserie.

Plusieurs outils ont été développés pour optimiser l'expérience des personnes autistes et de leurs proches : une visite virtuelle de l'établissement ainsi que des guides sont disponibles

sur le site de St-Hubert pour préparer la visite en amont. Les employés, qui sont formés pour cet accueil, leur proposent les places les plus appropriées (loin du va-et-vient de la cuisine, par exemple). Une trousse sensorielle contenant notamment une balle anti-stress, un minuteur et un jeu à bulles permettent également de faciliter le temps d'attente. « Nous avons reçu des centaines de personnes autistes dans les 13 rôtisseries qui offrent le programme pour le moment. Elles se sentent bienvenues et en sécurité », se réjouit M^{me} Vaillancourt, qui conseille de réserver pour s'assurer qu'une trousse sensorielle sera disponible.

Des employés comme les autres

Parmi les effectifs de l'usine de fabrication de produits alimentaires du Groupe St-Hubert à Boisbriand, huit travailleurs sont des personnes autistes. Ils ont été embauchés dans le cadre d'un projet mis en place par la Fondation St-Hubert en partenariat

avec la Fondation Autiste & majeur. Ils fêteront en mai leur première année en poste à temps partiel. « Ils font des tâches identiques à celles de nos autres employés, selon les mêmes conditions que leurs confrères », fait valoir M^{me} Vaillancourt. « Leur revenu est égal à celui des salariés neurotypiques occupant le même poste. À ma connaissance, c'est ce qui se fait de mieux à l'heure actuelle au Québec en matière d'intégration », souligne Sophie Prigent.

« Lorsque nous avons lancé notre projet pilote à Saint-Eustache, une maman d'un enfant autiste nous a confié qu'ils n'étaient jamais sortis au restaurant de leur vie auparavant »

Le Groupe St-Hubert a pu compter sur la Fondation Autisme Laurentides pour cibler les emplois qui pourraient correspondre à des personnes ayant un TSA, faire passer les entrevues et développer la formation nécessaire. « Nous n'avons pas eu besoin de créer des postes spécifiques. Avec de la bonne volonté, d'autres entreprises pourraient également trouver des fonctions existantes qui pourraient convenir : il suffit de prendre un pas de recul pour regarder ce qu'il est possible de faire », affirme M^{me} Vaillancourt.

Le personnel de St-Hubert est touché par cette initiative. « Il y a énormément de personnes autistes autour de nous, qu'on le sache ou pas. Nos employés se sentent généralement interpellés par ce projet qui est très bien reçu dans notre usine », observe M^{me} Vaillancourt. Le groupe a aussi recours à une personne autiste et à plusieurs personnes non voyantes dans son centre de service à la clientèle.

Pour la Fondation Autiste & majeur, la chaîne de rôtisseries est précurseuse au Québec. « C'est plus que de l'inclusion, estime Sophie Prigent. Le Groupe St-Hubert est en train de faire évoluer le vivre ensemble. »

FONDATION QUÉBÉCOISE DU CANCER

Un partenaire clé en cancérologie au Québec



ATELIER D'ART-THÉRAPIE
DE LA FONDATION
QUÉBÉCOISE DU CANCER

En moyenne au Québec, toutes les 8 minutes, quelqu'un apprend qu'il est atteint d'un cancer. Toutes les 23 minutes, quelqu'un en meurt. Ces statistiques donnent froid dans le dos. Parce que le cancer menace trop souvent la vie et provoque des bouleversements de tout ordre sur de longues périodes, tant chez la personne atteinte que sur son entourage, son éventualité est une épée de Damoclès que chacun contemple furtivement et avec frayeur. Alors que le système de santé doit relever des défis majeurs et que la population vieillissante accroît les besoins, le travail d'une organisation comme la Fondation québécoise du cancer est plus que jamais nécessaire.

Grâce à la qualité et à l'éventail de ses services, elle permet non seulement d'améliorer la qualité de vie des personnes atteintes, indépendamment du type de cancer dont elles souffrent, mais elle incarne aussi cette présence humaine, rassurante et complémentaire aux divers services hospitaliers. Dans le contexte actuel, le rôle de la Fondation est crucial. Et elle a besoin du soutien de tous pour mener à bien sa mission.

ANTICIPER LES BESOINS POUR MIEUX Y RÉPONDRE

C'est l'objectif phare que s'est donné la Fondation en décembre 2023 avec l'adoption de son plan stratégique 2024-2026 : *Faciliter l'accès aux services de première ligne en oncologie à l'échelle du Québec.* Dans la perspective plus que probable d'un accroissement des besoins, la Fondation réaffirme son positionnement de partenaire clé avec ses efforts en prévention et en dépistage ainsi que dans l'accompagnement des personnes touchées par un cancer. Comme le souligne son directeur général, Marco Décelles : « En tenant compte du contexte actuel du milieu de la santé, la Fondation québécoise du cancer souhaite être une organisation capable d'adapter son offre de service aux besoins des Québécois et de saisir les occasions de développement qui s'offrent à elle. » Le plan stratégique en trois axes majeurs présente donc une série de mesures concrètes visant à étendre la portée des actions de la Fondation et à maximiser son impact, tant auprès de ses partenaires du réseau de la santé que des patients eux-mêmes et de leurs proches.

Dans la foulée, la Fondation souhaite octroyer une aide financière de 1 million aux initiatives des centres de cancérologie afin d'améliorer l'accès aux services de première ligne. Pour Marco Décelles, cette offre de financement s'inscrit parfaitement dans la mission et la vision d'avenir de l'organisation : « Nous aspirons à collaborer avec les acteurs du milieu pour bâtir un avenir où tous les patients atteints d'un cancer et leurs proches bénéficient d'un accès universel à de l'accompagnement, à du soutien de professionnels en oncologie, à de l'hébergement et à des thérapies complémentaires adaptées, quel que soit l'endroit où ils résident dans la province. »

UN SOUTIEN INDISPENSABLE

À l'approche de son 45^e anniversaire, la Fondation québécoise du cancer peut s'enorgueillir d'un bilan remarquable grâce à son offre de service d'hébergement, de soutien psychologique, de bien-être physique, d'aide financière et juridique, de soutien destiné aux 15-39 ans et d'information à la faveur d'un maillage avec des professionnels expérimentés en oncologie. Depuis sa création, la Fondation, qui compte à son service plus de 120 employés et contractuels, dont plus de la moitié sont des professionnels de la santé, a offert l'accès à des services à plus d'un demi-million de Québécois et Québécoises. Aujourd'hui, la Fondation compte également six centres régionaux et une trentaine d'établissements de santé partenaires à travers le Québec.

Bien sûr, une telle feuille de route a un coût. Toutes ces mesures de soutien aux personnes atteintes d'un cancer et à leurs proches n'existeraient pas sans la générosité du public. Ce ne sont pas moins de 82 millions qui ont été investis par la Fondation dans l'ensemble de ses services et dans toute la province depuis 2009. Afin d'atteindre les objectifs fixés dans son récent plan stratégique, la Fondation ainsi que les personnes atteintes ont besoin plus que jamais que la compassion s'accompagne d'un don. Comme l'évoquent d'une même voix Marco Décelles et le D^r Philippe Sauthier, président du conseil d'administration : « Votre générosité nous inspire et nous propulse. C'est avec une détermination plus grande que jamais que nous voulons continuer à changer la vie des Québécois touchés par la maladie. L'impact de vos dons se prolonge bien au-delà du geste. »



DES RÉALISATIONS INSPIRANTES EN 2023

- Près de 35 000 nuitées offertes dans les services d'hébergement de proximité, pour une augmentation de 17 %.
- Octroi d'aide financière de plus de 130 000 \$ à 374 familles en situation de précarité et touchées par un cancer, dans le cadre du Programme d'aide à la vie quotidienne (PAVQ).
- Formation de 139 intervenants et travailleurs sociaux en oncologie de centres hospitaliers à travers le Québec, pour accompagner les patients dans leur démarche de demande au PAVQ.
- Accompagnement de 51 personnes dans leurs démarches juridiques, grâce à un partenariat avec Juripop.
- Augmentation des capacités des acteurs de soutien en première ligne : 9 nouveaux partenariats pour une offre élargie de soins de santé complémentaires.
- Augmentation de 21 % des participations à des séances de thérapies complémentaires.
- Plus de 36 000 visiteurs en ligne à la bibliothèque Info-cancer.
- Plus de 8,7 millions de dollars amassés pour la Fondation et ses bénéficiaires.



Je fais un don
à la Fondation
québécoise du cancer

Pour obtenir de l'aide ou de l'information, composez le 1 800 363-0063 pour parler aux infirmières de notre ligne Info-cancer ou visitez cancerquebec.ca.

Fondation
québécoise
du cancer
Du soutien au quotidien

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

S'adapter pour répondre à des besoins criants



Depuis son extension en 2014, le Centre Marcelle et Jean Coutu accueille aujourd'hui plus de 250 personnes handicapées, jeunes ou adultes. CMJC

Depuis sa création en 2002, le Centre Marcelle et Jean Coutu (CMJC) de la Fondation Le Pilier est devenu une organisation de référence au Québec pour le soutien et l'intégration des personnes en situation de handicap. Situé à Laval, ce centre multifonctionnel a su adapter ses services pour répondre aux besoins changeants de ses communautés.

ÉLO GAUTHIER LAMOTHE
COLLABORATION SPÉCIALE

« On a commencé par de petits milieux d'hébergement : on avait acheté des maisons pour deux ou trois occupants. Cette période a coïncidé aussi avec la désinstitutionnalisation des services psychiatriques. Au fil du temps, l'organisme a pu en acquérir de nouveaux », explique en entrevue Nassim Belaïd, directeur des opérations de la Fondation Le Pilier.

Depuis son extension en 2014, le Centre Marcelle et Jean Coutu (CMJC) accueille aujourd'hui plus de 250 personnes handicapées, jeunes ou adultes. Qu'elles soient semi-autonomes ou non, elles peuvent profiter toute l'année d'un programme d'activités adaptées touchant, entre autres, les arts et le sport, offrant ainsi un répit à leur famille.

Installations multifonctionnelles
La force du CMJC, c'est avant tout son côté multifonctionnel. Au fil des

années, l'établissement a su optimiser l'utilisation de ses installations. Elles servent à la fois pour des activités adaptées de jour, du répit spécialisé de fin de semaine, du répit estival hebdomadaire et de l'hébergement en alternance autisme-jeunesse.

« Du lundi au vendredi, le jeune va à l'école et, lorsqu'il en sort, au lieu de rentrer chez lui, il se rend au Centre Marcelle et Jean Coutu. C'est ce qu'on appelle l'hébergement par alternance : il vient avec le transport scolaire et le lendemain, il repart en classe directement du centre », explique M. Belaïd. Cette initiative permet à 18 enfants et adolescents divisés en trois cohortes de faire une multitude d'activités au CMJC, en plus d'offrir à leurs proches une semaine de répit chaque mois.

« On entend parfois que le centre est un deuxième poumon. [...] Ça fait vraiment la différence pour les familles impliquées. L'impact positif qu'on a sur l'entourage de ces per-

sonnes, j'y crois beaucoup, parce qu'ils en ont besoin », souligne-t-il.

Les demandes de services augmentant de façon exponentielle, la fondation collabore étroitement avec les institutions gouvernementales pour assurer la prise en charge des utilisateurs. « Le réseau de la santé de Laval ou des autres régions nous fait part des nécessités : nous avons des ententes avec eux, précise le directeur. [...] Il y a des familles qui nous approchent directement, mais ce sont surtout des travailleurs sociaux de partout qui nous sollicitent. »

Manque de financement soutenu
Bien que le financement gouvernemental constitue près de 80 % des revenus de la fondation, celui-ci reste « très insuffisant », affirme M. Belaïd. Selon lui, les défis ne touchent pas les ressources d'hébergement et les milieux de vie, mais plutôt le centre d'activités. L'organisation reçoit l'aide du Programme

de soutien aux organismes communautaires (PSOC), mais celle-ci ne représente que 20 % du coût de revient des activités du CMJC.

Un financement accru permettrait, entre autres, d'étendre les services déjà proposés par le centre, notamment celui du répit spécialisé. « On essaye de rester à l'affût de ce qui se passe ailleurs, alors pourquoi pas du répit à domicile ? [...] On offrirait le même service, mais en le développant pour répondre aux besoins, que ce soit avec la halte-garderie, le répit à domicile, le répit-dépannage, ou autre », énumère le directeur.

Pour l'instant, la croissance du CMJC est en grande partie attribuable à l'engagement des grands donateurs, qui appuient financièrement les initiatives de la fondation. En 2022, le don d'un partenaire avait permis d'élargir la salle Snoezelen, un espace multisensoriel où les utilisateurs peuvent être stimulés de façon sécuritaire et adaptée.

« Il faut qu'on trouve une solution à plus long terme. Le donateur, c'est une plus-value pour améliorer, mais, pour les frais d'exploitation, je pense que ça devrait être soutenu par le réseau de la santé », estime M. Belaïd.

Grâce à l'appui des partenaires philanthropiques, le CMJC offre aujourd'hui une balance pour les personnes en fauteuil roulant, des vélos conçus pour celles ayant des déficiences physiques ou intellectuelles ainsi que des transports sur mesure pour faciliter les déplacements à l'extérieur de l'organisation. L'établissement prévoit même la construction d'une piscine extérieure adaptée au cours de la prochaine année.

La vision pour le futur ? « L'amélioration continue, le développement et l'innovation des programmes, résume M. Belaïd. [...] On voudrait aussi s'étendre géographiquement, voire mettre en œuvre des projets en dehors du centre pour toucher plus de monde et assurer la pérennité de nos services. »

« On entend parfois que le centre est un deuxième poumon. [...] Ça fait vraiment la différence pour les familles impliquées. »

Les Printemps du MAC, un encan iconique

Le compte à rebours est lancé pour Les Printemps du MAC, soirée-bénéfice annuelle au profit de la Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal (MAC). Si l'événement sur le thème « Icônes » a lieu le 17 mai à l'Arsenal, son encan, lui, est maintenant commencé.

CONSTANCE CAZZANIGA
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est en 2019 qu'Erika Del Vecchio, commissaire de l'encan et membre du comité des Printemps du MAC, a lancé cette initiative qui prend du galon d'année en année. « On a commencé très humblement, avec dix artistes, et on a amassé 25 000 \$. Cette année, on a 30 œuvres. L'encan a une valeur estimée à 130 000 \$ », explique-t-elle.

La commissaire s'est donné comme mission de mettre en valeur des artistes contemporains, canadiens et émergents ou professionnels.

Et les œuvres qu'Erika Del Vecchio sélectionne repoussent souvent les frontières des arts visuels. Au fil du temps, l'encan a proposé un néon, un tatouage, un vitrail et même un gâteau.

Avec la complicité des artistes
Cette année, Les Printemps du MAC mettent en vente pour la première fois un vêtement, création de l'artiste Marie-Ève Lecavalier. On trouve également dans le catalogue une chaise de Jeremy Le Chatelier. Et à 25 000 \$, l'immense courtpeinte de Wally Dion est l'œuvre la plus chère mise à l'encan jusqu'à maintenant. Il s'agit d'ailleurs d'une œuvre créée spécialement pour l'occasion, à l'instar de celles des artistes Margot Klingender et Studio Rat.

« Il y a des artistes qui me demandent de participer à l'encan des Printemps du MAC, raconte la commissaire. Je pense qu'ils sont excités de faire partie de l'événement parce qu'ils le connaissent et savent qu'il a une bonne réputation. Ils savent qu'on prend soin des artistes. »

Bien que l'encan soit au profit de la Fondation du MAC, les artistes qui acceptent de participer sont

rétribués. « Ils reçoivent 30 % de la vente de leur œuvre et 70 % vont à la fondation pour soutenir la mission du Musée d'art contemporain, souligne M^{me} Del Vecchio. Sans les artistes, on n'aurait pas d'encan. C'est important de le faire sans prendre à l'un pour donner à l'autre. »

Selon la commissaire, l'encan rejoint des collectionneurs aguerris tout comme de premiers acquéreurs. Les uns connaissent déjà bien les artistes en émergence et sautent sur cette occasion de mettre la main sur une de ces œuvres. Les autres peuvent profiter de prix relativement accessibles, les prix des œuvres commençant à 500 \$.

Surtout, le processus est plutôt démocratique, croit la commissaire. Participer à un encan est un jeu, contrairement à acheter en galerie.

130 000 \$
C'est la valeur estimée de l'encan des Printemps du MAC cette année. En 2019, l'initiative avait permis d'amasser 25 000 \$.

« Les gens peuvent miser à travers le monde », relève quant à lui Charles LeMay, coprésident du comité des Printemps du MAC. En effet, nul besoin d'assister à la soirée-bénéfice pour acquérir une œuvre. Dans le passé, des œuvres ont été achetées à des acheteurs à Paris, à New York ou encore à Miami.

« C'est une belle occasion d'acquérir une œuvre et de faire un don direct à la fondation », estime M. LeMay.

60 ans, ça se fête !
Chaque année, Les Printemps du MAC proposent un thème. Cette fois, il s'est imposé de lui-même : « Icônes » célèbre les 60 ans du musée en mettant en valeur les œuvres de sa collection.

« L'instant d'une soirée, on va revisiter les œuvres iconiques qui appartiennent au Musée d'art contemporain de Montréal, s'enthousiasme Charles LeMay. On parle d'environ 8000 œuvres qui, en ce moment, sont toutes dans des boîtes en raison des rénovations du musée. »

Les participants sont donc invités à se rendre sur le MACrépertoire pour choisir une œuvre dont s'inspirer pour créer leur look pour la soirée.

Le thème inspire également la scénographie de la soirée, qui souhaite renouer avec l'art. À l'origine, Les Printemps du MAC avaient lieu au Musée d'art contemporain, où les participants avaient accès à des salles d'exposition. Depuis quelques années, comme le musée est temporairement fermé, l'art passait uniquement par l'encan.

« C'est pour ça qu'on a choisi l'Arsenal comme salle cette année : le musée a une exposition permanente que les gens sont invités à voir », souligne le coprésident du comité.

Le mini MET Gala de Montréal
Grande nouveauté cette année : les Printemps du MAC se sont associés à des designers d'ici. Parmi eux, notons Markantoine, Noemiah, Eliza Faulkner et Marie Saint Pierre. Tous habillent une personnalité publique avec une création inspirée d'une des œuvres du MAC.

« Depuis quelques années, on se fait dire — et on le dit aussi, sans prétention — qu'on est la version montréalaise du MET Gala, dit Charles LeMay en référence à cette soirée ultraglam au profit du Metropolitan Museum of Art de New York. Cette année, on voulait pousser la note. »

L'objectif ? Faire rayonner encore plus Les Printemps du MAC pour toujours mieux soutenir l'art contemporain.

Les Printemps du MAC auront lieu le 17 mai à l'Arsenal à compter de 21 h. L'encan se terminera le soir même, à minuit.

Cette année, Les Printemps du MAC mettent en vente pour la première fois un vêtement, création de Marie-Ève Lecavalier. PHOTO FOURNIE PAR LE MAC



FONDATION SANTÉ URBAINE

Les événements philanthropiques : pour aller au-delà du don



Fondation 
Santé Urbaine

Chacun a sa petite idée de ce qu'est la philanthropie. La plus répandue est que cela consiste à soutenir financièrement une cause au moyen de dons en argent. Un geste désintéressé, dit-on, dont il ne faut rien attendre pour soi-même à part le sentiment vertueux qui accompagne la bonne action. Ce n'est évidemment pas faux, mais bien souvent, pressés que nous sommes tous par le temps, nous donnons rapidement en cliquant sur un bouton qui nous enjoint de le faire. Et c'est tout. Le geste est aussi généreux qu'apprécié par le destinataire, mais pourquoi ne pas joindre l'utile à l'agréable en choisissant plutôt une activité de financement à laquelle il est possible de participer? Se joindre à une communauté rassemblée autour d'une cause commune le temps d'une partie de golf ou d'une soirée gala, c'est ajouter du plaisir à son don. Car derrière le *fundraising*, la collecte de fonds que tout le monde connaît, se cache le *friendraising*, qui invite à s'immerger dans la communauté philanthropique de son choix pour stimuler son dynamisme. Appelons cela faire un don participatif.

AU-DELÀ DU DON EN ARGENT

Bien sûr, les organisations caritatives ont besoin d'argent pour remplir leur mission. Personne ne le nierait. Le financement de programmes de prévention, l'achat d'équipements destinés au milieu hospitalier, le déploiement de services spécialisés auprès de populations vulnérables, tout cela ne se paie pas avec du capital de sympathie. C'est l'objectif ultime de toutes les campagnes de financement, qu'elles soient ponctuelles ou en continu. Certaines ont un retentissement à l'échelle du Québec, voire du Canada, tandis que d'autres sont plus locales, à l'échelle d'une ville ou d'un quartier.

Parmi ces indispensables opérations de collecte de fonds,

on trouve des tournois de golf, galas, bals, cocktails, que l'on qualifie souvent d'événements majeurs, car ils mobilisent des équipes d'employés et de bénévoles pendant des mois pour en assurer la préparation. Et grâce au travail des équipes et à la contribution des nombreux partenaires, le résultat n'est rien de moins que spectaculaire.

Un bal ou un gala philanthropique est toujours un événement mémorable. On y découvre avec ravissement tout le faste qu'on imagine : robes des grandes occasions aux mille couleurs et textures, toxédos, service de voiturier à l'arrivée, tapis rouge, séance de photos officielles, repas gastronomique, musique, animation et émotions à profusion. Ces soirées féériques servent bien sûr à amasser des fonds, non seulement au moyen de la vente de billets d'entrée, mais aussi avec des initiatives comme des encans ou des tirages. Pour les donateurs, ces soirées sont une manière de passer un bon moment en soutenant une cause qui leur tient à cœur. Pour l'organisation hôte, c'est une façon de célébrer les réussites et de mobiliser la communauté autour d'objectifs partagés.

Comment faire pour participer à un événement caritatif? C'est très simple. Il suffit d'acheter un billet! Ces événements sont généralement ouverts au public et sont autant d'occasions extraordinaires pour s'immerger dans une communauté tout en faisant du réseautage personnel et professionnel.

Les entreprises, petites ou grandes, peuvent aussi tirer de nombreux avantages en devenant partenaires de tels événements. En plus de la visibilité offerte et de la possibilité d'y faire des rencontres avantageuses, la commandite d'événements philanthropiques démontre l'engagement et les convictions de l'entreprise, un incontournable de nos jours. « À la Sun Life, on fait partie du grand écosystème de la santé. On s'investit et on soutient les organismes de première ligne qui veillent au mieux-être de notre collectivité. Quand on est partenaire d'un événement, on s'affiche comme un allié pour la cause. C'est démontrer qu'au-delà

des affaires, notre entreprise est un membre à part entière de la communauté et participe activement au mieux-être de celle-ci », explique Robert Dumas, président et chef de la direction de la Sun Life et président d'honneur du Bal 2024 de la Fondation Santé Urbaine.

TOUS CES PETITS GESTES QUI JOUENT UN GRAND RÔLE

Au-delà des événements caritatifs, les occasions de contribuer à la mission d'une fondation ou d'un organisme qui nous interpelle sont nombreuses. Il y a bien sûr les contributions financières, qui peuvent prendre la forme d'un don unique ou de dons mensuels — parfois plus facile à intégrer au budget —, d'un don d'actions ou d'un legs testamentaire. Et il y a toutes les contributions intangibles, parce que difficilement quantifiables, qui sont toujours chaleureusement accueillies par les organismes philanthropiques.

Comme le souligne Alain Primeau, vice-président exécutif chez UAP inc. et président du conseil d'administration de la Fondation Santé Urbaine : « La force d'un organisme ou d'une fondation réside très souvent dans son réseau. On peut donc l'aider à réaliser sa mission en facilitant des présentations auprès de partenaires potentiels, en s'engageant sur le conseil d'administration ou sur un cabinet de campagne, ou même simplement en partageant ses contenus sur les réseaux sociaux pour en élargir la portée. Toutes les contributions, petites et grandes, ont le pouvoir de changer les choses! »



Je fais un don
à la Fondation
Santé Urbaine

Fondation 
Santé Urbaine

Bal de la
Fondation
Santé Urbaine

Merci à la générosité de nos partenaires
qui ont pu rendre cet événement possible.

 Sun Life

COFOMO 

 Otsuka 

MERCI